

QUESTION 1

**POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN DES EMPLOYÉS
DU MINISTÈRE OU D'UNE SOCIÉTÉ RELEVANT DU MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 2

COPIE DES ÉTUDES, SCÉNARIOS ET/OU ANALYSES RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2003 CONCERNANT LA RÉGIONALISATION, LA DÉCONCENTRATION DES EFFECTIFS ET PROGRAMMES DU MINISTÈRE ET/OU DES ORGANISMES RELEVANT DE CELUI-CI

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

Q U E S T I O N 3

**LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS FORMÉS OU DÉJÀ FORMÉS EN 2004-2005
DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 4

POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE, INDiquer LA LISTE DES EMPLOYÉS ET OU MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION, LA LISTE DES PERSONNES QUI ONT VU LEUR MANDAT RENOUVELÉ, OU NOMMÉS AINSI QUE LEURS FRAIS DE DÉPLACEMENT, DE VOYAGE, DE REPAS ET DE REPRÉSENTATION

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 5

POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 6

POUR L'ANNÉE 2004-2005, LE NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ
CONGÉDIÉS, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 7

**NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS AU MINISTÈRE EN 2004-2005 ET
COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 8

NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2003-2004
ET POUR 2004-2005

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 9

**PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE
DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE ET POUR
TOUS LES ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION POUR L'ANNÉE 2004-2005**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 10

POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, LE NOMBRE DE RENCONTRES, REPAS OU DE RÉUNIONS, LA LISTE DES PERSONNES À RENCONTRER ET LA LISTE DES PARTICIPATIONS À DES COLLOQUES ET CONGRÈS AINSI QUE LES FRAIS AFFÉRENTS

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 11

**COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2004-2005,
EN INCLUANT LES COÛTS**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

QUESTION 12

**FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT
LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS**

Cette question ne s'applique pas à la demande de renseignements particuliers.

ORIENTATIONS 2004-2005 DU MINISTÈRE DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET DE L'IMMIGRATION

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 2004-2005

- Le plan stratégique 2001-2004 du Ministère, à l'instar de la plupart des plans stratégiques des ministères et organismes, est arrivé à échéance le 31 mars 2004. Le contexte particulier, lié au changement de gouvernement et à l'exercice de révision en profondeur des programmes et des structures qu'il a amorcé, a différé la préparation des nouveaux plans stratégiques.
- Par ailleurs, l'élaboration du *Plan annuel de gestion des dépenses 2004-2005* a permis au Ministère, en situant ses choix budgétaires, de définir les principaux enjeux stratégiques découlant de sa mission et de ses activités essentielles pour l'année 2004-2005 ainsi que de préciser les objectifs à atteindre et les actions à entreprendre pour leur réalisation.
- En l'absence de plan stratégique officiel, le Ministère a dû revoir le contenu de la reddition de comptes publique 2004-2005, selon les principes suivants :
 - Le maintien des orientations communes au futur plan stratégique et au Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs* conformément à la volonté ministérielle de produire une reddition de comptes intégrée;
 - La présentation des orientations annoncées au *Plan annuel de gestion des dépenses 2004-2005*;
 - La présentation des orientations relatives au gouvernement en ligne, étant donné leur actualité et leur importance stratégique au sein du présent gouvernement;
 - Toute autre orientation pour témoigner pleinement des réalisations du Ministère et à convenir avec les représentants des secteurs le cas échéant.
- Avant le 18 février 2005, date à laquelle le Ministère a subi une restructuration, huit orientations avaient été retenues pour couvrir tous les secteurs d'activité, dont la protection des renseignements personnels, la condition féminine, l'état civil, les renseignements aux citoyens et l'information gouvernementale. Après cette date, il va de soi que seules les orientations du Ministère touchant à sa mission essentielle ont été conservées.
- **Les orientations du Ministère, en 2004-2005, sont les suivantes :**
 - Stimuler une offre d'immigration adaptée et sélectionner des candidats répondant aux besoins économiques, sociaux, culturels et régionaux du Québec;
 - Soutenir l'intégration économique, linguistique et sociale des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi;
 - Favoriser une meilleure compréhension de la diversité auprès des citoyens et contribuer à son rayonnement;
 - Faciliter l'accès aux documents des organismes publics tout en assurant la confidentialité et la protection des renseignements personnels;
 - Répondre aux besoins d'information des citoyens sur les services offerts par le gouvernement et simplifier leurs démarches dans leurs relations avec l'État;
 - Assurer l'intégrité de l'identité des citoyens par la gestion de l'état civil;
 - Consolider l'intervention du gouvernement du Québec visant l'égalité entre les femmes et les hommes;
 - Améliorer la qualité et l'efficacité des services à la clientèle et moderniser la gestion des ressources et des activités.
- En avril 2001, le Ministère a publié une *Déclaration de services aux citoyennes et citoyens* qui présente les principaux services offerts ainsi que divers engagements de qualité relatifs à la courtoisie, l'empressement et la compétence du personnel, l'équité, la confidentialité des renseignements concernant les citoyens et l'accessibilité (délais d'attente ou de traitement des demandes, diversité des modalités d'accès et diffusion des heures d'ouverture des bureaux ainsi que leurs adresses). Sa mise à jour, prévue pour le 1^{er} avril 2004, a été retardée compte tenu des travaux de modernisation de l'État. L'exercice de révision sera réalisé conformément aux directives gouvernementales à ce sujet.

On trouvera ci-joint copie du *Plan annuel de gestion des dépenses 2004-2005*.

ORIENTATIONS 2005-2006 DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

ORIENTATIONS STRATÉGIQUES 2005-2006

- Le *Plan stratégique 2001-2004* du Ministère est échu depuis le 31 mars 2004. L'élaboration du nouveau plan stratégique, qui devait initialement s'étendre de 2004 à 2008, a été ralentie par les travaux de modernisation de l'État. Le dépôt à l'Assemblée nationale du Plan stratégique 2005-2008 est le 11 mai 2005.
- Par ailleurs, l'élaboration du *Plan annuel de gestion des dépenses 2005-2006* a permis au Ministère, en situant ses choix budgétaires, de définir les principaux enjeux stratégiques découlant de sa mission ainsi que de préciser les objectifs à atteindre et les actions à entreprendre pour leur réalisation.
- **Les orientations du Ministère, en 2005-2006, sont les suivantes :**
 - Stimuler une offre d'immigration adaptée et sélectionner des candidates et des candidats répondant aux besoins du Québec;
 - Soutenir l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion en emploi;
 - Favoriser une meilleure compréhension de la diversité auprès des citoyennes et des citoyens et contribuer à son rayonnement;
 - Susciter l'engagement des instances locales et régionales en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles;
 - Moderniser la prestation de services et offrir un milieu de travail mobilisateur.
- En avril 2001, le Ministère a publié une *Déclaration de services aux citoyennes et citoyens* qui présente les principaux services offerts ainsi que divers engagements de qualité relatifs à la courtoisie, l'empressement et la compétence du personnel, l'équité, la confidentialité des renseignements concernant les citoyens et l'accessibilité (délais d'attente ou de traitement des demandes, diversité des modalités d'accès et diffusion des heures d'ouverture des bureaux ainsi que leurs adresses). Sa mise à jour, prévue pour le 1^{er} avril 2004, a été retardée compte tenu des travaux de modernisation de l'État. L'exercice de révision est en cours.

On trouvera ci-joint copie du *Plan annuel de gestion des dépenses 2005-2006*.

Budget de dépenses

2004-2005

Volume III

Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes

pour l'année financière
se terminant le 31 mars 2005

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément à l'article 46
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)
par madame Monique Jérôme-Forget,
présidente du Conseil du trésor
et ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Conseil du trésor
Québec 

RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET IMMIGRATION

1. LA MISSION

Afin de contribuer au développement du Québec par l'apport stratégique de l'immigration, de fournir aux citoyens une information gouvernementale accessible et de qualité ainsi que de veiller au respect des droits et libertés de la personne, la mission du portefeuille Relations avec les citoyens et Immigration consiste à :

- Sélectionner et faciliter l'intégration des immigrants au sein de la société québécoise;
- Informer les citoyens sur les services gouvernementaux;
- Simplifier les démarches des citoyens auprès de l'État dans le respect de la protection des renseignements personnels et accroître l'expertise gouvernementale sur les besoins et le degré de satisfaction des citoyens à l'endroit des services d'information et de la prestation de services;
- Assurer l'intégrité de l'identité des citoyens par la gestion de l'état civil;
- Promouvoir une société ouverte à la diversité, favorable au rapprochement interculturel et soucieuse de l'égalité entre les femmes et les hommes;
- Protéger les droits et libertés de la personne;
- Permettre l'exercice des droits d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels d'une façon efficace, efficiente et économique;
- Veiller au respect des droits des consommateurs, à la protection des personnes incapables et à l'administration de biens non réclamés.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES ET LES ENJEUX STRATÉGIQUES

Le budget de dépenses 2004-2005 du portefeuille est de 175,6 M\$ dont 111,9 M\$ sont alloués au Ministère et 63,7 M\$ aux organismes qui relèvent de la ministre.

La somme attribuée au Ministère vise à soutenir les orientations en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles et les activités stratégiques suivantes :

- Les relations avec les citoyens;
- Le droit d'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.

Les choix budgétaires du Ministère et des organismes relevant de la ministre se répartissent entre les orientations stratégiques suivantes :

Orientation 1 Stimuler une offre d'immigration adaptée et sélectionner des candidats répondant aux besoins économiques, sociaux, culturels et régionaux du Québec

Une immigration correspondant aux besoins et aux valeurs du Québec

Le budget de base des activités liées à cette orientation est de 4,7 M\$. Compte tenu des dépenses additionnelles pouvant être financées par des revenus supplémentaires, le financement de cette activité peut être maintenu en 2004-2005 au même niveau qu'en 2003-2004.

Objectif	Atteindre le volume total d'admissions inscrit au Plan d'immigration du Québec pour l'année 2004.
Indicateur de résultats	Volume total d'admissions des immigrants. Cible 2004-2005 : entre 40 000 et 44 000 immigrants.
Actions envisagées	Délivrer entre 38 100 et 39 500 certificats de sélection du Québec en 2004 dans les catégories soumises à la sélection du Québec, dont : <ul style="list-style-type: none">— entre 36 100 et 37 200 à des candidats sélectionnés en vertu de leur apport économique, soit les travailleurs et les gens d'affaires;— entre 2 000 et 2 300 à des réfugiés et personnes en situation semblable. Élaborer des stratégies promotionnelles visant diverses clientèles et informer les candidats à l'immigration des atouts distinctifs de la Capitale nationale, de la métropole et des régions où leur expertise est en demande. Revoir les instruments de sélection et concevoir des mécanismes afin de favoriser un meilleur arrimage entre les candidats à l'immigration et les besoins des employeurs dans les différentes régions du Québec.

Orientation 2 Soutenir l'intégration économique, linguistique et sociale des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi

L'intégration économique, linguistique et sociale des nouveaux arrivants au Québec

Le Ministère entend consacrer 58,1 M\$ à l'intégration des nouveaux arrivants dans les différentes régions du Québec.

Objectif	Inciter les candidats à l'immigration à entreprendre, dès l'étranger, leur parcours d'intégration, à se familiariser avec les valeurs et les réalités socioéconomiques de leur future société d'accueil et à apprendre ou à parfaire leur connaissance de la langue française.
Indicateurs de résultats	Nombre de personnes immigrantes, jointes à l'étranger ou déjà sur place, ayant bénéficié d'un suivi personnalisé par le Ministère et ses partenaires.

	Degré de mise en œuvre des nouveaux outils en francisation.
	Nombre de personnes immigrantes soutenues par le Ministère dans leurs démarches auprès des ordres professionnels et autres organismes de réglementation.
	Nombre de projets soutenus pour faciliter l'accès aux ordres professionnels et aux autres organismes de réglementation.
Actions envisagées	<p>Offrir un accompagnement personnalisé aux personnes immigrantes dès l'étranger.</p> <p>Réviser les modalités des services de francisation.</p> <p>Élaborer des outils permettant de mieux évaluer et de mieux reconnaître les formations et les expériences étrangères.</p> <p>Établir des partenariats visant à faire évoluer les pratiques de reconnaissance des compétences acquises hors du Québec et soutenir des projets visant à faciliter l'accès aux ordres professionnels et aux autres organismes de réglementation.</p>
Objectif	Favoriser une immigration répondant aux enjeux de développement de la Capitale nationale, de la métropole et des régions.
Indicateurs de résultats	<p>Adoption de plans régionaux.</p> <p>Progression du nombre d'immigrants établis en région.</p> <p>Cible 2004-2005 : huit plans régionaux.</p>
Action envisagée	Élaborer et mettre en œuvre des plans d'action régionaux, en collaboration avec les acteurs socioéconomiques concernés des régions, y compris les organismes des communautés culturelles.
Objectif	Encourager les entreprises et les organismes publics à accueillir et à maintenir en emploi une main-d'œuvre diversifiée.
Indicateurs de résultats	<p>Notoriété des activités de sensibilisation auprès des employeurs.</p> <p>Nombre de PME québécoises ayant participé au nouveau programme incitatif à l'embauche des immigrants et des minorités visibles en emploi et nombre de personnes ayant bénéficié de ce programme.</p>
Actions envisagées	<p>Mener des actions de sensibilisation auprès des entreprises afin de faire valoir les avantages liés à l'embauche de nouveaux arrivants pour répondre à leurs besoins et faire évoluer leurs pratiques d'embauche.</p> <p>Instaurer un nouveau programme incitatif à l'embauche des immigrants et des minorités visibles en emploi.</p>

Orientation 3 Favoriser une meilleure compréhension de la diversité auprès des citoyens et contribuer à son rayonnement

L'ouverture à la diversité et le rapprochement interculturel

Le Ministère consacre 5,4 M\$ pour promouvoir le rapprochement interculturel et l'ouverture à la diversité ainsi que pour lutter contre le racisme et la xénophobie.

Objectif	Accroître l'ouverture à la diversité en encourageant le rapprochement et le dialogue interculturels.
Indicateurs de résultats	<p>Nombre d'interventions menées auprès des communautés culturelles par les agents de liaison.</p> <p>Nombre de projets financés en relations civiques et interculturelles.</p> <p>Nombre d'interventions menées par le bureau de consultation en relations interculturelles dans des entreprises publiques ou privées afin de favoriser la résolution de problèmes liés aux difficultés d'adaptation à la pluriethnicité.</p> <p>Nombre d'outils produits pour soutenir l'ouverture à la diversité et le rapprochement interculturel.</p> <p>Nombre de personnes et d'organisations jointes par la campagne de sensibilisation grand public et les campagnes ciblées auprès des jeunes et des employeurs aux problèmes engendrés par la discrimination.</p> <p>Sondage réalisé.</p>
Actions envisagées	<p>Créer un bureau de liaison spécialisé dans les relations avec les communautés culturelles.</p> <p>Créer le bureau de consultation en relations interculturelles.</p> <p>Élaborer une stratégie de sensibilisation aux problèmes engendrés par la discrimination.</p> <p>Mener un sondage sur les relations interculturelles qui permettra d'actualiser les connaissances sur l'évolution des perceptions, des attitudes et des comportements de la population à l'égard de la diversité grandissante de la société québécoise.</p>

Orientation 4 Faciliter l'accès aux documents des organismes publics tout en assurant la confidentialité et la protection des renseignements personnels

Le droit d'accès à l'information et la protection des renseignements personnels

Une somme de 0,5 M\$ est allouée à la coordination gouvernementale en matière d'accès aux documents des organismes publics et de protection de renseignements personnels.

Objectif	Soutenir les ministères et les organismes désignés dans l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1).
Indicateur de résultats	Degré de réalisation des actions envisagées.
Actions envisagées	Préparer la révision législative et soutenir les ministères et les organismes dans l'application de la législation.

Orientation 5 Répondre aux besoins d'information des citoyens sur les services offerts par le gouvernement et simplifier leurs démarches dans leurs relations avec l'État

Les relations avec les citoyens

Le Ministère alloue 11,0 M\$ pour assurer la qualité des rapports entre les citoyens et l'État québécois.

Objectif	Répondre aux demandes de renseignements des citoyens (Internet, téléphone, comptoir) et simplifier leurs démarches dans leurs échanges avec l'État.
Indicateur de résultats	Degré de réalisation des actions envisagées.
Actions envisagées	<p>Procéder, en collaboration avec le Secrétariat du Conseil du trésor, à la refonte complète du Répertoire des programmes et des services du gouvernement.</p> <p>Évaluer, dans le cadre du projet gouvernemental de révision de l'offre de service aux citoyens, les services téléphoniques et au comptoir.</p> <p>Offrir aux citoyens un service intégré de changement d'adresse, au comptoir et dans Internet.</p>
Objectif	Diffuser des renseignements sur les programmes et les services du gouvernement.
Indicateur de résultats	Degré de réalisation des actions envisagées.
Actions envisagées	Réorganiser, dans le cadre du projet du Secrétariat du Conseil du trésor concernant la création du Portail Services, l'information du Portail Services – volet citoyen et coordonner la production et la mise à jour des grappes d'information et de services offerts aux citoyens par les ministères et les organismes.

- Coordonner les communications gouvernementales en situation d'urgence comme le prévoit le « Plan national de la sécurité civile », à l'échelle nationale et régionale.
- Soutenir les ministères et les organismes dans leurs communications régionales sur leurs programmes et leurs services.
- Coordonner l'information gouvernementale dans les annuaires téléphoniques privés (pages bleues et pages orange).

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

Orientation 1 Contribuer à l'atteinte de l'égalité de droit et de fait pour les femmes du Québec

Le Conseil du statut de la femme dispose d'un budget de 4,5 M\$.

Objectif	Conseiller le gouvernement sur toutes questions relatives à l'égalité entre les femmes et les hommes.
Indicateur de résultats	Analyses et avis fournis à la ministre.
Actions envisagées	<p>Définir, en collaboration avec des personnes expertes dans le domaine, un concept de l'égalité qui intègre les acquis, les valeurs et les aspirations de la société québécoise et qui vise l'élargissement d'alliances avec divers acteurs de la société.</p> <p>Sur la base du concept d'égalité et en tenant compte des résultats des consultations menées par le Secrétariat à la condition féminine à l'hiver 2003, fournir un avis sur les orientations et les priorités gouvernementales à retenir en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en vue de la tenue d'une commission parlementaire sur ce sujet.</p> <p>Analyser et commenter tout projet de loi et actions gouvernementales ayant un impact sur la situation des femmes.</p>
Objectif	Informar la population sur toutes questions concernant les diverses réalités des femmes.
Indicateur de résultats	Diffusion des études et recherches du Conseil du statut de la femme à un large public.
Actions envisagées	<p>Produire cinq numéros de la Gazette des femmes.</p> <p>Diffuser deux études, l'une sur les femmes autochtones et l'autre sur les femmes immigrantes.</p>

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

Orientation 1 Rééquilibrer les moyens d'intervention de l'Office

Repositionnement de l'Office sur ses mandats essentiels

L'Office entend recentrer ses activités sur ses mandats essentiels. À cette fin, la majeure partie de son budget de 7,6 M\$ est engagée dans la réalisation d'activités d'information et de renseignements individualisés, de représentation et de surveillance des marchés.

Objectif	Répondre aux demandes de renseignements et traiter les plaintes des consommateurs en privilégiant l'utilisation des technologies de l'information (TIC).
Indicateur de résultats	Mise en ligne d'une fonction de traitement des plaintes. Cible 2004-2005 : 31 mars 2005.
Action envisagée	Développer une fonction de traitement électronique des plaintes dans le site Internet.
Objectif	Concentrer les activités de représentation comme moyen de résolution des problèmes dans les secteurs prioritaires d'intervention suivants : automobile, habitation-rénovation domiciliaire, crédit-endettement-recouvrement.
Indicateur de résultats	Proportion d'activités de représentation réalisées dans les secteurs prioritaires d'intervention. Cible 2004-2005 : 60,0 % des activités de représentation de l'Office.
Actions envisagées	Organiser des tables de travail et tenir des rencontres auprès des associations d'affaires.
Objectif	Concentrer les activités de surveillance dans les secteurs prioritaires d'intervention.
Indicateur de résultats	Proportion d'activités de surveillance réalisées dans les secteurs d'intervention suivants : automobile, habitation-rénovation domiciliaire, crédit-endettement-recouvrement. Cible 2004-2005 : 50,0 % d'activités de surveillance.
Action envisagée	Établir des programmes de surveillance dans les secteurs prioritaires d'intervention.

CURATEUR PUBLIC DU QUÉBEC

Le Curateur public poursuit l'importante réforme amorcée en 1999. Les principaux processus de travail ont été optimisés. Cette révision sera par ailleurs appuyée par l'implantation, en 2006, d'un système informatique mieux adapté aux missions de l'organisme. Rappelons que, en vertu de sa loi constitutive, les revenus perçus par le Curateur peuvent constituer un crédit. Les crédits renouvelables ainsi prévus pour 2004-2005 permettront au Curateur de maintenir le même niveau d'activités qu'en 2003-2004, le budget total de l'institution demeurant ainsi à son niveau de 2003-2004 (36,8 M\$).

Orientation 1 Maintenir les services au niveau de 2003-2004

Protection des personnes inaptes

Les niveaux de services peuvent dans l'ensemble être maintenus à ceux de 2003-2004. La prise en charge diligente et la représentation adéquate des personnes déclarées inaptes ainsi que la gestion rigoureuse de leur patrimoine demeurent des préoccupations clés.

Objectif	Assurer une gestion rigoureuse des dépenses courantes et du patrimoine de la personne protégée.
Indicateur de résultats	Nouvelles mesures de contrôle de qualité implantées. Cible : Contrôles visant à s'assurer d'une gestion rigoureuse des dépenses courantes et du patrimoine de la personne protégée mis en place.
Actions envisagées	Réviser les politiques, procédures et directives en matière de gestion des patrimoines. Poursuivre l'amélioration de contrôles comptables visant à s'assurer du respect des normes établies. Soutenir l'équipe de préinvestigation chargée d'obtenir les confirmations bancaires et d'identifier les sources de revenus. Recourir au dépôt direct lorsque pertinent. Revoir le cahier du patrimoine. Compléter l'implantation d'un centre de traitement des demandes de prestations d'assistance-emploi.

Administration provisoire de biens non réclamés

Le financement de cette mission se fait entièrement au moyen des crédits renouvelables estimés à 6,3 M\$.

Le Curateur public doit administrer provisoirement plusieurs catégories de biens non réclamés. Tout en poursuivant ses travaux visant à rendre plus efficaces ses processus, les efforts porteront aussi sur la réalisation d'un programme d'inspection auprès des détenteurs de produits financiers.

Objectif	S'assurer que tous les produits financiers non réclamés sont transmis au Curateur public conformément à la loi.
Indicateur de résultats	Variation annuelle de la valeur des réceptions de produits financiers non réclamés de la part des détenteurs en fonction de leur nature et de leur origine. Cible : Programme d'inspection des détenteurs implanté.
Actions envisagées	Terminer l'élaboration du programme d'inspection des détenteurs et le mettre en œuvre. Approfondir la connaissance du secteur des produits financiers.

3. LES ÉVALUATIONS DE PROGRAMMES

La fonction d'évaluation de programmes est privilégiée au sein du Ministère, notamment pour suivre et soutenir l'évolution de l'offre de service en immigration, en intégration et en relations interculturelles. Ainsi, des travaux d'évaluation seront entrepris pour le suivi de la mise en oeuvre du futur plan d'action en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles.

4. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Le budget de dépenses 2004-2005 du portefeuille est de 175,6 M\$, soit une diminution de 31,2 M\$ par rapport à 2003-2004.

Des efforts majeurs ont été réalisés au Ministère de façon à intensifier des mesures qui permettent de minimiser les impacts sur la qualité des services rendus aux citoyens. En ce sens, le budget du programme 3 (Conseil et organismes de protection relevant de la ministre) est demeuré sensiblement le même qu'en 2003-2004, ainsi que celui des organismes liés à la condition féminine.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2004-2005		2003-2004	
	Budget de dépenses (000 \$) (1)	Variation (000 \$) (2)=(1)-(3)	Budget de dépenses (000 \$) (3)	Dépense probable (000 \$) (4)
1. Relations avec les citoyens et gestion de l'identité	19 541,7	(3 461,4)	23 003,1	24 610,6
2. Immigration, intégration et régionalisation	89 702,4	(24 275,3)	113 977,7	115 047,7
3. Conseil et organismes de protection relevant du ministre	25 471,1	(300,0)	25 771,1	25 837,5
4. Curateur public	33 760,3	(3 051,2)	36 811,5	36 824,5
5. Condition féminine	7 144,4	(127,2)	7 271,6	7 281,6
Total	175 619,9	(31 215,1)	206 835,0	209 601,9
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	2 292	—	2 292	—

Programme 1 : Relations avec les citoyens et gestion de l'identité

L'enveloppe de ce programme diminue de 3,5 M\$ en 2004-2005, dont près de 1,4 M\$ est attribuable à des réaménagements administratifs et à la fin des activités du Programme national de réconciliation avec les orphelins et orphelines de Duplessis en 2003-2004. La rationalisation des activités de ce secteur permettra des économies de plus de 2,1 M\$ en 2004-2005.

Programme 2 : Immigration, intégration et régionalisation

Le budget de dépenses de ce programme varie de 24,3 M\$ en 2004-2005 par rapport à 2003-2004. Toutefois, en tenant compte de dépenses additionnelles liées au traitement des demandes d'immigration financées par un crédit au net, la variation réelle se ramène à 19,9 M\$.

La diminution de 19,9 M\$ s'explique par une rationalisation des dépenses administratives du Ministère. En effet, la révision des façons de faire et le recours à un plus grand partenariat interministériel permettra des économies de près de 7,3 M\$. Par ailleurs, l'optimisation des processus liés au traitement et au suivi des demandes d'immigration, dont une utilisation accrue des nouvelles technologies, générera des économies approximatives de 5,0 M\$. Enfin, des économies de 7,6 M\$ seront effectuées au chapitre des programmes de transfert dont une baisse des budgets de 6,4 M\$ par année entraînée par l'harmonisation des allocations de formation avec les barèmes d'Emploi-Québec et la mise en ligne de cours de français langue seconde.

Programme 3 : Conseil et organismes de protection relevant du ministre

Considérant la mission et les mandats particuliers du conseil et des organismes de protection relevant de la ministre, le budget a été reconduit sensiblement au même niveau qu'en 2003-2004.

Programme 4 : Curateur public

La diminution de 3,1 M\$ au budget 2004-2005 est compensée par une hausse équivalente des crédits renouvelables, compte tenu des modifications au Règlement de tarification du Curateur public (C-81, r-1). De nouvelles règles de tarification ont été établies afin de mieux refléter le coût de revient et les tarifs en vigueur sur le marché. Le budget total de l'institution demeurera ainsi à son niveau de 2003-2004 (36,8 M\$).

Programme 5 : Condition féminine

Le budget global de ce programme, qui comprend le Conseil du statut de la femme et le Secrétariat à la condition féminine, a été maintenu.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2004-2005 (000 \$)	2003-2004 (000 \$)
Immobilisations	12 721,6	11 927,0
Prêts, placements et avances	193,0	193,0

Le budget d'investissements est principalement utilisé par le Ministère et les organismes relevant de la ministre pour le renouvellement du parc informatique ainsi que pour le développement en ressources informationnelles. Pour l'exercice financier 2004-2005, un montant additionnel a été prévu pour la prestation de services en ligne, notamment la mise en place, dans Internet, de cours de français langue seconde.

Sur un budget d'investissements en immobilisations de 12,7 M\$, une somme de 9,2 M\$ sera consacrée par le Curateur public à la poursuite de la modernisation de son infrastructure technologique en 2004-2005.

Relations avec les citoyens et Immigration

LES ORGANISMES BUDGÉTAIRES

	BUDGET DE DÉPENSES 2004-2005 (000 \$)	BUDGET DE DÉPENSES 2003-2004 (000 \$)
Programme 3, élément 1		
Office de la protection du consommateur	7 636,1	7 936,1
Programme 3, élément 2		
Commission d'accès à l'information	4 181,8	4 181,8
Programme 3, élément 3		
Conseil des relations interculturelles	695,4	695,4
Programme 3, élément 4		
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	12 957,8	12 957,8
Programme 4, élément 1		
Curateur public	33 760,3	36 811,5
Programme 5, élément 1		
Conseil du statut de la femme	4 466,0	4 289,4

LES FONDS SPÉCIAUX

FONDS DE L'ÉTAT CIVIL

	PRÉVISIONS 2004-2005 (000 \$)	PROBABLES 2003-2004 (000 \$)
Revenus	16 500,0	17 200,0
Dépenses	16 483,2	14 830,2
Excédent (déficit)	16,8	2 369,8
Investissements	3 081,5	1 005,4
Effectif (ETC)	180	180

Le Fonds de l'état civil est affecté au financement des activités du Directeur de l'état civil. Il doit dresser les actes de l'état civil, les modifier, en tenir le registre, le garder et en assurer la publicité. Les services offerts à la population comprennent notamment l'inscription des actes de l'état civil, le changement de nom ainsi que la délivrance de près d'un million de certificats et de copies d'acte par année.

FONDS DE L'INFORMATION GOUVERNEMENTALE

	PRÉVISIONS 2004-2005 (000 \$)	PROBABLES 2003-2004 (000 \$)
Revenus	40 430,8	39 638,0
Dépenses	40 430,8	39 638,0
Excédent (déficit)	—	—
Investissements	375,0	1 331,0
Effectif (ETC)	139	139

Le Fonds de l'information gouvernementale offre aux ministères et aux organismes l'expertise-conseil et des services dans les domaines de la publicité et du placement média, des expositions, des services techniques en audiovisuel, de la traduction multilingue, de l'édition et de la diffusion des publications gouvernementales. Tout comme l'exercice 2003-2004, le Fonds prévoit un autofinancement en 2004-2005.

Budget de dépenses


2005-2006

Volume III

Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et organismes

pour l'année financière
se terminant le 31 mars 2006

Déposé à l'Assemblée nationale
conformément à l'article 46
de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01)
par madame Monique Jérôme-Forget,
présidente du Conseil du trésor
et ministre responsable de l'Administration gouvernementale

Conseil du trésor
Québec 

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

FAITS SAILLANTS

- Le budget de dépenses 2005-2006 du portefeuille « Immigration et Communautés culturelles » est de 99,3 M\$, dont 98,6 M\$ sont alloués au Ministère et 0,7 M\$ au Conseil des relations interculturelles.
- La somme attribuée au ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles vise à soutenir les engagements en matière d'immigration, d'intégration, de francisation, de relations interculturelles et de régionalisation.
- L'atteinte des objectifs de la planification triennale de l'immigration 2005-2007, l'amélioration des services offerts en francisation et la préservation de la capacité de mettre en œuvre les engagements du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs* demeurent en 2005-2006 les orientations budgétaires prioritaires du Ministère.

1. LA PRÉSENTATION DU PORTEFEUILLE MINISTÉRIEL

La mission du portefeuille consiste à :

- Promouvoir l'immigration au Québec, sélectionner des personnes immigrantes et faciliter l'intégration linguistique, sociale et économique des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants au sein de la société québécoise;
- Favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

2. LES CHOIX BUDGÉTAIRES

Le budget de dépenses 2005-2006 du portefeuille est de 99,3 M\$, dont 98,6 M\$ sont alloués au Ministère et 0,7 M\$ au Conseil des relations interculturelles. La somme attribuée au Ministère vise à soutenir deux choix budgétaires.

Premier choix budgétaire : L'atteinte des volumes du Plan d'immigration du Québec pour l'année 2005 et la mise en œuvre du Plan d'action Des valeurs partagées, des intérêts communs

Ce choix budgétaire vise à reconnaître l'apport stratégique de l'immigration et des communautés culturelles au développement et à la prospérité du Québec. Il se répartit entre les quatre orientations stratégiques suivantes :

- **Orientation 1 :** Stimuler une offre d'immigration adaptée et sélectionner des candidates et des candidats répondant aux besoins du Québec
- **Orientation 2 :** Soutenir l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi
- **Orientation 3 :** Favoriser une meilleure compréhension de la diversité auprès des citoyennes et des citoyens et contribuer à son rayonnement
- **Orientation 4 :** Susciter l'engagement des instances locales et régionales en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles

Deuxième choix budgétaire : L'amélioration de la qualité des services aux citoyennes et aux citoyens

En plus de tendre vers l'amélioration de la qualité des services à la clientèle, ce choix budgétaire représente une contribution à la modernisation de l'État et s'exprime par l'orientation stratégique suivante :

- **Orientation 5 :** Moderniser la prestation de services et offrir un milieu de travail mobilisateur

Le Ministère consacre 78,8 M\$ à son premier choix budgétaire, soit l'atteinte des volumes du *Plan d'immigration du Québec pour l'année 2005* et la mise en œuvre du *Plan d'action Des valeurs partagées, des intérêts communs*.

Ainsi, le budget de base des activités visant à stimuler une offre d'immigration adaptée et à sélectionner des candidates et des candidats à l'immigration qui répondent aux besoins du Québec est de 4,4 M\$. Les revenus supplémentaires qui proviendront du crédit au net¹ permettront de financer les dépenses additionnelles de ces activités, de maintenir le niveau et la qualité des services et de réaliser les objectifs de la planification triennale de l'immigration 2005-2007.

Le Ministère entend consacrer une somme globale de 64,9 M\$ pour soutenir l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi. Cette somme se répartit comme suit :

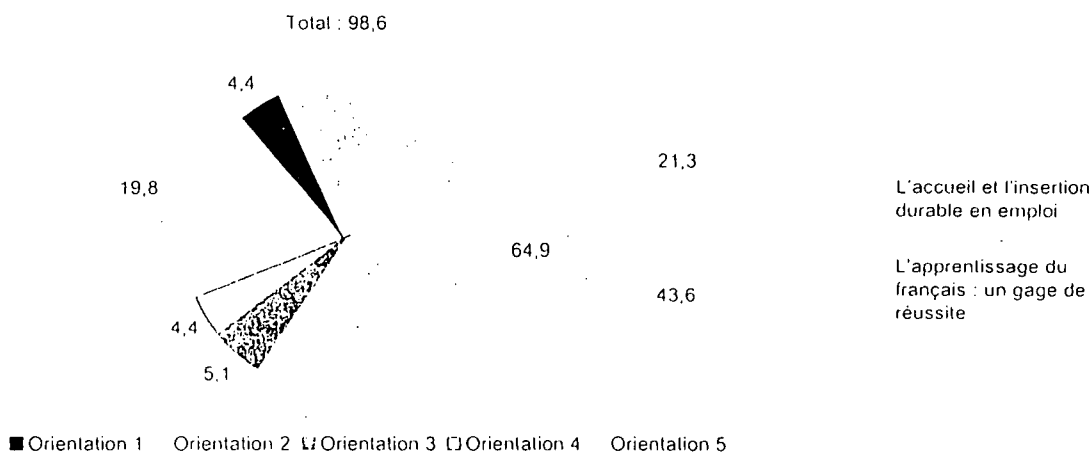
- 21,3 M\$ pour accueillir les personnes immigrantes et les accompagner dans leurs démarches d'intégration en vue, notamment, de favoriser leur insertion en emploi;
- 43,6 M\$ pour les activités de francisation, ce qui améliorera l'offre de service en cette matière.

Le Ministère entend consacrer 5,1 M\$ aux objectifs visant à favoriser une meilleure compréhension de la diversité et à contribuer à son rayonnement. Cette enveloppe permettra d'encourager le rapprochement et le dialogue interculturels ainsi que de lutter contre la discrimination.

Enfin, le Ministère maintient le caractère prioritaire des activités mises en œuvre pour susciter l'engagement des instances locales et régionales en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles, et y accorde 4,4 M\$ en 2005-2006.

Par ailleurs, un budget de 19,8 M\$ est attribué au second choix budgétaire visant la modernisation de la prestation de services, la création d'un milieu de travail mobilisateur et, plus globalement, l'amélioration de la qualité des services à la clientèle. Cette somme finance aussi l'ensemble des services centralisés du Ministère.

Répartition du budget de dépenses par orientation (M\$)



¹ Les revenus associés au crédit au net proviennent des droits perçus pour l'analyse des dossiers relatifs à la sélection des immigrants.

La prochaine section précise, pour chacun des deux choix budgétaires, les principaux objectifs stratégiques que le Ministère vise spécifiquement au cours de l'exercice financier 2005-2006 de même que les actions envisagées qu'il entend mettre en œuvre pour les réaliser.

Premier choix budgétaire : L'atteinte des volumes du Plan d'immigration du Québec pour l'année 2005 et la mise en œuvre du Plan d'action Des valeurs partagées, des intérêts communs

Objectif :

Stimuler une offre d'immigration permanente et temporaire en fonction des besoins de la Capitale nationale, de la Métropole et des régions.

Actions envisagées :

- Délivrer entre 38 700 et 40 300 certificats de sélection du Québec en 2005 dans les catégories soumises à la sélection du Québec dont :
 - entre 35 600 et 36 800 à des candidats sélectionnés en vertu de leur apport économique, soit les travailleurs qualifiés et les gens d'affaires;
 - entre 2 400 et 2 600 à des réfugiés et personnes en situation semblable.
- Mettre en œuvre le Plan de promotion et de recrutement 2005-2006;
- Poursuivre les actions de promotion à l'étranger en vue d'accroître la présence des étudiants internationaux;
- Renforcer les mesures de prévention et d'encadrement des activités des consultants en immigration;
- Modifier et mettre en œuvre certaines dispositions du Règlement sur la sélection des ressortissants étrangers [I-0.2, r. 5] : grille de sélection pour les travailleurs qualifiés, parrainage collectif des réfugiés, durée du parrainage pour les jeunes adultes, définition des immigrants entrepreneurs et encadrement des consultants en immigration;
- Mettre en place un mécanisme d'arrimage entre les besoins du marché du travail et la sélection des personnes immigrantes;
- Augmenter les voyages de prospection et la sélection au Québec des gens d'affaires immigrants ainsi que les services d'accueil et d'accompagnement;
- Mettre en œuvre des mesures visant à améliorer le Programme des aides familiaux résidents;
- Assurer le respect des engagements en matière de parrainage familial et d'immigration humanitaire.

Objectif :

Accélérer et personnaliser la démarche d'intégration des personnes immigrantes tout en facilitant la reconnaissance des diplômes et des compétences acquis à l'étranger.

Actions envisagées :

- Offrir un accompagnement personnalisé aux personnes immigrantes à l'aide du carnet de route;
- Soutenir les personnes immigrantes dans leurs démarches pour faire reconnaître leurs acquis;
- Appuyer les travaux de l'équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger;
- Mettre en place le Programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi.

Objectif :

Accélérer l'apprentissage du français des personnes immigrantes et réduire les délais d'attente.

Actions envisagées :

- Assurer un accès diligent aux services de francisation afin de permettre une intégration rapide à la société québécoise;
- Intensifier les services de francisation et en réviser les exigences en vue de favoriser des apprentissages accélérés;
- Miser sur la période d'attente dans le pays d'origine pour inciter les candidats à l'immigration à apprendre la langue française ou à parfaire leurs connaissances;
- Adapter l'enseignement du français aux caractéristiques, aux besoins et aux conditions de vie et de travail des immigrants, notamment par l'élaboration de cours sur mesure et la diversification des formules de cours;
- Mieux joindre les personnes qui ne connaissent pas suffisamment le français.

Objectif :

Accroître l'ouverture à la diversité en encourageant le rapprochement et le dialogue interculturels.

Actions envisagées :

- Soutenir les communautés culturelles dans la recherche de solutions adaptées à leurs besoins;
- Susciter et soutenir la conception de projets visant à promouvoir les relations civiques, le rapprochement interculturel et l'ouverture à la diversité;
- Élaborer et diffuser des programmes de formation destinés aux employeurs et visant la sensibilisation à la communication et à la négociation en contexte interculturel ainsi que l'aménagement de la diversité en milieu de travail.

Objectif :

Favoriser la prise en compte de l'immigration comme facteur de développement par l'établissement de plans d'action régionaux et la signature d'ententes avec des conférences régionales des élus et des municipalités.

Action envisagée :

- Accélérer la signature d'ententes de régionalisation de l'immigration avec des conférences régionales des élus et des municipalités et adopter des plans d'action régionaux.

Deuxième choix budgétaire : L'amélioration de la qualité des services aux citoyennes et aux citoyens

Objectif :

Améliorer les services à la clientèle en accordant la priorité aux services en ligne afin de contribuer à la mise en place du Gouvernement en ligne.

Action envisagée :

- Rendre accessibles en ligne de nouveaux services pour la clientèle.

3. LE PLAN BUDGÉTAIRE

Les responsabilités du nouveau Ministère ont été recentrées autour des mandats relatifs à l'immigration, à l'intégration, à la francisation, aux relations interculturelles et à la régionalisation. Ainsi, le budget de dépenses du portefeuille en 2005-2006 est de 99,3 M\$, soit une réduction de 5,6 M\$ par rapport au budget de dépenses alloué en 2004-2005 au Ministère pour réaliser les mandats équivalents à ceux du Ministère actuel.

Cette différence budgétaire résulte, en grande partie, de la récurrence en 2005-2006 des mesures de rationalisation introduites en 2004-2005 au chapitre de l'administration, des infrastructures et de l'organisation des services, mesures qui permettront néanmoins de préserver le niveau et la qualité des services rendus par le Ministère.

LE BUDGET DE DÉPENSES PAR PROGRAMMES

	2005-2006		2004-2005	
	Budget de dépenses (000 \$) (1)	Variation (000 \$) (2)=(1)-(3)	Budget de dépenses (000 \$) (3)	Dépense probable (000 \$) (4)
1. Immigration, intégration et communautés culturelles	98 595,2	(5 597,2)	104 192,4	106 223,4
2. Organisme relevant du ministre	695,4	—	695,4	732,0
Total	99 290,6	(5 597,2)	104 887,8	106 955,4
Effectif (ETC) (excluant les fonds spéciaux)	1 005	(13)	1 018	—

Programme 1 : Immigration, intégration et communautés culturelles

Toutes les activités ayant trait aux mandats relatifs à l'immigration, à l'intégration, à la francisation, aux relations interculturelles et à la régionalisation, incluant les activités afférentes de planification, de recherche, d'administration et de soutien centralisé, ont été regroupées sous ce seul programme en 2005-2006. La diminution de 5,6 M\$ du budget de dépenses du portefeuille est donc entièrement imputée à ce programme. En 2005-2006, le Ministère concentrera sur l'encadrement, l'organisation du travail et les services de soutien centralisés l'effort de réduction budgétaire qui lui est demandé, en contribution à l'atteinte de l'équilibre budgétaire gouvernemental, et ce, dans le but de préserver le niveau et la qualité de son offre de service.

Programme 2 : Organisme relevant du ministre

Ce programme vise à permettre au Ministère d'obtenir un éclairage sur des problématiques particulières touchant l'intégration et les relations interculturelles. Compte tenu de ses mandats particuliers, le Conseil des relations interculturelles voit son enveloppe budgétaire reconduite intégralement en 2005-2006.

LE BUDGET D'INVESTISSEMENTS

	2005-2006 (000 \$)	2004-2005 (000 \$)
Immobilisations	5 531,0	3 014,0
Prêts, placements et avances	184,0	185,0

Le budget d'investissements est principalement utilisé par le Ministère pour le renouvellement du parc informatique ainsi que pour le développement en ressources informationnelles.

La hausse du budget prévu en 2005-2006 permettra au Ministère d'achever la conception du nouveau service en ligne de francisation pour la clientèle immigrante. De plus, ce budget rendra possible la mise à niveau de l'infrastructure technologique ainsi que l'adaptation du système corporatif à la prestation électronique de services pour la clientèle et les partenaires.

ORGANISME BUDGÉTAIRE

	2005-2006 Budget de l'organisme (000 \$)	2004-2005 Budget de l'organisme (000 \$)
Conseil des relations interculturelles	695,4	695,4

PRÉVISIONS DE RÉFÉRENCE QUI ONT SERVI À L'ÉLABORATION DES ORIENTATIONS 2005-2008 DU MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Les orientations stratégiques du Ministère pour la période 2005-2008 reposent sur les assises suivantes :

Orientation 1 : Stimuler une offre d'immigration adaptée et sélectionner des candidates et des candidats répondant aux besoins du Québec

Cette orientation constitue un élément clé dans la mise en œuvre d'une stratégie pour faire face au défi démographique du Québec, notamment le vieillissement de la population, dans un contexte marqué par une demande accrue de main-d'œuvre qualifiée. En effet, la faible fécondité et l'accroissement de la longévité, deux éléments à la source du vieillissement de la population, laissent entrevoir un ensemble de conséquences, dont les plus connues sont :

- Un ralentissement du rythme de croissance de la population québécoise, puis du déclin à partir de 2030, déclin d'ailleurs déjà amorcé dans 6 régions administratives du Québec;
- Une diminution de la population en âge de travailler dès la première partie de la décennie 2010, aggravant ainsi les pénuries de main-d'œuvre perceptibles dans des secteurs d'activités et dans des régions du Québec;
- Une diminution du poids démographique du Québec au sein de l'ensemble canadien, entraînant des répercussions financières et politiques;
- Des difficultés associées au financement des services publics.

Par ailleurs, des pénuries de main-d'œuvre qualifiée se font sentir et se profilent à l'horizon dans plusieurs secteurs d'activité et dans bon nombre de régions du Québec. Déjà, Emploi-Québec prévoit qu'environ 640 000 postes – dont 60 % en remplacement de départs – seront à pourvoir pendant la période 2004-2008 et que quelque 120 métiers et professions offriront des perspectives d'emploi « favorables » ou « très favorables ».

Bien que le recours massif à l'immigration pour annuler les effets du vieillissement n'apparaisse pas réaliste, il est possible de trouver un point d'équilibre entre les enjeux démographiques et les considérations économiques. Cet objectif se traduit donc plutôt par une augmentation progressive du nombre d'immigrants admis au Québec. Suivant la *Planification triennale de l'immigration 2005-2007*, les niveaux d'immigration passeront de 44 400 en 2005 à 46 000 en 2006 et à 48 000 en 2007.

En raison des besoins de main-d'œuvre liés à la dynamique démographique, des efforts supplémentaires sont déployés par le Ministère pour arrimer ces besoins et le savoir-faire des immigrants sélectionnés par le Québec. Pour stimuler l'offre d'immigration, le Ministère est à mettre en place des stratégies de promotion et d'information dans les territoires où résident des candidats ayant un profil correspondant aux objectifs du Québec. Il importe aussi d'enrichir l'information sur le processus d'immigration et le parcours d'intégration, notamment en insistant sur l'importance d'entreprendre, dès l'étranger, les démarches d'insertion socioprofessionnelle et d'apprentissage linguistique, s'il y a lieu.

Orientation 2 : Soutenir l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants et favoriser l'insertion durable en emploi

Si les perspectives d'emploi apparaissent prometteuses, un nombre important de personnes immigrantes et de membres des minorités visibles continuent à éprouver des difficultés d'insertion en emploi, et ce, pour différentes raisons : la non-reconnaissance des diplômes et des compétences acquis à l'étranger, l'absence d'expérience nord-américaine, la méconnaissance du français ou de l'anglais et des codes culturels propres au Québec ou la présence de pratiques discriminatoires.

Cette situation se traduit, entre autres, par des taux de chômage supérieurs à ceux de la population québécoise. Au Recensement de 2001, le taux de chômage dans la population immigrée atteignait près de 12 % alors qu'il était de 8 % pour la population totale. Le taux de chômage chez les personnes immigrées faisant partie d'une minorité visible s'élevait à 15 %, comparativement à un peu plus de 8 % chez les personnes immigrées non-membres d'une minorité visible. Il était de 14 % pour les personnes des minorités visibles nées ici, contre près de 8 % pour les non-membres nées ici. Enfin, il était de 21 % chez les nouveaux arrivants, dépassant largement le taux de chômage de la population immigrée (12 %) et celui de la population non immigrée (8 %).

Ces difficultés d'insertion en emploi sont paradoxales, dans la mesure notamment où les immigrants sélectionnés présentent un niveau de qualification élevée et où, par ailleurs, le marché de l'emploi québécois est de plus en plus tributaire de l'apport de la population immigrée pour la satisfaction de ses besoins. En effet, en raison du vieillissement de la population québécoise, une part croissante des nouveaux arrivants sur le marché du travail provient de l'immigration. Entre 1991 et 2001, l'immigration a représenté 60 % de la croissance de la population active du Québec. D'ici 10 ans, elle représentera la totalité de cette croissance.

Cette situation de l'emploi des personnes immigrantes et des membres de minorités visibles peut également être tributaire des difficultés qu'éprouvent plusieurs employeurs, en particulier ceux de petites et moyennes entreprises, à apprécier la formation et l'expérience de ces personnes et à les intégrer au sein de leur entreprise.

La problématique de l'insertion en emploi appelle donc à la mise en œuvre d'une vigoureuse stratégie de soutien à l'intégration économique s'articulant autour des interventions visant à faciliter la reconnaissance des acquis et à lever les différents obstacles à l'emploi, notamment par l'entremise d'un accompagnement plus personnalisé du nouvel arrivant et des personnes membres d'une minorité visible dans son parcours d'intégration.

La connaissance du français constitue un catalyseur pour l'intégration des personnes immigrantes à la société québécoise et facilite grandement l'insertion en emploi. La langue constitue un facteur clé d'intégration et de participation puisqu'elle favorise l'accès non seulement au travail, mais aussi à la vie sociale et culturelle du Québec.

Suivant la *Planification triennale de l'immigration 2005-2007*, le Québec compte maintenir à au moins 50 % la proportion de personnes immigrantes connaissant le français dans les admissions. Malgré cet objectif, le nombre de personnes ne connaissant pas le français augmentera en raison de l'augmentation du volume total d'immigration, provoquant du coup une demande accrue de services de francisation.

Des mesures visant à faciliter et à accélérer l'apprentissage du français ainsi qu'à augmenter le taux de fréquentation des services de francisation sont en cours de réalisation. Des stratégies d'information axées sur l'importance pour les personnes immigrantes de bien préparer leur projet d'immigration et d'entreprendre leurs démarches d'intégration dès l'étranger sont mises en œuvre.

Orientation 3 : Favoriser une meilleure compréhension de la diversité auprès des citoyennes et citoyens et contribuer à son rayonnement

La diversification ethnique et religieuse est appelée à s'accroître, non seulement dans la région montréalaise, mais aussi dans l'ensemble du Québec. Il s'agit d'une tendance forte de l'évolution démographique québécoise que confirment nombre d'études. La reconnaissance de l'apport de l'immigration et de la richesse de la diversité est un préalable nécessaire à une intégration réussie des Québécois de toutes origines, notamment en ce qui a trait à l'insertion durable en emploi et à la représentation accrue des personnes issues des communautés culturelles dans les secteurs public et privé. Cette orientation vise à valoriser l'apport des Québécoises et des Québécois des communautés culturelles au développement économique, social et culturel du Québec, à accroître l'ouverture à la diversité et à lutter contre le racisme et la xénophobie pour construire un Québec inclusif.

Orientation 4 : Susciter l'engagement des instances locales et régionales en matière d'immigration, d'intégration et de relations interculturelles

L'impact des tendances lourdes de la dynamique démographique québécoise varie selon les régions, certaines poursuivant leur croissance, alors que d'autres sont en situation de stabilité, ou encore ont déjà amorcé un déclin. En outre, suivant les études réalisées par Emploi-Québec, d'importants besoins de main-d'œuvre se font sentir et se profilent dans plusieurs secteurs d'activités et dans bon nombre de régions du Québec.

Pour assurer leur développement, les régions devront de plus en plus miser sur l'immigration. Bien que les actions gouvernementales déployées aient permis d'augmenter au cours des dernières années le nombre d'immigrants établis en région, les résultats demeurent bien en deçà des objectifs fixés. Les efforts de régionalisation doivent se poursuivre en adoptant une nouvelle approche fondée sur l'engagement des acteurs locaux et régionaux à considérer l'immigration dans leur stratégie de développement économique et social et à devenir les maîtres d'œuvre de l'accueil et de l'intégration des nouveaux arrivants.

Cette orientation constitue un des moyens mis de l'avant pour répondre à la priorité

gouvernementale, énoncée dans *Briller parmi les meilleurs*, d'encourager l'installation durable de personnes immigrantes en région. Les plans d'action régionaux, qui complètent le plan d'action-cadre *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, et la signature d'ententes spécifiques avec des conférences régionales des élus et des municipalités permettront de soutenir les responsables locaux et régionaux dans la prise en charge de l'attraction, de l'accueil et de l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants s'établissant sur le territoire.

Orientation 5 : Moderniser la prestation de services et offrir un milieu de travail mobilisateur

Cette orientation répond au Plan de modernisation 2004-2007 du gouvernement, *Moderniser l'État, pour des services de qualité aux citoyens*, ainsi qu'au cadre de gestion gouvernementale axée sur les résultats, prévu dans la Loi sur l'administration publique. Deux axes d'intervention découlent de cette orientation.

Le premier vise à offrir, au meilleur coût, des services de qualité accessibles qui répondent aux attentes et aux besoins de la clientèle du Ministère. La prestation électronique de services, en particulier la refonte des différents sites Internet du Ministère, la mise en ligne d'un répertoire et de plusieurs outils de formation pour l'apprentissage du français ainsi que du carnet de route à l'intention des candidates et des candidats à l'immigration et des personnes nouvellement arrivées, permettra d'offrir un meilleur service à la clientèle, à moindre coût.

L'amélioration de la qualité des services passe aussi par la prise en compte des attentes et de la satisfaction de la clientèle et par l'évaluation des interventions du Ministère. Comme le Ministère mise sur un élargissement de l'action en partenariat, l'efficacité des ententes conclues avec les partenaires institutionnels et communautaires s'appuiera sur un renforcement de l'imputabilité, notamment au moyen d'indicateurs précisant les résultats attendus et facilitant l'évaluation de programme. Le deuxième axe a pour but de faire en sorte que le Ministère soit un milieu de travail stimulant et valorisant pour le personnel et les gestionnaires. Il vise à intensifier les efforts du Ministère dans la préparation de la relève et le transfert d'expertise, comme le prévoit le Plan de modernisation 2004-2007.

QUESTION 15

**COPIE DE LA PARTIE ACCESSIBLE DE TOUS LES MÉMOIRES DÉPOSÉS AU CONSEIL DES MINISTRES
AYANT TRANSITÉ PAR LE MICC EN 2004-2005**

La réponse à cette question se trouve à la question 56 de la Partie 2 sur les renseignements généraux.

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS, ET CE, PAR CATÉGORIE, ADMIS AU QUÉBEC EN 2004* SELON LE PAYS DE NAISSANCE EN COMPARAISON AVEC 2003									
2004*						2003			
Rang	Pays de naissance**	Immigra- tion écono- mique	Regrou- pement familial	Réfugiés	Total*	Immigra- tion écono- mique	Regrou- pement familial	Réfugiés	Total*
1	Chine	2 847	1 049	40	3 940	2 839	1 084	47	3 970
2	France	3 341	270	4	3 619	2 708	333	8	3 050
3	Maroc	2 689	749	8	3 454	2 500	617	9	3 130
4	Algérie	2 400	508	133	3 305	2 379	393	95	2 883
5	Roumanie	2 748	200	44	2 996	2 553	239	44	2 839
6	Colombie	610	114	1 320	2 057	266	111	1 393	1 778
7	Haïti	681	655	103	1 460	761	778	107	1 657
8	Liban	980	314	77	1 380	1 264	339	36	1 640
9	Pakistan	187	325	773	1 310	162	322	423	912
10	Inde	285	286	580	1 185	252	477	327	1 074
11	Bulgarie	885	39	9	933	602	26	8	637
12	Mexique	426	166	266	872	337	170	115	626
13	Rép. dém. du Congo	80	104	629	851	68	81	565	731
14	Pérou	380	184	217	796	124	176	160	463
15	Tunisie	471	200	20	695	458	147	10	618
16	Argentine	614	31	14	662	739	36	8	783
17	États-Unis	302	309	16	634	273	266	13	559
18	Philippines	428	203	0	634	408	229	18	660
19	Iran	311	96	140	554	281	107	122	512
20	Russie	295	143	94	549	352	149	104	612
Total, tous les pays*		26 698	9 364	7 384	44 226	23 864	9 301	6 184	39 583
<div><div>•</div> Les données de 2004 sont préliminaires. Le total inclut 780 personnes de la catégorie des autres immigrants en 2004 et 234 en 2003.</div> <div><div>**</div> La liste des 20 principaux pays pour 2003 ne correspond pas nécessairement à celle de 2004.</div> <div><div>Note :</div> Les renseignements statistiques selon la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec. En outre, il n'existe pas de prévisions d'admissions par pays de naissance et catégorie d'immigration. Ainsi, les prévisions d'admissions et la planification du plan annuel d'immigration réfèrent aux cibles minimales et maximales d'admissions pour chacune des catégories d'immigration par continent d'origine et non par pays de naissance.</div>									
Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la population et de la recherche.									

QUESTION 16

RÉPARTITION DES PERSONNES IMMIGRANTES, ET CE, PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE, ADMISES AU QUÉBEC EN 2002, 2003 ET 2004 SELON LE PAYS DE NAISSANCE ET LA LANGUE PARLÉE

Immigrants admis en 2002

Rang	Pays de naissance	Sexe	Immigration économique	Regroupement familial	Réfugiés	Total*
1	Maroc	F	1 237	233	4	1 474
		H	2 089	120	3	2 212
		T	3 326	353	7	3 686
2	Chine	F	1 157	663	18	1 836
		H	1 187	178	15	1 380
		T	2 344	841	33	3 218
3	Algérie	F	1 026	205	51	1 282
		H	1 672	58	79	1 811
		T	2 698	263	130	3 093
4	France	F	1 220	122	2	1 344
		H	1 447	128	7	1 582
		T	2 667	250	9	2 926
5	Roumanie	F	1 244	149	12	1 405
		H	1 323	67	10	1 400
		T	2 567	216	22	2 805
6	Haïti	F	442	386	49	877
		H	397	313	41	751
		T	839	699	90	1 628
7	Colombie	F	121	70	452	643
		H	131	39	421	591
		T	252	109	873	1 233
8	Pakistan	F	51	152	267	471
		H	85	90	452	628
		T	136	242	719	1 099
9	Liban	F	291	154	19	464
		H	466	85	39	590
		T	757	239	58	1 054
10	Inde	F	75	226	160	461
		H	125	151	276	552
		T	200	377	436	1 013
11	Sri Lanka	F	9	116	282	408
		H	11	37	340	388
		T	20	153	622	796
12	Russie	F	259	136	37	433
		H	235	86	41	363
		T	494	222	78	796
13	Rép. dém. du Congo	F	33	41	268	342
		H	54	31	264	349
		T	87	72	532	691
14	Bulgarie	F	294	27	4	325
		H	321	15	6	342
		T	615	42	10	667
15	Tunisie	F	111	69	3	183
		H	351	49	5	405
		T	462	118	8	588
Total, tous les pays*		F	10 239	4 939	3 014	18 196
		H	12 996	3 000	3 430	19 433
		T	23 235	7 939	6 444	37 629

* Le total inclut 11 personnes de la catégorie autres immigrants (4 immigrantes et 7 immigrants).

Note : Les données sur la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la population et de la recherche.

QUESTION 16

RÉPARTITION DES PERSONNES IMMIGRANTES, ET CE, PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE, ADMISES AU QUÉBEC EN 2002, 2003 ET 2004 SELON LE PAYS DE NAISSANCE ET LA LANGUE PARLÉE

Immigrants admis en 2003

Rang	Pays de naissance	Sexe	Immigration Économique	Regroupement familial	Réfugiés	Total*
1	Chine	F	1 387	871	27	2 285
		H	1 452	212	20	1 684
		T	2 839	1 084	47	3 970
2	Maroc	F	926	443	6	1 377
		H	1 574	174	3	1 753
		T	2 500	617	9	3 130
3	France	F	1 240	159	4	1 403
		H	1 468	174	4	1 647
		T	2 708	333	8	3 050
4	Algérie	F	938	319	28	1 287
		H	1 441	74	67	1 596
		T	2 379	393	95	2 883
5	Roumanie	F	1 295	171	20	1 488
		H	1 258	68	24	1 351
		T	2 553	239	44	2 839
6	Colombie	F	141	69	706	923
		H	125	42	687	855
		T	266	111	1 393	1 778
7	Haïti	F	379	457	58	900
		H	382	321	49	757
		T	761	778	107	1 657
8	Liban	F	522	217	16	756
		H	742	122	20	884
		T	1 264	339	36	1 640
9	Inde	F	99	280	113	498
		H	153	197	214	576
		T	252	477	327	1 074
10	Pakistan	F	74	207	164	446
		H	88	115	259	466
		T	162	322	423	912
11	Argentine	F	362	27	3	392
		H	377	9	5	391
		T	739	36	8	783
12	Rép. dém. du Congo	F	27	37	269	342
		H	41	44	296	389
		T	68	81	565	731
13	Philippines	F	295	99	10	407
		H	113	130	8	253
		T	408	229	18	660
14	Bulgarie	F	310	15	3	329
		H	292	11	5	308
		T	602	26	8	637
15	Mexique	F	151	109	51	313
		H	186	61	64	313
		T	337	170	115	626
Total, tous les pays*		F	10 890	5 886	2 898	19 787
		H	12 974	3 415	3 286	19 796
		T	23 864	9 301	6 184	39 583

* Le total inclut 234 personnes de la catégorie des autres immigrants (113 femmes et 121 hommes).

Note : Les données sur la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la population et de la recherche.

QUESTION 16

RÉPARTITION DES PERSONNES IMMIGRANTES, ET CE, PAR CATÉGORIE ET PAR SEXE, ADMISES AU QUÉBEC EN 2002, 2003 ET 2004 SELON LE PAYS DE NAISSANCE ET LA LANGUE PARLÉE

Immigrants admis en 2004*

Rang	Pays de naissance	Sexe	Immigration économique	Regroupement familial	Réfugiés	Total*
1	Chine	F	1 418	826	18	2 263
		H	1 429	223	22	1 677
		T	2 847	1 049	40	3 940
2	France	F	1 482	127	2	1 614
		H	1 859	143	2	2 005
		T	3 341	270	4	3 619
3	Maroc	F	1 038	544	7	1 593
		H	1 651	205	1	1 861
		T	2 689	749	8	3 454
4	Algérie	F	984	418	62	1 504
		H	1 416	90	71	1 801
		T	2 400	508	133	3 305
5	Roumanie	F	1 370	145	20	1 537
		H	1 378	55	24	1 459
		T	2 748	200	44	2 996
6	Colombie	F	289	64	689	1 047
		H	321	50	631	1 010
		T	610	114	1 320	2 057
7	Haïti	F	350	370	57	790
		H	331	285	46	670
		T	681	655	103	1 460
8	Liban	F	405	217	47	673
		H	575	97	30	707
		T	980	314	77	1 380
9	Pakistan	F	68	198	329	605
		H	119	127	444	705
		T	187	325	773	1 310
10	Inde	F	114	176	248	549
		H	171	110	332	636
		T	285	286	580	1 185
11	Bulgarie	F	432	31	4	467
		H	453	8	5	466
		T	885	39	9	933
12	Mexique	F	216	106	134	463
		H	210	60	132	409
		T	426	166	266	872
13	Rép. dém. du Congo	F	34	55	308	413
		H	46	49	321	438
		T	80	104	629	851
14	Pérou	F	185	108	125	427
		H	195	76	92	369
		T	380	184	217	796
15	Tunisie	F	144	110	6	260
		H	327	90	14	435
		T	471	200	20	695
Total, tous les pays*		F	12 268	5 995	3 583	22 134
		H	14 430	3 369	3 801	22 092
		T	26 698	9 364	7 384	44 226

* Données préliminaires pour 2004. Le total inclut 780 personnes de la catégorie des autres immigrants (288 femmes et 492 hommes).

Note : Les données sur la langue parlée des immigrants ne sont pas disponibles dans les fichiers sur les admissions des immigrants au Québec.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la population et de la recherche.

QUESTION 17

NOMBRE DE DEMANDES D'IMMIGRATION TRAITÉES ET NOMBRE DE CERTIFICATS D'AUTORISATION (CSQ) ÉMIS AU COURS DE L'EXERCICE 2004-2005, EN COMPARAISON AVEC 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Deux types de documents sont utilisés pour formuler une demande d'immigration : l'évaluation préliminaire d'immigration (EPI)¹ et la demande de certificat de sélection (DCS), qui est le formulaire réglementaire.

Un requérant de la catégorie des immigrants indépendants peut d'abord procéder à une auto-évaluation sur une EPI (en ligne). Il formule ensuite sa demande officielle sur une DCS. Les requérants des autres catégories présentent habituellement leur demande directement sur une DCS.

L'utilisation de l'EPI par les requérants de la catégorie des immigrants indépendants présente certains avantages :

- Avant d'être contraint à présenter un dossier complet dont la constitution peut s'avérer assez lourde et de payer les frais de traitement, le requérant peut auto-évaluer ses chances de répondre aux critères énoncés dans la réglementation.

	2005 ²	2004	2003
Évaluations préliminaires d'immigration (EPI) en 2004 et 2005			
Demandes préliminaires d'immigration (DPI) ³ en 2003, 2004, 2005	347 250	360 982	88 091
Demandes de certificats de sélection (DCS) examinées	44 360	45 211	40 537
Certificats de sélection (CSQ) émis à l'étranger (pour les catégories travailleurs, gens d'affaires et réfugiés)	39 200	42 382	38 474
Certificats de sélection (CSQ) émis sur place pour le Québec ⁴	6 020 ⁵	6 968	8 975
Certificats de sélection (CSQ) émis au Québec pour l'étranger ⁶	13 080 ⁵	13 078	9 876
TOTAL DES CSQ ÉMIS À L'ÉTRANGER ET AU QUÉBEC	58 300	62 428	57 325

- 1 L'EPI est une auto-évaluation par Internet, mise en vigueur en novembre 2003.
- 2 Pour l'année civile 2005, il s'agit de prévision.
- 3 La demande préliminaire d'immigration (DPI) est le formulaire papier utilisé jusqu'à l'introduction de l'EPI en ligne. En 2004 et début 2005, elle est encore utilisée par quelques candidats qui n'ont pas accès à Internet.
- 4 Il s'agit de personnes autorisées par Citoyenneté et Immigration Canada à voir traiter sur place leur demande de résidence permanente.
- 5 Estimation établie de la façon suivante : résultats de la sélection des trois premiers mois de l'année 2005 et résultats de la sélection des neuf derniers mois de l'année 2004.
- 6 Il s'agit des personnes à charge (vivant à l'étranger) des requérants principaux pour qui un CSQ a été émis sur place (voir 4).

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDiquer LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années**

Antenne de Bruxelles	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Belgique	187	225	305	287	338	345
Algérie	3	2	3	1	1	1
France	1	2	1	1	1	1
Maroc	4	0	2	0	0	0
Iran	0	1	1	1	1	1
Cameroun	3	0	1	0	0	0
Kazakhstan	0	0	1	1	1	1
Fédération de Russie	0	1	1	0	0	0
Mexique	0	0	1	0	0	0
Bolivie	0	0	1	0	0	0
Bénin	0	0	1	0	0	0
Grèce	0	0	1	0	0	0
Guinée	0	0	1	0	0	0
Guyana	0	0	1	0	0	0
Hong Kong	0	0	1	0	0	0
Autres	6	3	2	0	0	2
Total	204	234	324	291	343	352
Données manquantes	0	2	3	2	2	0
Total global	204	236	327	293	345	352

BIQ Buenos-Aires	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Argentine	0	0	0	263	388	143
Uruguay	0	0	0	85	126	96
Brésil	0	0	0	44	65	93
Chili	0	0	0	43	63	55
Ukraine	0	0	0	14	21	3
Canada	0	0	0	4	6	2
Fédération de Russie	0	0	0	4	6	0
France	0	0	0	2	3	1
Paraguay	0	0	0	2	3	1
Chine	0	0	0	1	1	1
Cuba	0	0	0	1	1	0
Haïti	0	0	0	1	1	0
Pérou	0	0	0	1	1	1
États-Unis d'Amérique	0	0	0	1	1	0
Autres	0	0	0	3	9	0
Total	0	0	0	469	697	396
Informations manquantes	0	0	0	3	0	0
Total des DCS	0	0	0	472	697	396

* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.

** Les données sont compilées en fonction des années civiles.

*** Les données sont préliminaires.

**** Les prévisions sont basées sur les 3 premiers mois de 2005 et projetées sur l'ensemble de l'année.

Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années**

BIQ Damas	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Liban	773	1036	1027	653	832	994
Iran	188	242	223	453	577	540
Égypte	144	109	201	222	283	387
Inde	69	38	101	245	312	301
République arabe syrienne	135	210	175	92	117	138
Émirats arabes unis	92	68	122	121	154	215
Afghanistan	142	75	131	85	108	147
Pakistan	89	101	100	100	127	85
Arabie saoudite	87	67	110	99	126	19
Jordanie	52	50	58	71	90	64
Turquie	29	41	68	57	73	78
Iraq	43	33	20	7	9	12
Koweït	35	10	31	12	15	12
Qatar	14	4	14	20	25	11
Algérie	2	3	11	3	4	9
Autres	52	47	62	71	90	52
Total	1946	2134	2454	2311	2945	3064
Données manquantes	7	0	3	9	11	0
Total global	1953	2134	2457	2320	2956	3064

BIQ Hong Kong	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Chine	3333	2484	3510	3652	2025	1836
République de Corée	286	286	314	418	232	174
Taiwan	394	102	99	76	42	43
Hong Kong	96	66	63	44	24	27
Bangladesh	30	26	49	39	22	32
Philippines	20	22	27	46	26	32
Japon	21	20	19	29	16	19
Singapour	4	7	13	25	14	30
Australie	5	5	9	19	11	8
Viet Nam	8	12	13	9	5	18
Thaïlande	10	8	8	11	6	11
Indonésie	5	4	8	14	8	10
Cambodge	3	2	4	4	2	4
Nouvelle-Calédonie	0	1	5	5	3	4
Chili	0	2	5	0	0	6
Autres	30	30	35	68	38	30
Total	4245	3077	4181	4459	2472	2284
Données manquantes	329	1	3	11	6	0
Total global	4574	3078	4184	4470	2478	2284

* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.

** Les données sont compilées en fonction des années civiles.

*** Les données sont préliminaires.

**** Les prévisions sont basées sur les 3 premiers mois de 2005 et projetées sur l'ensemble de l'année.

Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années**

BIQ Mexico	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Colombie	439	367	631	924	1029	1649
Haïti	506	798	555	716	798	202
Mexique	213	248	273	415	462	1099
Argentine	55	81	717	267	297	492
Venezuela	67	72	104	424	472	333
Pérou	73	115	234	299	333	0
Brésil	37	36	45	26	29	115
Chili	41	54	50	13	14	0
Équateur	15	16	24	48	53	0
Chine	35	27	10	2	2	0
Cuba	20	7	9	15	17	10
Maroc	24	21	13	0	0	0
Uruguay	5	12	14	9	10	0
France	19	14	5	3	3	0
Guatemala	8	14	6	7	8	0
Autres	181	139	66	106	118	0
Total	1738	2021	2756	3274	3647	3900
Données manquantes	55	39	9	20	22	0
Total global	1793	2060	2765	3294	3669	3900

Territoire États-Unis	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
États-Unis d'Amérique	477	629	741	1116	1084	1098
France	452	528	529	507	492	827
Maroc	232	267	288	292	284	416
Tunisie	152	204	219	230	223	235
Chine	31	66	88	159	154	413
Royaume-Uni	65	72	92	79	77	81
Liban	25	27	53	87	84	185
Côte d'Ivoire	44	43	42	70	68	198
Cameroun	28	36	51	63	61	136
Inde	20	25	49	64	62	95
Haïti	34	31	34	46	45	98
Mexique	13	29	38	46	45	90
Algérie	26	34	40	35	34	92
Allemagne	31	27	33	32	31	73
Bénin	11	17	28	35	34	58
Autres	595	697	755	1168	1134	1941
Total	2236	2732	3080	4029	3912	6036
Données manquantes	10	5	3	3	3	0
Total global	2246	2737	3083	4032	3915	6036

* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.

** Les données sont compilées en fonction des années civiles.

*** Les données sont préliminaires.

**** Les prévisions sont basées sur les 3 premiers mois de 2005 et projetées sur l'ensemble de l'année.

Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années**

BIQ Paris	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
France	2356	2575	3709	4144	3325	5203
Israël	192	310	526	339	272	20
Suisse	113	127	237	184	148	184
Côte d'Ivoire	30	74	176	229	184	75
Sénégal	28	51	99	150	120	27
Royaume-Uni	52	77	91	114	91	70
République-Unie de Tanzanie	99	24	86	92	74	23
Maurice	27	37	107	96	77	39
Kenya	46	60	65	57	46	24
Italie	43	64	68	51	41	27
Cameroun	28	24	76	77	62	11
Espagne	18	32	50	42	34	27
Gabon	9	8	27	39	31	25
Ouganda	19	13	32	21	17	4
Togo	10	19	34	20	16	6
Autres	329	320	612	740	594	423
Total	3399	3815	5995	6395	5132	6188
Données manquantes	24	117	8	13	10	0
Total global	3423	3932	6003	6408	5142	6188

Territoire Maghreb	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Maroc	2167	5046	6008	4605	2467	1965
Algérie	2309	3683	5643	3030	1623	1293
Tunisie	607	756	737	637	341	272
Canada	7	9	12	20	11	9
France	8	4	23	14	7	6
États-Unis d'Amérique	0	1	6	13	7	6
Jamahiriya arabe libyenne	4	1	1	11	6	5
Alderney	0	2	2	3	2	1
Suisse	0	1	1	2	1	1
Pays-Bas	0	0	0	2	1	1
Roumanie	0	0	3	0	0	0
Bulgarie	0	0	1	1	1	0
Pologne	0	0	1	0	0	0
Allemagne	0	0	1	0	0	0
Belgique	0	0	1	0	0	0
Autres	7	10	11	4	2	18
Total	5109	9513	12451	8342	4468	3576
Données manquantes	18	19	18	39	21	0
Total global	5127	9532	12469	8381	4489	3576

* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.

** Les données sont compilées en fonction des années civiles.

*** Les données sont préliminaires.

**** Les prévisions sont basées sur les 3 premiers mois de 2005 et projetées sur l'ensemble de l'année.

Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE DEMANDES DE CERTIFICATS DE SÉLECTION POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

a) Nombre de demandes de certificats de sélection (DCS)* par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - quinze premiers pays - au cours des cinq dernières années**

BIQ Vienne	2000	2001	2002	2003	2004***	Prévisions 2005****
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Roumanie	1451	1472	1788	1959	2359	2336
Bulgarie	295	408	554	584	703	562
Moldavie	112	70	149	196	236	145
Ukraine	116	87	147	184	222	301
Fédération de Russie	146	100	167	146	176	198
Allemagne	79	66	134	184	222	205
Kazakhstan	44	40	51	41	49	58
Albanie	47	32	38	14	17	12
Bélarus	17	19	26	30	36	61
Autriche	12	9	12	15	18	36
Pologne	12	12	18	10	12	13
Ouzbékistan	11	10	13	12	14	15
Kirghizistan	6	10	8	8	10	12
Arménie	3	6	11	8	10	5
République tchèque	10	7	9	4	5	4
Autres	315	53	50	81	98	225
Total	2676	2401	3175	3476	4186	4188
Données manquantes	21	30	12	9	11	0
Total global	2697	2431	3187	3485	4197	4188

* Il s'agit du nombre de dossiers déposés par des requérants principaux et non le nombre de personnes incluses dans les dossiers.

** Les données sont compilées en fonction des années civiles.

*** Les données sont préliminaires.

**** Les prévisions sont basées sur les 3 premiers mois de 2005 et projetées sur l'ensemble de l'année.

Source : Données provenant du système informatique de sélection à l'étranger permanente et temporaire (SEPTE).

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années*

Antenne de Bruxelles	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Belgique	323	352	379	527	443	288
France	2	1	8	6	3	2
Maroc	0	1	6	2	5	3
Algérie	2	2	5	1	0	0
Canada	0	2	3	1	0	0
Chine	1	0	0	5	0	0
Allemagne fédérale	5	0	0	0	0	0
Pays-Bas	0	1	1	0	3	0
Albanie	0	4	0	0	0	0
Bolivie	0	0	0	0	4	0
Iran	0	0	4	0	0	3
Luxembourg	0	3	0	1	0	0
Madagascar	0	0	0	4	0	2
Sénégal	1	0	3	0	0	0
Inde	0	0	0	2	1	2
Autres	4	6	8	2	4	0
Total	338	372	417	551	463	300
Informations manquantes	8	6	3	1	4	0
Total des CSQ	346	378	420	552	467	300

BIQ Buenos-Aires	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Argentine	0	0	0	451	437	413
Uruguay	0	0	0	97	221	209
Chili	0	0	0	5	306	289
Brésil	0	0	0	59	210	199
Ukraine	0	0	0	9	13	12
Paraguay	0	0	0	5	6	6
France	0	0	0	4	3	3
Haïti	0	0	0	4	0	0
Fédération de Russie	0	0	0	1	2	0
Cuba	0	0	0	0	3	3
Colombie	0	0	0	0	3	3
Canada	0	0	0	3	0	2
Rép. Pop. Dém. De Corée	0	0	0	0	1	1
Belgique	0	0	0	0	1	0
Autres	0	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	638	1206	1140
Informations manquantes	0	0	0	3	2	0
Total des CSQ	0	0	0	641	1208	1140

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 20 avril 2005.

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années*

BIQ Damas	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Liban	517	938	907	1020	1406	1114
Iran	262	215	253	410	619	492
Afghanistan	417	194	432	237	84	67
Égypte	88	122	202	390	390	310
Émirats arabes unis	106	78	155	182	364	289
République arabe syrienne	144	195	143	168	221	176
Arabie saoudite	102	132	146	96	372	296
Jordanie	106	73	67	117	167	133
Pakistan	80	28	123	227	57	45
Inde	107	122	85	70	18	14
Turquie	7	39	140	35	180	143
Iraq	121	59	28	21	17	14
Koweït	102	59	39	19	25	20
Qatar	8	18	20	12	36	29
Bahreïn	11	16	0	9	19	15
Autres	53	65	101	104	109	88
Total	2231	2353	2841	3117	4084	3245
Informations manquantes	312	380	315	10	11	0
Total des CSQ	2543	2733	3156	3127	4095	3245

BIQ Hong Kong	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Chine	3776	3562	3568	5223	4652	3642
République de Corée	872	625	716	549	601	470
Taiwan	616	397	395	227	242	189
Hong Kong	48	75	89	88	66	95
Bangladesh	19	34	74	117	121	88
Hong Kong (ZAS)	146	43	44	15	0	52
Philippines	5	36	6	69	112	50
Japon	31	34	10	36	64	16
Afghanistan	97	4	0	5	0	14
Indonésie	68	13	7	4	6	12
Singapour	21	0	14	27	21	9
Pakistan	64	12	0	0	0	9
Cambodge	23	14	3	10	11	6
Canada	24	11	7	6	11	6
Viet Nam	7	5	6	17	18	5
Autres	84	74	79	101	92	48
Total	5901	4939	5018	6494	6017	4710
Informations manquantes	66	15	1	1	14	0
Total des CSQ	5967	4954	5019	6495	6031	4710

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 20 avril 2005.

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années*

BIQ Mexico	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Colombie	864	981	1480	1860	1712	1445
Haïti	651	997	731	807	568	482
Argentine	64	172	1186	947	21	18
Mexique	272	364	395	425	536	454
Venezuela	155	132	161	597	431	365
Pérou	105	212	302	531	220	183
Chili	73	136	137	14	9	8
Brésil	42	89	91	71	0	0
Canada	155	47	39	9	20	17
Chine	137	93	19	8	0	0
Équateur	24	37	29	36	112	95
France	39	58	7	7	3	3
Israël	39	40	11	0	0	16
Cuba	19	32	5	10	19	0
Uruguay	2	24	17	35	0	0
Autres	331	234	160	70	41	34
Total	2972	3648	4770	5427	3692	3120
Informations manquantes	32	17	13	17	17	0
Total des CSQ	3004	3665	4783	5444	3709	3120

Territoire États-Unis	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
France	556	804	703	595	722	562
États-Unis d'Amérique	259	371	437	598	645	502
Maroc	226	343	329	244	294	230
Tunisie	129	231	223	175	188	146
Chine	87	100	145	127	196	153
Royaume-Uni	69	85	153	94	79	62
Inde	52	53	116	97	120	93
Liban	47	46	64	80	99	77
Cameroun	53	45	58	85	81	63
Haïti	46	67	61	62	66	51
Canada	21	30	33	20	178	138
Mexique	19	35	68	50	99	77
Sénégal	58	58	53	36	60	23
Fédération de Russie	63	68	63	39	30	48
Côte d'Ivoire	37	45	50	62	61	45
Autres	814	1092	1165	1149	1408	1100
Total	2536	3473	3721	3513	4326	3370
Informations manquantes	12	17	2	2	0	0
Total des CSQ	2548	3490	3723	3515	4326	3370

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 20 avril 2005.

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années*

BIQ Paris	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
France	4083	3109	4451	5383	5449	5601
Suisse	177	138	266	239	298	306
Canada	39	25	39	41	97	98
Espagne	13	36	41	35	29	30
Réunion	7	20	18	37	41	42
Maroc	36	17	22	31	6	6
Algérie	23	18	25	22	18	19
Martinique	4	8	14	22	23	24
Royaume-Uni	4	9	16	15	9	9
Guadeloupe	9	0	8	18	15	15
Luxembourg	13	4	10	10	12	12
Italie	13	9	9	10	7	7
Belgique	5	7	12	4	10	10
Arabie saoudite	0	27	1	5	4	12
Portugal	5	5	8	4	12	5
Autres	123	106	96	92	77	74
Total	4554	3538	5036	5968	6107	6270
Informations manquantes	119	58	22	19	2	0
Total des CSQ	4673	3596	5058	5987	6109	6270

Territoire Maghreb	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Maroc	2358	3470	2362	2171	4417	4633
Algérie	1789	3039	2718	1978	3946	4139
Tunisie	430	554	320	295	473	496
France	73	69	91	26	14	15
Canada	21	63	70	21	5	5
Burundi	0	0	146	8	0	0
Rép. démocratique du Congo	0	0	132	1	0	0
Côte d'Ivoire	0	0	54	19	2	2
Togo	0	0	45	5	2	2
Cameroun	5	0	25	8	7	7
Gabon	0	0	30	1	0	0
Jamahiriya arabe libyenne	4	0	1	0	24	25
Maurice	0	0	21	6	0	0
Bénin	0	0	20	5	0	0
République-Unie de Tanzanie	0	0	24	0	0	0
Autres	24	25	97	57	24	26
Total	4704	7220	6156	4601	8914	9350
Informations manquantes	123	62	35	7	7	0
Total des CSQ	4827	7282	6191	4608	8921	9350

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 20 avril 2005.

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

b) Nombre de certificats de sélection du Québec par bureau d'immigration du Québec (BIQ) à l'étranger et par pays d'origine - (quinze premiers pays) - au cours des cinq dernières années*

BIQ Vienne	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
Pays de dernière résidence	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Roumanie	1558	2802	4152	3502	3473	2907
Bulgarie	322	634	774	1169	1021	855
Moldavie	132	290	304	361	327	332
Fédération de Russie	385	288	240	308	184	274
Ukraine	158	156	101	268	397	230
Allemagne	39	30	28	160	275	154
Bosnie-Herzégovine	269	90	15	9	2	110
Kazakhstan	58	91	50	72	90	75
Albanie	45	114	27	74	49	52
Allemagne fédérale	30	35	32	121	20	41
Bélarus	44	11	33	63	55	19
Yougoslavie	93	37	16	25	8	18
Afghanistan	6	0	6	36	127	17
Croatie	121	10	14	0	1	17
Tadjikistan	0	0	17	24	66	17
Autres	88	152	204	224	203	177
Total	3348	4740	6013	6416	6298	5295
Informations manquantes	37	12	17	6	6	0
Total des CSQ	3385	4752	6030	6422	6304	5295

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 20 avril 2005.

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006						
Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.						
c) Nombre de certificats de sélection du Québec délivrés par les bureaux d'immigration du Québec (BIQ), selon la catégorie d'immigration - au cours des cinq dernières années*						
Antenne de Bruxelles						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0	0
Travailleurs indépendants	330	357	417	535	442	280
Gens d'affaires	16	21	3	17	25	20
Total	346	378	420	552	467	300
BIQ Buenos-Aires						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	3	0	0	0	0	0
Réfugiés	1	0	0	0	0	0
Travailleurs indépendants	324	330	357	628	1176	1100
Gens d'affaires	37	16	21	13	32	40
Total	365	346	378	641	1208	1140
BIQ Damas						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	3	0	0	0
Réfugiés	861	463	625	463	207	0
Travailleurs indépendants	826	1399	1339	1908	2213	1485
Gens d'affaires	856	871	1189	756	1675	1760
Total	2543	2733	3156	3127	4095	3245
BIQ Hong Kong						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	5	0	0	0	0	0
Réfugiés	137	6	19	28	21	0
Travailleurs indépendants	626	943	636	1163	1086	400
Gens d'affaires	5199	4005	4364	5304	4924	4310
Total	5967	4954	5019	6495	6031	4710
BIQ Mexico						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	17	3	0	0	0	0
Réfugiés	703	778	963	1427	1009	0
Travailleurs indépendants	2047	2743	3575	3904	2678	3050
Gens d'affaires	237	141	245	113	22	70
Total	3004	3665	4783	5444	3709	3120
Territoire Etats-Unis						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	0	0	0	0
Réfugiés	0	0	0	0	0	0
Travailleurs indépendants	2386	3403	3645	3456	4248	3300
Gens d'affaires	162	87	78	59	78	70
Total	2548	3490	3723	3515	4326	3370
* Données compilées en fonction des années civiles						
** Données préliminaires						
*** Notons que le traitement des dossiers en regroupement familial a été progressivement transféré des BIQ vers un traitement centralisé au Québec à partir de l'année 2000						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 20 avril 2005						

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006						
Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'Immigration du Québec ne sont pas disponibles.						
c) Nombre de certificats de sélection du Québec délivrés par les bureaux d'Immigration du Québec (BIQ), selon la catégorie d'immigration - au cours des cinq dernières années*						
BIQ Paris						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	1	0	0	0	0	0
Réfugiés	13	7	0	12	4	0
Travailleurs indépendants	4351	3423	4849	5766	5962	5935
Gens d'affaires	308	166	209	209	143	335
Total	4673	3596	5058	5987	6109	6270
Territoire Maghreb						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	2	0	556	0
Réfugiés	0	5	370	6	0	0
Travailleurs indépendants	4571	7072	5695	4494	8204	9200
Gens d'affaires	256	205	124	108	161	150
Total	4827	7282	6191	4608	8921	9350
BIQ Vienne						
Catégorie d'immigration	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Regroupement familial***	0	0	0	0	0	0
Réfugiés	524	128	159	111	253	0
Travailleurs indépendants	2743	4568	5830	6278	6026	5250
Gens d'affaires	118	56	41	33	25	45
Total	3385	4752	6030	6422	6304	5295
* Données compilées en fonction des années civiles						
** Notons que le traitement des dossiers de regroupement familial a été progressivement transféré des BIQ à un traitement centralisé au Québec à partir de l'année 2000						
*** Données préliminaires						
Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente, 20 avril 2005						

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE D'ADMISSIONS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'Immigration du Québec ne sont pas disponibles

d) Nombre d'admissions par BIQ, selon la langue maternelle - au cours des cinq dernières années*

Note : Les données sur la langue parlée par les immigrants admis au Québec ne sont pas disponibles

Antenne de Bruxelles						
Langue maternelle	Année d'admission					Prévisions
	2000	2001	2002	2003	2004**	2005***
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Français	218	181	140	160	259	96
Arabe	24	26	16	24	32	4
Russe	3	7	7	9	26	40
Hollandais	6	6	5	11	17	0
Chinois	10	8	12	7	4	0
Vietnamien	11	0	10	1	0	0
Roumain	5	1	4	6	3	0
Lingala	0	0	9	0	8	0
Espagnol	0	3	4	0	8	4
Anglais	2	0	1	5	5	16
Autres	44	18	23	20	29	20
Total	323	250	231	243	391	180
BIQ Damas						
Langue maternelle	Année d'admission					Prévisions
	2000	2001	2002	2003	2004**	2005***
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
ARABE	712	1226	955	1352	1035	764
DARI	145	245	379	263	189	40
FARSI	107	156	127	174	213	252
PERSAN	98	154	75	43	28	36
TURC	13	0	14	59	97	40
OURDOU	4	23	21	52	68	8
ANGLAIS	7	26	18	21	56	32
PUNJABI	1	0	18	27	21	12
ARMENIEN	17	14	3	25	4	4
KURDE	16	12	17	5	7	0
Autres	33	51	65	140	84	56
Total	1153	1907	1692	2161	1802	1244
BIQ Hong Kong						
Langue maternelle	Année d'admission					Prévisions
	2000	2001	2002	2003	2004**	2005***
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
MANDARIN	1764	2948	1532	979	1620	1976
COREEN	562	577	442	143	137	136
CHINOIS (CANTONAIS)	434	289	152	100	104	60
DARI	84	69	10	8	0	0
BENGALI	8	16	19	22	83	100
CHINOIS	41	46	18	10	15	60
ARABE	6	22	20	11	10	24
OURDOU	11	45	7	6	0	0
PERSAN	27	32	6	4	0	0
FRANÇAIS	8	8	10	17	22	12
Autres	186	125	41	82	102	28
Total	3131	4177	2257	1382	2093	2396

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

*** Les prévisions sont basées sur les 3 premiers mois de 2005 et projetées sur l'ensemble de l'année.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente 20 avril 2005

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDICER LE NOMBRE D'ADMISSIONS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

d) Nombre d'admissions par BIQ, selon la langue maternelle - au cours des cinq dernières années*

Note : Les données sur la langue parlée par les immigrants admis au Québec ne sont pas disponibles

Territoire Maghreb

Langue maternelle	Année d'admission					
	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005***
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
Arabe	2347	4057	4414	3164	3637	1856
Berberes	247	455	577	493	389	96
Lang. Afric.	48	72	191	111	112	4
Français	61	112	112	78	99	24
Somalie	0	0	82	18	0	0
Kirundi	6	23	22	14	16	8
Russe	0	0	27	22	1	8
Peul	0	0	15	8	0	0
Tsiluba	1	0	12	1	6	0
Roumain	0	0	0	0	16	0
Autres	18	25	45	62	39	8
Total	2728	4744	5497	3971	4315	2004

BIQ Mexico

Langue maternelle	Année d'admission					
	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005***
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
ESPAGNOL	821	1316	1706	2755	3265	1772
CREOLE	359	666	587	574	483	192
RUSSE	144	103	45	33	34	20
FRANÇAIS	53	94	49	32	28	28
PORTUGAIS	26	46	13	50	68	0
ARABE	43	66	40	22	6	4
CHINOIS	23	52	43	20	1	0
MANDARIN	16	42	48	17	3	0
ANGLAIS	8	15	30	9	2	16
CHINOIS (CANTONAIS)	17	9	16	7	0	0
Autres	59	63	31	22	49	24
Total	1569	2472	2608	3541	3939	2056

Territoire Etats-Unis

Langue maternelle	Année d'admission					
	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005***
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
ARABE	723	1011	1144	1612	2006	1080
MANDARIN	743	1151	1005	1943	1498	948
FRANÇAIS	574	735	1070	1055	1123	1344
ANGLAIS	243	295	320	446	514	372
CHINOIS	243	554	320	196	269	388
ESPAGNOL	256	209	295	427	382	352
RUSSE	209	247	272	251	254	164
CREOLE	224	235	270	233	189	84
ROUMAIN	97	87	182	239	332	212
OURDOU	144	130	96	148	142	64
Autres	1570	1568	1610	1516	1619	1428
Total	5026	6222	6584	8066	8328	6436

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

*** Les prévisions sont basées sur les 3 premiers mois de 2005 et projetées sur l'ensemble de l'année.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente 20 avril 2005

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE D'ADMISSIONS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

d) Nombre d'admissions par BIQ, selon la langue maternelle - au cours des cinq dernières années*

Note : Les données sur la langue parlée par les immigrants admis au Québec ne sont pas disponibles

BIQ Paris

Langue maternelle	Année d'admission					
	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005***
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
FRANÇAIS	2625	2538	2115	2243	3024	2068
ARABE	452	369	285	241	334	276
CHINOIS	33	64	59	64	61	52
BERBERE	48	36	36	23	37	36
ROUMAIN	18	25	30	10	34	32
PERSAN	26	24	14	20	28	28
ALLEMAND	27	12	9	20	17	8
ESPAGNOL	12	10	11	22	29	16
ANGLAIS	9	7	8	9	36	16
RUSSE	10	16	12	13	9	32
Autres	191	174	150	179	200	200
Total	3451	3275	2729	2844	3809	2764

BIQ Vienne

Langue maternelle	Année d'admission					
	2000	2001	2002	2003	2004**	Prévisions 2005***
	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre	Nombre
ROUMAIN	934	1359	2416	2362	2600	1520
BULGARE	161	217	555	506	814	300
RUSSE	205	250	506	305	369	224
SERBO-CROATE	263	199	42	14	5	0
LANG. D'EUROPE	4	82	91	70	81	24
FRANÇAIS	30	35	48	61	116	40
UKRAINIEN	25	45	52	21	89	32
ALBANAIS	45	23	56	52	55	24
SERBE	132	31	17	14	8	12
HONGROIS	12	25	35	54	54	24
Autres	109	97	158	181	219	492
Total	1920	2363	3976	3640	4410	2692

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

*** Les prévisions sont basées sur les 3 premiers mois de 2005 et projetées sur l'ensemble de l'année.

Source : Banque Statistique sur l'immigration permanente 20 avril 2005

Question 18

POUR CHACUN DES BUREAUX D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS DESSERVIS PAR CES BUREAUX, INDIQUER LE NOMBRE D'ADMISSIONS POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureaux d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

e) Nombre d'admissions par bureaux d'immigration du Québec (BIQ) et selon le statut - au cours des cinq dernières années*

Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger (BIQ)		Année d'admission					Prévisions 2005
		2000	2001	2002	2003	2004**	
Antenne de Bruxelles	Statut						
	requérant principal	174	152	134	135	208	92
	personnes à charge	149	98	98	108	183	88
	total	323	250	232	243	391	180
Buenos Aires***	Statut						
	requérant principal	0	0	0	0	131	180
	personnes à charge	0	0	0	0	153	168
	total	0	0	0	0	284	348
Damas	Statut						
	requérant principal	508	775	761	895	694	512
	personnes à charge	645	1132	931	1266	1108	732
	total	1153	1907	1692	2161	1802	1244
Hong Kong	Statut						
	requérant principal	1041	1333	820	522	811	1536
	personnes à charge	2090	2844	1437	860	1282	876
	total	3131	4177	2257	1382	2093	2412
Territoire Maghreb	Statut						
	requérant principal	1460	2566	3055	2137	2382	1168
	personnes à charge	1268	2178	2442	1834	1933	836
	total	2728	4744	5497	3971	4315	2004
Mexico	Statut						
	requérant principal	748	1107	1164	1534	1710	1036
	personnes à charge	821	1365	1444	2007	2229	1020
	total	1569	2472	2608	3541	3939	2056
Territoire États-Unis	Statut						
	requérant principal	3359	4230	4261	4700	4843	2388
	personnes à charge	1667	1992	2323	3366	3485	4056
	total	5026	6222	6584	8066	8328	6444
Paris	Statut						
	requérant principal	2149	2073	1787	1848	2367	1816
	personnes à charge	1302	1202	942	996	1442	948
	total	3451	3275	2729	2844	3809	2764
Vienne	Statut						
	requérant principal	798	962	1603	1419	1800	1600
	personnes à charge	1122	1401	2373	2221	2610	1092
	total	1920	2363	3976	3640	4410	2692
Total		19301	25410	25575	25848	29371	20144

* Les données sont compilées en fonction des années civiles.

** Données préliminaires.

*** Les activités du BIO de Buenos-Aires ont débuté en février 2003, ce qui explique l'absence d'admissions.

Source : Banque statistique sur l'immigration permanente 20 avril 2005.

QUESTION 18

POUR CHACUN DES BUREAU D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER ET POUR CHACUN DES PAYS
DESSERVIS PAR CES SERVICES, INDIQUER POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES AINSI QUE LES PRÉVISIONS
POUR 2005-2006

Note : Les données concernant les pays desservis par les bureau d'immigration du Québec ne sont pas disponibles.

f) Total des sommes obtenues par le biais des frais chargés aux personnes qui font une demande
d'immigration et une demande de résidence permanente (demande de certificat de sélection) pour
les cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2005-2006

	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	Prévisions 2005-2006
Sommes obtenues par le biais des frais chargés pour les demandes de certificats de sélection (en millions de dollars)	5,9	15,2	15,2	20,3	20,2	19,1

On conviendra qu'il s'agit de sommes obtenues pour les droits perçus pour des demandes de certificat de sélection
traitées au Québec et à l'étranger. La répartition par Bureau d'immigration du Québec (BIQ) n'est pas possible
puisque des systèmes de comptabilité différents ont été appliqués pour les périodes visées.

QUESTION 19

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER, INDIQUER LES EFFECTIFS POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS À LA FIN DE L'EXERCICE 2003-2004, 2004-2005 ET LES PRÉVISIONS DES VARIATIONS DU NOMBRE D'EFFECTIFS EN 2005-2006

EXERCICE 2004-2005

BIQ ET TERRITOIRE	DIRECTEURS ET CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2004-2005	PRÉVISIONS 2005-2006 ¹
Buenos Aires	2	4	6	6
Damas	1	6	7	7
Hong Kong	2	22	24	23
Mexico	1	6	7	7
New York	0	2	2	2
Paris (incluant l'antenne Bruxelles)	4	22	26	25
Vienne	2	9	11	11
TOTAL	12	71	83	81
¹ Sujet à modification en cours d'année.				

LES EFFECTIFS EN POSTE AU QUÉBEC POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS À LA FIN DE L'EXERCICE 2004-2005 ET LES PRÉVISIONS DES VARIATIONS D'EFFECTIFS POUR 2005-2006

TERRITOIRE ²	CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2004-2005	PRÉVISIONS 2005-2006
Maghreb	5	11	16	16
Amérique du Nord	6	7	13	13

² Les activités du territoire Maghreb et la majeure partie des activités du territoire Amérique du Nord sont gérées à partir du Québec.

QUESTION 19

POUR CHACUN DES SERVICES D'IMMIGRATION DU QUÉBEC À L'ÉTRANGER, INDICUER LES EFFECTIFS POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS À LA FIN DE L'EXERCICE 2003-2004, 2004-2005 ET LES PRÉVISIONS DES VARIATIONS DU NOMBRE D'EFFECTIFS EN 2005-2006

EXERCICE 2003-2004

BIQ ET TERRITOIRE	DIRECTEURS ET CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2003-2004
Buenos Aires	1	4,6	5,6
Damas	1	6	7
Hong Kong	3	24	27
Mexico	1	7	8
New York	-	3	3
Paris (incluant l'antenne Bruxelles)	6	21,4	27,4
Vienne	2	10	12
TOTAL	14	76	90

LES EFFECTIFS EN POSTE AU QUÉBEC POUR LE RECRUTEMENT ET LA SÉLECTION DES IMMIGRANTS À LA FIN DE L'EXERCICE 2003-2004

TERRITOIRE ²	CONSEILLERS	PERSONNEL DE SOUTIEN	TOTAL 2003-2004
Maghreb	4	7	11
Amérique du Nord	4	7	11

² Les activités du territoire Maghreb et la majeure partie des activités du territoire Amérique du Nord sont gérées à partir du Québec.

QUESTION 20

**NOMBRE DE PERMIS TEMPORAIRES OCTROYÉS EN 2001, 2002, 2003 ET 2004
ET PRÉVISIONS POUR 2005 ET RÉPARTITION SELON LES CATÉGORIES SUIVANTES :
ÉTUDIANTS, TRAVAILLEURS, CAS MÉDICAUX**

Le consentement du Québec est requis avant l'admission au Québec de certains ressortissants étrangers souhaitant venir pour y étudier, travailler ou recevoir un traitement médical. Ce consentement se traduit par la délivrance d'un certificat d'acceptation du Québec (CAQ).

	2001	2002	2003	2004 ¹
Étudiants ²	18 737	18 487	19 859	19 773
Travailleurs ²	7 399	7 655	8 961	8 729
Cas médicaux ²	44	28	32	18
TOTAL	26 180	26 170	28 852	28 520

PRÉVISIONS

En 2005, on prévoit un volume de CAQ pour études et un volume de CAQ pour travailleurs temporaires comparables à 2003 et 2004.

1 Données préliminaires pour 2004.

2 Ces données sont disponibles pour les années civiles seulement. Elles totalisent les certificats d'acceptation du Québec délivrés au Québec et à l'étranger.

RÉPARTITION DES IMMIGRANTS ÉTABLIS AU QUÉBEC SELON LA RÉGION D'ÉTABLISSEMENT, DEPUIS 1999, EN INDIQUANT LE PAYS DE NAISSANCE, LE TYPE D'IMMIGRANTS ET LEUR OCCUPATION AU QUÉBEC

1. Répartition des immigrants établis au Québec selon la région d'établissement (territoires des directions régionales) et le pays de dernière résidence

Cinq principaux pays de dernière résidence des immigrants admis de 1999 à 2003 selon leur région d'établissement (les données sur la région d'établissement sont disponibles selon le pays de dernière résidence et non par pays de naissance) :

Capitale-Nationale et Est-du-Québec¹	Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec
France	Chine	Colombie
Colombie	France	France
Chine	Colombie	Maroc
Maroc	Roumanie	Bosnie-Herzégovine
Rép. dém. du Congo	Maroc	Chine
Laval, Laurentides et Lanaudière	Montréal	Montréal
France	France	Algérie
Roumanie	Roumanie	Maroc
Maroc	Chine	France
Liban	Maroc	Chine
Haïti	Afghanistan	Haïti

* Les données sur la région d'établissement des immigrants admis en 2004 ne sont pas encore disponibles.

¹ Capitale-Nationale et Est-du-Québec : régions administratives de la Capitale-Nationale, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Chaudière-Appalaches, de la Côte-Nord et du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

2. Répartition des immigrants établis au Québec selon le type d'immigrants

- Immigrants admis de 1999 à 2003 :
 - 17,2 % se sont établis à l'extérieur de la Région métropolitaine de Montréal (île de Montréal, Longueuil et Laval);
 - 81,0 % dans la Région métropolitaine de Montréal;
 - 1,8 % dans une région non déterminée.
- Immigrants admis de 1999 à 2003, établis dans la **Région métropolitaine de Montréal**, par catégorie :
 - 56,2 % : Immigration économique;
 - 24,7 % : Regroupement familial;
 - 19,0 % : Réfugiés et personnes en situation semblable.
- Immigrants admis de 1999 à 2003, établis à l'**extérieur de la Région métropolitaine de Montréal**, par catégorie :
 - 43,2 % : Immigration économique;
 - 27,8 % : Regroupement familial;
 - 29,0 % : Réfugiés et personnes en situation semblable.

3. Répartition des immigrants établis au Québec selon leur occupation (profession) au Québec

La seule source exhaustive nous permettant de connaître la profession exercée par la population immigrante provient des données du Recensement de 2001 sur la population active occupée selon la profession. Ces données nous indiquent, qu'en 2001, les principales professions sont celles liées à la vente et aux services (22,1 % de la population immigrée occupée), aux affaires, à la finance et à l'administration (14,8 %), à la transformation et à la fabrication (14,1 %), à la gestion (11,6 %) et aux domaines des métiers, du transport et de la machinerie (10,7 %). Ces cinq groupes professionnels rassemblent près des trois quarts de la population immigrée en emploi.

**VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER* PAR PAYS
(LES DIX PRINCIPAUX), EN 2003 ET 2004****

2003		2004	
PAYS DE NAISSANCE	NOMBRE	PAYS DE NAISSANCE	NOMBRE
Colombie	1 256	Colombie	1 090
Afghanistan	381	Rép. Démoc. du Congo	268
Rép. Démoc. du Congo	214	Afghanistan	252
Burundi	127	Burundi	105
Rwanda	58	Rwanda	67
Russie	52	Équateur	40
Iraq	38	Pakistan	33
Iran	25	Russie	24
Gabon	23	Iraq	20
Pakistan	23	Iran	19
Autres	202	Autres	172
Total	2 399	Total	2 090

** Les données en immigration sont disponibles par année civile et celles-ci sont préliminaires pour 2004

232

QUESTION 22

**VENTILATION DU NOMBRE DE RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER PAR LANGUE D'ORIGINE
(LES DIX PRINCIPALES), EN 2002 ET 2003, EN COMPARAISON AVEC 2004**

**LES DONNÉES PORTENT SUR LES RÉFUGIÉS SÉLECTIONNÉS À L'ÉTRANGER*
ET ADMIS AU QUÉBEC EN 2003 ET 2004****

2003		2004**	
LANGUE MATERNELLE	NOMBRE	LANGUE MATERNELLE	NOMBRE
Espagnol	1 262	Espagnol	1 130
Dari	371	Dari	246
Kirundi	99	Kirundi	118
Farsi	83	Français	82
Français	77	Lingala	79
Kinyarwanda	62	Kinyarwanda	77
Somali	50	Farsi	57
Arabe	48	Swahili	48
Swahili	46	Arabe	41
Lingala	38	Russe	27
Autres	263	Autres	185
Total	2 399	Total	2 090

* Réfugiés pris en charge par le gouvernement, parrainés ou autonomes financièrement

** Les données en immigration sont disponibles par année civile et celles-ci sont préliminaires pour 2004

*** Ces langues sont parlées par des réfugiés afghans

**** Ces langues sont parlées par des réfugiés du Rwanda, de la République Démocratique du Congo et du Burundi

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la population et de la recherche.

QUESTION 23

**NOMBRE DE MISSIONS DE RÉFUGIÉS EN 2002, 2003 ET 2004,
PAYS VISITÉS ET NOMBRE D'IMMIGRANTS SÉLECTIONNÉS À LA SUITE DE CES MISSIONS¹**

2002 : 2 missions à Islamabad (Pakistan) – 210 réfugiés sélectionnés

2003 : 2 missions à Islamabad (Pakistan) – 250 réfugiés sélectionnés

2004 : Aucune mission

¹ Selon l'année civile.

QUESTION 24

NOMBRE D'ÉTUDIANTS POUR LES COURS OFFERTS EN 2003-2004 ET 2004-2005 POUR CHAQUE RÉGION
PAR MILIEU DE FORMATION - COURS À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL

NOMBRE TOTAL D'ÉTUDIANTS POUR LES COURS À TEMPS COMPLET

A. Nombre d'étudiants pour les cours réguliers et pour les cours sur mesure à temps complet selon le milieu de formation

Milieu de formation										
Région	Carrefour		Collégial et universitaire		Commission scolaire		OBNL		Total	
	2003-04	2004-05	2003-04	2004-05	2003-04	2004-05	2003-04	2004-05	2003-04	2004-05
Immigration Québec - Montréal	1 998	508	4 547	5 992	0	0	647	734	7 192	7 234
Immigration Québec – Laval, Laurentides et Lanaudière	140	29	240	322	65	72	0	84	445	507
Immigration Québec – Montérégie	432	111	200	512	158	184	53	77	843	884
Immigration Québec – Estrie, Mauricie et centre du Québec	210	52	230	384	278	302	24	56	742	794
Immigration Québec - Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	280	63	187	431	0	0	0	0	467	494
Immigration Québec - Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	122	34	507	714	0	0	12	21	641	769
TOTAL	3 182	797	5 911	8 355	501	558	736	972	10 330	10 682

B. Nombre d'étudiants pour les cours à temps partiel selon les milieux de formation

Milieu de formation ¹												
Région	Carrefour		Collégial et universitaire		Commission scolaire		Milieu de travail ²		OBNL		Total	
	2003-2004	2004-2005	2003-2004	2004 - 2005	2003 – 2004	2004 - 2005	2003 - 2004	2004 - 2005	2003 - 2004	2004-2005	2003 - 2004	2004 - 2005
Immigration Québec – Montréal	1 009	292	345	697	0	0	690	476	6 364	6 870	8 408	8 335
Immigration Québec – Laval, Laurentides et Lanaudière	0	0	103	89	52	83	0	0	71	148	226	320
Immigration Québec – Montérégie	184	61	0	0	103	0	0	0	439	496	726	557
Immigration Québec - Estrie, Mauricie et Centre du Québec	51	0	0	1	44	0	0	0	0	83	95	84
Immigration Québec - Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0
Immigration Québec Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	0	0	9	1	15	0	3	2	195	216	222	219
TOTAL	1 244	353	457	788	215	83	693	478	7 069	7 813	9 678	9 515

¹ Il faut ajouter au total 13 étudiants à la DREMCQ, qui ont bénéficié de l'achat de place dans le privé.

² Ces données concernent uniquement les cours dispensés en entreprise.

NOMBRE D'ÉTUDIANTS POUR LES COURS OFFERTS EN 2003-2004 ET 2004-2005 POUR CHAQUE RÉGION
PAR MILIEU DE FORMATION - COURS À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL

C. Clientèles projetées pour 2005-2006

Pour l'année 2005-2006, les objectifs fixés en termes de clientèles rejointes sont les suivants :

- Cours à temps complet : 10 900 personnes dont :
 - 10 400 personnes dans le programme régulier
 - 500 personnes dans les cours sur mesure
- Cours à temps partiel : 9 830 personnes

Les objectifs ne sont pas décomposés sur une base régionale; l'offre de service en francisation s'adapte en fonction de la demande observée en cours d'année.

QUESTION 24

NOMBRE DE NOUVELLES INSCRIPTIONS EN 2003-2004¹, 2004-2005 POUR CHAQUE RÉGION
COURS À TEMPS COMPLET ET À TEMPS PARTIEL

A. Nombre de nouvelles inscriptions pour les cours réguliers et pour les cours sur mesure à temps complet

Nombre de nouvelles inscriptions		
	Régions	Nouveaux inscrits ¹ 2004-2005
	Immigration Québec – Montréal	4 605
	Immigration Québec – Laval, Laurentides et Lanaudière	334
	Immigration Québec – Montérégie	542
	Immigration Québec – Estrie, Mauricie et centre du Québec	473
	Immigration Québec – Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	280
	Immigration Québec – Capitale-Nationale de l'Est-du-Québec	517
	TOTAL	6 751

B. Nombre de nouvelles inscriptions pour les cours à temps partiel

Nombre de nouvelles inscriptions		
	Régions	Nouveaux inscrits ¹ 2004-2005
	Immigration Québec – Montréal	5 460
	Immigration Québec – Laval, Laurentides et Lanaudière	248
	Immigration Québec – Montérégie	340
	Immigration Québec – Estrie, Mauricie et Centre du Québec	71
	Immigration Québec – Outaouais, Abitibi-témiscamingue et Nord-du-Québec	0
	Immigration Québec – Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	169
	TOTAL	6 288

¹ Pour le temps complet et le temps partiel, la donnée 2003-2004 des nouvelles inscriptions comparable à celle de 2004-2005 n'est pas disponible. En effet, lors de la restructuration de l'offre de service en francisation en 2004-2005, le système de compilation des données a été révisé et les données 2004-2005 sur les nouvelles inscriptions ont été calculées selon une méthode de base différente de celle utilisée en 2003-2004.

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC POUR 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2004-2005. INDIQUER LE POURCENTAGE DE LA CLIENTÈLE POTENTIELLE REJOINTE

**NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET TAUX D'ACCEPTATION
PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2004-2005**

Le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) accueille les nouveaux arrivants à l'aéroport international de Montréal. Pour ceux qui ont un statut de résident permanent, un rendez-vous est fixé avec le service Immigration-Québec (SIQ) qui dessert leur lieu de destination. Rappelons toutefois que ces nouveaux arrivants sont libres de se présenter à nos bureaux pour leur rendez-vous.

Les SIQ offrent des services à l'ensemble de la clientèle des nouveaux arrivants sous différentes formules (entrevues personnalisées, sessions de groupe et autres). Toutes les personnes admissibles peuvent bénéficier des différents services auxquels elles ont droit. Cependant, nous constatons que ce ne sont pas tous les membres admissibles d'une même famille qui se présentent à l'un ou l'autre des services dispensés. En fait, il arrive qu'une seule personne représente une famille complète pour les différents services offerts.

Compte tenu de ces éléments, il nous est difficile d'établir le pourcentage de la clientèle potentielle rejointe. Cependant, nous présentons les données concernant les différents types de services.

TYPES DE SERVICES

TOTAL

Accueil en aéroport

- résident permanent	24 041
- autres	<u>6 090</u>
Total	30 131 personnes

Première entrevue d'aide à l'établissement *

Sessions Entrevues d'aide à l'installation (Montréal)	7 342
Sessions <i>Premières démarches d'installation (Montréal)</i>	4 488
Sessions Accueil et aide à l'établissement (hors Montréal)	<u>3 255</u>
Total	15 085 personnes

Services d'intégration

Sessions <i>Réalités socio-économiques</i>	3 911
Sessions <i>Intégration au marché du travail</i>	2 331
Sessions pour travailleurs autonomes	<u>139</u>
Total	6 381 personnes

Évaluations comparatives

14 226 évaluations émises

Renseignements téléphoniques

Total 156 907 renseignements
téléphoniques

* Ces entrevues permettent également de donner les renseignements sur l'offre de services de francisation.

QUESTION 25

DONNÉES DÉTAILLÉES SUR LES BUDGETS GLOBAUX AUX SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC POUR 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006. NOMBRE DE DEMANDES D'ADMISSION ET D'ACCEPTATION PAR RAPPORT AUX CANDIDATS ADMISSIBLES DE 2004-2005

DÉPENSES GLOBALES AUX SERVICES IMMIGRATION-QUÉBEC POUR 2004-2005 ¹

Rémunération

Traitements réguliers	9 845 300 \$	
Traitements occasionnels	<u>179 100 \$</u>	
Rémunération totale		10 024 000 \$

Fonctionnement

Contrats de francisation	0 \$	
Loyers et télécommunications	2 144 000 \$	
Autres dépenses de fonctionnement	<u>183 000 \$</u>	
Total		2 327 000 \$

Transferts

Programme d'accueil et établissement des immigrants (PAEI)	4 684 033 \$	
Programme de soutien à l'insertion en emploi (PSIE)	1 919 600 \$	
Programme régional d'intégration (PRI)	1 266 152 \$	
Total des transferts		<u>7 869 785 \$</u>

TOTAL DES DÉPENSES		<u>20 220 785 \$</u>
---------------------------	--	-----------------------------

¹ À la suite d'une réorganisation administrative du ministère en septembre 2004, les carrefours d'intégration ont été abolis. Les activités de francisation ont été relayées aux différents partenaires du ministère tels que : organismes communautaires, commissions scolaires, CÉGEP et universités.

Question 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LA CAPITALE-NATIONALE ET DE L'EST-DU-QUÉBEC en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
Accueil et Intégration Bas-Saint-Laurent			18 418 \$	18 418 \$
Carrefour de santé Jonquière			3 000 \$	3 000 \$
Centre de formation Option-Travail Sainte-Foy	1 540 \$	38 000 \$		39 540 \$
Centre d'emploi agricole de la Fédération de l'UPA de la Beauce			36 500 \$	36 500 \$
Centre international des femmes, Québec			21 250 \$	21 250 \$
Centre international multilingue d'éducation interculturel	29 000 \$			29 000 \$
Centre multiethnique de Québec	254 180 \$			254 180 \$
Centre R.I.R.E. 2000	1 000 \$	12 000 \$		13 000 \$
Corporation Intégration Saguenay-Lac-Saint-Jean			21 250 \$	21 250 \$
GIT Société Inc	2 313 \$	18 500 \$		20 813 \$
Intégration communautaire des immigrants (ICI)			24 000 \$	24 000 \$
Ressources entreprises inc.		19 000 \$		19 000 \$
Service externe de main-d'œuvre du Saguenay (SEMO)	71 440 \$	22 000 \$	40 618 \$	134 058 \$
Services d'aide et d'adaptation des immigrants et immigrantes (SAAI)	61 050 \$			61 050 \$
Services d'orientation et d'intégration au travail de Québec	2 540 \$	41 000 \$		43 540 \$
Sous-total	423 063 \$	150 500 \$	165 036 \$	738 598 \$

Question 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE L'ESTRIE, DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUÉBEC en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
Accès Travail	1 315 \$	20 000 \$	3 131 \$	24 446 \$
Centre Saint-Michel			48 508 \$	48 508 \$
Club de recherche d'emploi Mauricie-Bois-Francis		15 000 \$		15 000 \$
Comité d'accueil aux néo-canadiens de Trois-Rivières Inc.	67 520 \$			67 520 \$
Comité d'accueil international des Bois-Francis	58 875 \$			58 875 \$
Regroupement interculturel de Drummond Inc.	60 525 \$	20 000 \$		80 525 \$
Service d'accueil aux nouveaux arrivants	24 500 \$	22 000 \$		46 500 \$
Service d'aide aux Néo-canadiens	259 550 \$	78 000 \$		337 550 \$
Société de mise en valeur et développement des ressources humaines			8 000	8 000 \$
Stratégie Carrière			25 453	25 453 \$
Sous-total	472 285 \$	155 000 \$	85 092 \$	712 377 \$

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS, DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DU NORD-DU-QUÉBEC en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI			TOTAL
Accueil Parrainage Outaouais	183 400 \$					183 400 \$
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	57 140 \$					57 140 \$
Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais		129 000 \$				129 000 \$
Centre d'exposition de Val d'Or			5 750 \$			5 750 \$
Sous-total	240 540 \$	129 000 \$	5 750 \$	- \$	- \$	375 290 \$

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LAVAL, DES LAURENTIDES ET DE LANAUDIÈRE en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
Carrefour d'intercultures de Laval	108 000 \$			108 000 \$
Centre de recherche d'emploi de Laval (CREL)	1 840 \$	54 000 \$		55 840 \$
Centre d'intégration en emploi	1 950 \$	58 500 \$	17 500	77 950 \$
Centre d'orientation et de formation favorisant les relations ethniques (COFFRET)	95 000 \$		26 250	121 250 \$
Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL)	65 010 \$			65 010 \$
L'Entraide (Pont-Viau et Laval-des-Rapides)	25 400 \$			25 400 \$
Perspectives nouvelles inc.		41 000 \$		41 000 \$
Sous-total	297 200 \$	153 500 \$	43 750 \$	494 450 \$

Question 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC DIRECTION RÉGIONALE DE LA MONTÉRÉGIE en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
Carrefour Le Moutier	76 500 \$			76 500 \$
Centre Sino-Québec de la Rive-Sud	35 880 \$			35 880 \$
Club de recherche d'emploi de St-Hyacinthe	670 \$	22 000 \$	25 000	47 670 \$
Club de recherche d'emploi du Sud-Ouest			17 500	17 500 \$
Maison de la Famille des Maskoutains	60 930 \$			60 930 \$
Maison internationale de la Rive-Sud	156 330 \$	49 000 \$		205 330 \$
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	84 650 \$	30 000 \$	60 000	174 650 \$
Sous-total	414 960 \$	101 000 \$	102 500 \$	618 460 \$

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC EST DE MONTRÉAL en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
Accueil aux immigrants de l'Est de Montréal	157 250 \$			157 250 \$
Carrefour Solidarité Anjou	9 175 \$			9 175 \$
Centre d'action bénévole de Montréal-Nord	76 210 \$			76 210 \$
Centre de recherche d'emploi de l'Est	900 \$	62 000 \$		62 900 \$
Sous-total	243 535 \$	62 000 \$	- \$	305 535 \$

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC OUEST DE MONTRÉAL en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
Centre d'intégration Multi-services de l'Ouest de l'Île (CIMOI)	41 235 \$	56 000 \$		97 235 \$
Sous-total	41 235 \$	56 000 \$	- \$ - \$ - \$	97 235 \$

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC NORD DE MONTRÉAL en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
CARI St-Laurent (Centre d'accueil et de référence pour immigrants Saint-Laurent)	160 425 \$	51 000 \$		211 425 \$
Carrefour Blé			7 650 \$	7 650 \$
Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants	48 875 \$			48 875 \$
Carrefour de liaison et d'aide multi-ethnique (CLAM)	150 945 \$	84 000 \$		234 945 \$
Carrefour Jeunesse emploi Saint-Laurent			15 422 \$	15 422 \$
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville (CACI)	95 400 \$	28 000 \$		123 400 \$
Collectif des femmes immigrantes du Québec	1 350 \$	48 000 \$	6 825 \$	56 175 \$
Filière employabilité	1 750 \$	64 000 \$		65 750 \$
Maison d'Haïti	49 400 \$	22 000 \$		71 400 \$
Service d'aide et de liaison pour immigrants, La Maisonnée	178 480 \$	70 800 \$		249 280 \$
Sous-total	686 625 \$	367 800 \$	29 897 \$	1 084 322 \$

Question 26

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005,
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC SUD DE MONTRÉAL en 2004-2005

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
Alternatives	900 \$	33 000 \$		33 900 \$
Accueil liaison pour arrivants (ALPA)	197 125 \$	125 000 \$		322 125 \$
Agence montréalaise pour l'emploi	2 750 \$	85 000 \$		87 750 \$
Association latino-américaine de Côte-des-Neiges (ALAC)	1 675 \$	80 000 \$		81 675 \$
Casa Cafi (Centre d'aide aux familles immigrantes)	9 175 \$			9 175 \$
CESAREI - Carrefour interculturel de Verdun	35 000 \$	55 000 \$		90 000 \$
Centre communautaire des femmes sud-asiatiques	100 070 \$			100 070 \$
Centre d'action socio-communautaire de Montréal	47 580 \$			47 580 \$
Centre d'éducation et de développement interculturel (CEDI)	68 000 \$			68 000 \$
Centre des femmes de Montréal	191 325 \$	75 000 \$		266 325 \$
Centre multi-ethnique de Notre-Dame-de-Grâce	78 500 \$	35 000 \$		113 500 \$
Centre PRISME (promotion, référence, information et services multiethniques)	68 500 \$			68 500 \$
Centre social d'aide aux immigrants (CSAI)	212 050 \$	43 000 \$		255 050 \$
Comité d'éducation aux adultes de la Petite Bourgogne et de Saint-Henri (CEDA)	85 250 \$			85 250 \$
L'Hirondelle, service d'accueil et d'intégration des immigrants	177 885 \$	131 800 \$		309 685 \$
Petites mains	800 \$	20 000 \$		20 800 \$
Projet Genèse	41 880 \$			41 880 \$
Promotion-Intégration-Société nouvelle (PROMIS)	184 550 \$		110 000 \$	294 550 \$
Sous-total	1 503 015 \$	682 800 \$	110 000 \$	2 295 815 \$

**LISTE DÉTAILLÉE DES SOMMES VERSÉES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005
PAR ORGANISME, PAR PROGRAMME ET PAR RÉGION**

Liste des sommes versées aux organismes par IMMIGRATION-QUÉBEC SUD DE MONTRÉAL en 2004-2005 (SUITE)

Organismes subventionnés	PAEI	PSIE	PRI	TOTAL
Regroupement des organismes du Montréal ethnique pour le logement	52 000 \$			52 000 \$
Resto Plateau		62 000 \$		62 000 \$
Service à la famille chinoise du Grand Montréal	120 845 \$			120 845 \$
Services canadiens d'assistance aux immigrants juifs (JIAS)	67 425 \$			67 425 \$
Service d'interprète d'aide et de référence aux indochinois (SIARI)	85 605 \$			85 605 \$
Union française	35 700 \$			35 700 \$
Sous-total	361 575 \$	62 000 \$	- \$	423 575 \$
TOTAL (ENSEMBLE DU QUÉBEC)	4 684 033 \$	1 919 600 \$	542 025 \$	7 145 657 \$

QUESTION 27

COPIE DE TOUTES LES ENTENTES DE SERVICES INTERVENUES ENTRE LE MICC ET DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2004-2005

Pour le Programme d'accueil et d'établissement des immigrants (PAEI), le Programme de soutien à l'insertion en emploi (PSIE), le Programme régional d'intégration (PRI) et les ententes de services intervenues entre le MICC et des organismes communautaires d'accueil et d'intégration en 2004-2005 concernant les régions suivantes :

	PAEI ¹	PSIE ¹	PRI
Abitibi-Témiscamingue			3
Bas Saint-Laurent	1		3
Capitale-Nationale	6	5	5
Centre-du-Québec	3	2	1
Chaudière-Appalaches			2
Estrie	3	2	3
Lanaudière	1	1	0
Laurentides	2	1	2
Laval	3	1	1
Mauricie	1	1	1
Montréal	6	3	3
Montréal	36	20	4
Outaouais	2	1	1
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1	1	6

¹En 2005-2006, le nouveau programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) remplace le PAEI et le PSIE conformément au Plan d'action 2004-2007 *Des valeurs partagées, des intérêts communs*. Les ententes triennales 2001-2004 ayant pris fin le 31 mars 2004, l'année 2004-2005 a été une année de transition. Les ententes triennales ont donc été prolongées de neuf mois. Des nouvelles ententes triennales dans le cadre du PANA, débutant au 1^{er} janvier 2005, sont en voie de signature auprès des organismes communautaires.

QUESTION 28

COPIE DES ÉTUDES OU MANDATS VISANT À ÉVALUER LE RÔLE ET L'ORGANISATION DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION (OCAI)

Aucune étude n'a été réalisée et aucun mandat n'a été confié en vue d'évaluer le rôle et l'organisation des organismes communautaires d'accueil et d'intégration.

Ces organismes sont partenaires du ministère depuis de nombreuses années. Ils contribuent activement à l'accueil et l'établissement des immigrants sur le territoire et participent avec les autres partenaires du milieu à l'élaboration des plans d'action régionaux. Ces organismes bénéficient d'un financement triennal mais ils doivent produire annuellement un rapport d'activités et un rapport sur l'utilisation des sommes allouées dans le cadre de l'entente. Les versements prévus à l'entente sont liés à une évaluation positive de l'état d'avancement des activités prévues dans le cadre de l'entente.

QUESTION 29

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME D'ACCUEIL ET D'INTÉGRATION EN 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006

	2002-2003		2003-2004		2004-2005	
PROGRAMME	Accordés (000 \$)	Versés (000 \$)	Accordés (000 \$)	Versés (000 \$)	Accordés (000 \$)	Versés (000 \$)
PAEI*	4 282,5	4 654,5 ¹	4 549,4	3 483,2 ¹	4 684,0	4 684,0
PSIE**	1 960,5	2 397,3 ¹	1 933,0	1 462,5 ¹	1 919,6	1 919,6
PRI					2 467,3	1 298,1 ²
FIRI***	754,9	745,0	810,4	600,3		
SPI****	1 120,7	656,1	1 284,5	1 105,9		
TOTAL	8 118,6	8 452,9	8 577,3	6 651,9	9 070,9	7 901,7

Budget 2005-2006 (000 \$)

Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) ³	7 280, 0 \$
Programme régional d'intégration (PRI)	2 016, 5 \$

¹ Pour les programmes PAEI et PSIE, des avances pour 2003-2004, qui représentent 25 % des dépenses de 2002-2003, ont été versées aux organismes communautaires à la fin de l'année financière.

² En 2004-2005, le SPI et le FIRI sont fusionnés dans le nouveau Programme régional d'intégration (PRI).

³ Les programmes PAEI et PSIE ont été remplacés par le nouveau Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA).

N.B. : Les montants accordés correspondent aux subventions annoncées en cours d'année et les montants versés correspondent aux versements effectués au cours de l'année financière de référence. Les versements peuvent s'échelonner sur plus d'un exercice financier.

* Programme d'accueil et d'établissement des immigrants (PAEI)

** Programme de soutien à l'insertion en emploi (PSIE)

*** Fonds d'initiatives régionales en immigration (FIRI)

**** Programme de soutien à des projets d'intégration (SPI)

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 ET PRÉVISION POUR 2005-2006

Coût de l'enseignement	Dépenses 2000-2001	Dépenses 2001-2002	Dépenses 2002-2003	Dépenses 2003-2004	Dépenses 2004-2005	Budget de base 2005-2006
Temps complet						
Enseignement	16 049 727	16 048 093	17 477 792	20 222 833	19 159 551	17 176 000
Contrats	4 208 969	7 478 683	9 053 229	5 795 460	10 524 196	8 770 130
Total	20 258 696	23 526 776	26 531 021	26 018 293	29 683 747	25 946 130
Temps partiel						
Enseignement	2 896 769	3 169 309	4 463 224	4 428 598	3 413 457	3 086 000
Contrats	214 820	140 036	1 286 096	923 750	1 285 138	1 179 870
Total	3 111 589	3 309 345	5 749 320	5 352 348	4 698 595	4 265 870
Francisation ⁽¹⁾ excluant les transferts	23 370 295	26 836 121	32 280 341	31 370 641	34 382 342	30 212 000
Allocations	7 350 000	10 176 000	12 037 418	13 425 835	9 494 779	13 388 000
Subventions au PFMT	423 700	378 200	-	-	-	-
Subventions au PAFI	1 239 840	1 370 040	-	-	-	-
Transferts	9 013 540	11 924 240	12 037 418	13 425 835	9 494 779	13 388 000
Francisation ⁽¹⁾ incluant transferts	32 383 825	38 760 361	44 317 760	44 796 475	43 877 121	43 600 000

⁽¹⁾ Excluant le loyer et la téléphonie.

PFMT = Programme de francisation en milieu de travail

PAFI = Programme d'aide à la francisation des immigrants

La colonne 2004-2005 inclut une somme de 5 M\$ octroyée à l'occasion du discours du budget.

VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR PROGRAMME DE FRANCISATION EN 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003, 2003-2004, 2004-2005 ET PRÉVISION POUR 2005-2006

NOMBRE DE GROUPES PAR SESSION, COURS À TEMPS COMPLET EN 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 ET 2004-2005

Temps complet									
Région	2000-2001 ¹	2001-2002 ²	2002-2003 ²	2003-2004 ²	2004-2005 ³				2005-2006 ⁴
					Session mai-juillet	Session août-octobre	Session octobre-janvier	Session janvier-avril	Session avril-juin
Immigration Québec - Montréal	n/d	140	144	150	142	109	112	141	127
Immigration Québec - Laval, Laurentides et Lanaudière	n/d	11	11	9	9	9	9	14	11
Immigration Québec - Montérégie	n/d	15	14	17	21	16	15	21	19
Immigration Québec - Estrie, Mauricie et centre du Québec	n/d	15	15	18	18	17	19	18	16
Immigration Québec - Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	n/d	11	11	9	11	7	9	9	8
Immigration Québec - Capitale-Nationale et l'Est-du-Québec	n/d	14	15	15	17	15	16	16	13
TOTAL	n/d	206	210	218	218	173	180	219	194

¹ L'année 2000-2001 a été marquée par une réforme majeure de l'offre de service en francisation à temps complet et le nombre moyen de groupes par session est non disponible en raison de la diversité des formules de cours alors offerts.

² Pour les années 2001-2002 à 2003-2004, la reconstitution des données pour chaque session de cours n'est pas possible à posteriori. Les données du présent tableau représentent une moyenne par session qui a été établie à partir des données annuelles.

³ L'année 2004-2005 a été marquée par des changements à l'organisation pédagogique des cours à temps complet. La session mai-juillet était d'une durée de 8 semaines (cours de 25 heures/semaine) alors que les autres sessions sont d'une durée de 11 semaines (majorité de cours de 30 heures/semaine).

⁴ Il s'agit du nombre de groupes ouverts le 18 avril 2005. Pour les sessions suivantes, le nombre de groupes pourrait varier en fonction du volume et du profil de la clientèle dans chaque région et des disponibilités budgétaires.

**VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU PROGRAMME RÉGIONAL
D'INTÉGRATION EN IMMIGRATION DEPUIS 2004. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES.
PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006**

Le Programme régional d'intégration a remplacé le Fonds d'initiative régionale en immigration (FIRI) ainsi que le Programme de soutien à des projets d'intégration (SPI), à compter du 1^{er} avril 2004.

En 2004-2005, 36 projets ont été accordés pour un montant total de 2 467 294 \$.

Parmi les 36 projets financés, 5 concernent des ententes avec des villes anciennement financées dans le SPI.

Les crédits accordés, en 2005-2006 pour le Programme régional d'intégration s'élèvent à 2 016 500 \$.

**Liste des projets accordés
Année financière 2004-2005**

Organisme	Montants accordés
Accueil et Intégration Bas-Saint-Laurent	10 650 \$
Carrefour de santé Jonquière	6 000 \$
Carrefour jeunesse-emploi Saint-Laurent	30 844 \$
Cégep de Jonquière	27 632 \$
COFFRET	35 000 \$
Centre d'emploi agricole de la Fédération de l'UPA de la Beauce	73 000 \$
Centre d'exposition de Val d'Or	7 667 \$
Centre d'intégration en emploi des Laurentides	50 000 \$
Centre international des femmes, Québec	25 000 \$
Centre Saint-Michel	105 000 \$
Chambre de commerce et d'industrie du Québec métropolitain	15 000 \$
Club de recherche d'emploi de St-Hyacinthe inc.	50 000 \$
Club de recherche d'emploi du Sud-Ouest (CRESO)	50 000 \$
Collectif des femmes immigrantes du Québec	49 500 \$
Centre local de développement de Kamouraska	6 040 \$
Centre local de développement de Kamouraska (2 ^e projet) ¹	26 954 \$
Centre local de développement de Rivière-du-Loup	11 325 \$
Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue	28 500 \$
Conseil régional de développement de l'Abitibi-Témiscamingue (2 ^e projet)	40 000 \$
Corporation Intégration Saguenay— Lac-Saint-Jean	25 000 \$
Intégration communautaire des immigrants	48 000 \$
Parc technologique du Québec métropolitain	12 810 \$
Promotion-Intégration-Société nouvelle (PROMIS)	110 000 \$
Regroupement interculturel de Drummond	42 000 \$

**VENTILATION DES DÉPENSES ET DESCRIPTION DES PROJETS DU PROGRAMME RÉGIONAL
D'INTÉGRATION EN IMMIGRATION DEPUIS 2004. NOMBRE DE DEMANDES ACCEPTÉES ET REFUSÉES.
PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006 (SUITE)**

Société de mise en valeur et développement des ressources humaines	10 000 \$
Solidarité ethnique régionale de la Yamaska	60 000 \$
Service externe de main-d'œuvre du Saguenay (SEMO)	50 472 \$
Stratégie Carrière	39 850 \$
Table régionale de concertation en immigration de Jonquière ¹	10 000 \$
Université du Québec à Chicoutimi	16 050 \$
Ville de Laval	50 000 \$
Ville de Montréal	650 000 \$
Ville de Gatineau	100 000 \$
Ville de Sherbrooke	50 000 \$
Ville de Québec	375 000 \$
Ville de Québec (projets de stage)	120 000 \$

Total

2 467 294 \$

¹En signature auprès de l'organisme.

QUESTION 32

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR AVANT LE 8 JUIN 2000, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ('000) (EN MILLIERS \$)					
Secteurs d'activité	2000 ⁽¹⁾	2001 ⁽¹⁾	2002 ⁽¹⁾	2003 ⁽¹⁾	2004 ⁽¹⁾
Agriculture et services connexes	25 300	40 950	30 700	4 200	835
Exploitation forestière et services forestiers	700	19 850	-	-	-
Mines, carrières et puits de pétrole	-	2 100	-	-	-
Manufacturier	198 650	194 250	65 000	57 050	2 750
Construction	9 450	13 450	9 700	5 150	3 350
Transport et entreposage	14 300	17 900	39 800	24 800	5 450
Communications et autres services publics	7 000	-	4 750	2 000	-
Commerce de gros	28 900	15 350	23 700	24 150	1 050
Commerce de détail	65 350	96 550	50 350	37 950	27 800
Intermédiaires financiers et assurances	25 800	24 250	38 350	24 800	22 700
Services immobiliers	44 850	46 100	32 300	16 200	6 150
Services aux entreprises	7 350	12 300	5 350	10 150	-
Services d'enseignement	-	350	-	-	-
Services de soins de santé et services sociaux	-	400	7 850	9 850	6 900
Hébergement et restauration	15 050	10 600	17 300	3 900	8 400
Autres industries de services	14 400	29 200	18 300	14 450	-
GRAND TOTAL	457 100	523 600	343 450	234 650	85 385

(1) Données provisoires en date du 6 avril 2005

(2) La sélection des candidats ayant déposé une demande de certificat de sélection dans le cadre du programme en vigueur avant le 8 juin 2000 est, à quelques exceptions près, terminée. Depuis 2002, les montants transférés et investis sont moindres et vont continuer à diminuer pour les années à venir.

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR AVANT LE 8 JUIN 2000, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ('000) (EN MILLIERS \$)					
Secteurs d'activité	2000⁽¹⁾	2001⁽¹⁾	2002⁽¹⁾	2003⁽¹⁾	2004⁽¹⁾
Agriculture et services connexes	25 300	40 950	30 700	4 200	835
Exploitation forestière et services forestiers	700	19 850	-	-	-
Mines, carrières et puits de pétrole	-	2 100	-	-	-
Manufacturier	198 650	194 250	65 000	57 050	2 750
Construction	9 450	13 450	9 700	5 150	3 350
Transport et entreposage	14 300	17 900	39 800	24 800	5 450
Communications et autres services publics	7 000	-	4 750	2 000	-
Commerce de gros	28 900	15 350	23 700	24 150	1 050
Commerce de détail	65 350	96 550	50 350	37 950	27 800
Intermédiaires financiers et assurances	25 800	24 250	38 350	24 800	22 700
Services immobiliers	44 850	46 100	32 300	16 200	6 150
Services aux entreprises	7 350	12 300	5 350	10 150	-
Services d'enseignement	-	350	-	-	-
Services de soins de santé et services sociaux	-	400	7 850	9 850	6 900
Hébergement et restauration	15 050	10 600	17 300	3 900	8 400
Autres industries de services	14 400	29 200	18 300	14 450	-
GRAND TOTAL	457 100	523 600	343 450	234 650	85 385

(1) Données provisoires en date du 6 avril 2005

(2) La sélection des candidats ayant déposé une demande de certificat de sélection dans le cadre du programme en vigueur avant le 8 juin 2000 est, à quelques exceptions près, terminée. Depuis 2002, les montants transférés et investis sont moindres et vont continuer à diminuer pour les années à venir.

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR APRÈS LE 8 JUIN 2000, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES¹ (,000) (EN MILLIERS \$)				
Secteurs d'activité	2001	2002	2003	2004
Secteur primaire (spécialités horticoles, carrière, agriculture ²)	-	165	1 310	40
Alimentation et boissons	1 066	6 818	5 442	9 870
Caoutchouc et plastique	-	3 353	4 629	6 283
Industrie du cuir	-	89	498	-
Produits du textile et de première transformation	-	1 767	1 551	1 615
Vêtements	690	1 766	678	1 516
Produits du bois	915	4 277	4 262	7 198
Meubles	1 481	2 369	2 470	3 648
Papier	507	-	1 928	1 124
Imprimerie	823	1 215	1 206	2 147

Source : Investissement Québec

¹ Les données ne sont disponibles qu'à partir de l'année 2001, première année des retombées économiques du nouveau volet du programme. Les retombées par secteurs d'activités sont sous la forme de contribution financière non remboursable autorisée à partir des revenus de placement effectués auprès d'IQ Immigrants Investisseurs inc., filiale d'investissement Québec.

² Contribution financière découlant de mesures transitoires réglementaires.

VENTILATION ANNUELLE, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, DES INVESTISSEMENTS AU PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS » EN VIGUEUR APRÈS LE 8 JUIN 2000, POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ¹ (,000) (EN MILLIERS \$)				
Secteurs d'activité	2001	2002	2003	2004
Métaux (1 ^{ère} transformation) et produits métalliques	712	3 923	6 051	7 550
Machinerie	187	433	2 491	4 354
Matériel de transport	50	455	1 508	983
Produits électriques et électroniques	1 000	900	2 130	2 470
Produits minéraux non métalliques	-	1 476	753	1 247
Produits raffinés du pétrole, du charbon et des industries chimiques	439	1 968	1 533	2 615
Industries manufacturières diverses	-	823	80	3 185
Tertiaire (technologie de l'information, tourisme et services divers)	600	2 665	1 974	5 543
Tertiaire (hébergement et restauration)	-	1 800	1 804	2 557
GRAND TOTAL	8 470	36 262	42 299	63 945

Source : Investissement Québec

QUESTION 32

NOMBRE DE CERTIFICATS DE SÉLECTION DU QUÉBEC (CSQ) DÉLIVRÉS PAR LE QUÉBEC POUR LES GENS D'AFFAIRES POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES ET PRÉVISIONS POUR 2005-2006 ¹												
	2000		2001		2002		2003		2004 ⁴		Prévision 2005	
	Requérants principaux	Nombre de personnes ²	Requérants principaux	Nombre de personnes ²	Requérants principaux	Nombre de personnes ²	Requérants principaux	Nombre de personnes ²	Requérants principaux	Nombre de personnes ²	Requérants principaux	Nombre de personnes ²
Travailleurs autonomes	127	459	70	240	135	438	78	240	68	239	58	204
Entrepreneurs	348	1 284	188	747	212	792	114	435	174	613	174	612
Investisseurs	1 535	5 538	1 258	4 719	1 368	5 123	1 663	6081	1 757	6203	1 700	5 984
TOTAL	2 010	7 281	1 516	5 706	1 715	6 353	1 855	6 756	1 999	7 055	1 932	6 800

¹ Données fournies selon l'année civile.

² Nombre total de personnes, incluant les requérants principaux.

³ Données préliminaires.

QUESTION 32

VENTILATION PAR PAYS D'ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ADMIS AU QUÉBEC EN 2004-2005		
Continent ou région de dernière résidence	Pays de dernière résidence	Nombre de requérants principaux admis en 2004 ⁽¹⁾
Afrique du Nord	Maroc	8
	Égypte	14
	Autres pays	3
	Total	25
Amérique du Sud et Amérique centrale	Total	5
Moyen-Orient	Arabie saoudite	6
	Jordanie	6
	Liban	6
	Syrie	4
	Émirats arabes unis	14
	Autres pays	9
	Total	45
Asie orientale	Chine	81
	République de Corée	18
	Taiwan	9
	Total	108
Asie occidentale	Iran	20
	Turquie	20
	Autre pays	1
	Total	41
Asie du Sud-Est	Total	10
Asie du Sud	Bangladesh	16
	Pakistan	5
	Autres pays	2
	Total	23
Europe	Total	13
Autres pays		5
Total pour tous les pays		275

¹ Les données sont celles de l'année civile 2004 (données préliminaires).

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la population et de la recherche.

QUESTION 32

VENTILATION PAR PAYS D'ORIGINE DES IMMIGRANTS INVESTISSEURS ADMIS AU QUÉBEC EN 2003-2004		
Continent ou région de dernière résidence	Pays de dernière résidence	Nombre de requérants principaux admis en 2003 ⁽¹⁾
Afrique du Nord	Maroc	12
	Égypte	11
	Autres pays	5
	Total	28
Amérique du Sud	Venezuela	3
	Autres pays	3
	Total	6
Moyen-Orient	Arabie saoudite	10
	Jordanie	4
	Koweït	3
	Liban	12
	Émirats arabes unis	16
	Autres pays	8
	Total	53
Asie orientale	Chine	82
	Hong Kong	4
	République de Corée	14
	Taiwan	14
	Autres pays	2
	Total	116
Asie occidentale	Iran	13
	Turquie	12
	Total	25
Asie du Sud	Bangladesh	4
	Inde	5
	Pakistan	3
	Total	12
Autres pays		9
Total pour tous les pays		249

¹ Les données sont celles de l'année civile 2003.

Source : Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, Direction de la population et de la recherche.

**MONTANTS D'ARGENT EN ATTENTE DE PLACEMENT
PROGRAMME « IMMIGRANTS INVESTISSEURS »**

Dans le cadre du programme des immigrants investisseurs en vigueur avant le 8 juin 2000, les montants d'argent en attente de placement sont des sommes transférées au Québec chez un courtier ou à la société de fiducie, mais non encore placées dans une corporation admissible. Les intermédiaires financiers attendent généralement que le candidat ait obtenu son statut de résident permanent de la part du gouvernement fédéral avant de proposer un placement à l'investisseur.

Au 31 mars 2005, la somme de 187,9 M\$, transférée au Québec par des candidats sélectionnés, était en attente de placement. Certains de ces placements ne pourront pas se réaliser parce que le candidat verra son visa refusé ou se retirera du programme avant de s'établir au Québec.

La sélection des candidats ayant déposé une demande de certificat de sélection dans le cadre du programme en vigueur avant le 8 juin 2000 est, à quelques exceptions près, terminée. Les montants transférés durant la prochaine année seront donc très inférieurs aux années passées.

Dans le cadre du programme des immigrants investisseurs en vigueur depuis le 8 juin 2000, le certificat de sélection du Québec n'est délivré que lorsque la somme de 400 000 \$ est placée au Fonds consolidé du revenu du Québec. Les sommes en attente de placement dépendent donc de la rapidité du candidat à transférer les fonds après avoir obtenu une promesse de certificat de sélection. Le délai moyen de placement des fonds est de deux mois. Au 31 mars 2005, 393 candidats étaient en voie de placer le montant prescrit par règlement auprès d'Investissement Québec (ce qui représente une somme totale de 157,2 M\$ en attente de placement). Investissement Québec gère le *Programme des immigrants investisseurs pour l'aide aux entreprises* financé à même les revenus générés par ces placements au Fonds consolidé du revenu du Québec.

QUESTION 33

VENTILATION DÉTAILLÉE DES EFFECTIFS DU MINISTÈRE POUR L'ACCUEIL ET LA FORMATION LINGUISTIQUE EN 2004-2005 AVEC LE LIEU DE TRAVAIL HABITUEL DE CHAQUE EMPLOYÉ. NOMBRE PRÉVU EN 2005-2006 D'EFFECTIFS MOBILISÉS DANS LES PAYS D'ORIGINE POUR OFFRIR UN PROGRAMME DE FRANCISATION ET VENTILATION DES DÉPENSES ENGENDRÉES PAR CE PROGRAMME

2004-2005

Activités d'accueil : *

▪ Montréal	33
▪ Laval, Laurentides, Lanaudière	5
▪ Montérégie	5
▪ Capitale-Nationale et Est-du-Québec	7
▪ Estrie, Mauricie et Centre-du-Québec	5
▪ Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec	3
	<hr/>
	58

Formation linguistique au 31 mars 2005 : **

▪ Montréal ***	159
▪ Laval	7
▪ Longueuil	10
▪ Québec	9
▪ Estrie	5
▪ Outaouais	5
▪ Effectifs occasionnels non ventilés ¹	61
	<hr/>
	256 ²

Notes :

* Les activités d'accueil comprennent l'accueil des nouveaux arrivants, les renseignements et l'aide à l'établissement. Il s'agit essentiellement de préposés aux renseignements ainsi que du personnel de niveau technique qui interviennent directement auprès de la clientèle.

** Il s'agit de tout l'effectif affecté à la formation linguistique tels les cadres, les enseignants, les conseillers en francisation ainsi que le personnel de soutien.

*** Il est important de noter que tout l'effectif administratif dédié à la francisation est affecté à Montréal incluant des professeurs. Pour les autres régions, seulement des professeurs y sont affectés.

¹ Il s'agit essentiellement de professeurs occasionnels embauchés pour effectuer des remplacements de professeurs réguliers et pour répondre aux besoins reliés à l'accroissement de la clientèle.

² Malgré un effectif d'enseignants relativement stable d'une année à l'autre, l'accroissement du nombre moyen d'étudiants par groupe, entre autres, a permis de desservir une clientèle accrue.

Effectifs mobilisés dans les pays d'origine

Il n'y a pas d'effectif du Ministère affecté à l'extérieur du Québec en francisation. Pour débiter leur apprentissage du français à l'étranger, les candidats à l'immigration sont référés aux partenaires du Ministère, telles les Alliances françaises qui dispensent les cours de français.

QUESTION 34

COPIE DE TOUS LES MANDATS DONNÉS AU CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES DEPUIS 2002

Le Conseil des relations interculturelles a reçu les mandats suivants depuis 2002 :

- Un portrait statistique des femmes immigrantes et issues des minorités.
- Une recherche sur la participation des jeunes des minorités ethniques aux principaux lieux de concertation de la jeunesse québécoise.
- Une consultation auprès de divers organismes montréalais (partenaires du MRCI), des organismes issus des communautés culturelles et des minorités visibles et des institutions publiques et certains représentants du milieu des affaires sur les problématiques d'accueil et d'intégration des immigrants (août 2003).
- Un avis portant sur l'accueil et l'intégration, notamment sociale, des femmes immigrantes (octobre 2003).
- Un avis portant sur l'insertion en emploi des jeunes issus des communautés discriminées (octobre 2003).
- Un avis portant sur la gestion de la diversité (octobre 2003).
- Un avis portant sur la planification de l'immigration au Québec pour la période 2005-2007 (janvier 2004).
- Un mémoire sur le projet de loi 53 loi modifiant la loi sur l'immigration au Québec (juin 2004).
- Les commentaires sur le document de consultation concernant les personnes immigrantes formées à l'étranger et l'accès aux professions et métiers réglementés (octobre 2004).
- Un mémoire concernant l'avis du Conseil du statut de la femme *Pour un nouveau contrat social entre les hommes et les femmes* (janvier 2005).

QUESTION 35

COPIE DES CONSULTATIONS, ÉTUDES, RECHERCHES ET AVIS EFFECTUÉES PAR LE CONSEIL DES RELATIONS INTERCULTURELLES EN 2004-2005

Le Conseil des relations interculturelles a publié les documents suivants durant l'exercice financier 2004-2005 :

- Un mémoire sur le projet de loi 53 loi modifiant la loi sur l'immigration au Québec (juin 2004).
- Un document intitulé « *Pour une meilleure prise en compte de la diversité ethnoculturelle* » déposé à la ministre en août 2004 dans le cadre de la modernisation de l'état. Une version condensée de ce document a été déposée en octobre 2004 au Groupe de travail chargé de procéder à l'examen du rôle et des fonctions des organismes du gouvernement.
- Commentaires sur le document de consultation concernant les personnes immigrantes formées à l'étranger et l'accès aux professions et métiers réglementés déposé au groupe de travail (octobre 2004).
- Un mémoire intitulé « *L'Approche intégrée pour l'égalité : Quelle place pour les femmes immigrantes ?* » réagissant au mémoire du Conseil du statut de la femme (janvier 2005).
- Une version abrégée en français et en anglais de l'avis intitulé « *Laïcité et diversité religieuse : l'approche québécoise* », janvier 2005.

Par ailleurs, la présidente siège sur différents comités tels que le comité sur le profilage racial, le Comité des Grands Prix du patrimoine d'expression, la Semaine d'actions contre le racisme, Immigration métropoles. Le Conseil fait partie également d'autres comités comme le Comité ethnoculturel sur la diversité en milieu carcéral du Service correctionnel du Canada, le Conseil des arts de Montréal, la Semaine Québécoise nationale des familles. Lors de ces rencontres, les membres du comité ont à se prononcer sur les documents déposés et à les approuver.

PLAN D'ACTION ET PRÉVISIONS DES DÉPENSES ASSOCIÉES AUX PROGRAMMES DE SENSIBILISATION POUR ENRAYER LE PROFILAGE RACIAL ET POUR INFORMER SUR LES RÉALITÉS ET LES DIFFÉRENCES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES ET MINORITÉS VISIBLES

En matière de lutte contre le racisme, le MICC continuera son action par :

- le financement de projets réalisés par des organismes communautaires dans le cadre du Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles;
- le soutien du Mois de l'histoire des Noirs et de la Semaine d'actions contre le racisme;
- la publication, à l'intention des intervenants de tous les milieux, du *Profil des communautés culturelles du Québec*;
- différentes initiatives de sensibilisation et d'information auprès de clientèles cibles;
- la poursuite des travaux du Groupe de travail sur le profilage racial;
- les travaux des tables de travail des communautés culturelles : communautés bangladeshie, maghrébine et latino-américaine.

Les dépenses associées à ces projets dépendent du nombre de projets déposés par les organismes communautaires. Elles ne seront connues, par conséquent, qu'à la fin de l'exercice financier 2005-2006.

QUESTION 37

DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LE PROFILAGE RACIAL. DÉPOSER PROCÈS VERBAUX ET ÉCHÉANCIER PRÉVU POUR LE DÉPÔT D'UN PLAN D'ACTION SUR LE PROFILAGE RACIAL

Le Groupe de travail sur le profilage racial est formé des représentants de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, du ministère de la Sécurité publique, du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC), des policiers de la ville de Montréal, de la Sûreté du Québec et d'une dizaine d'intervenants communautaires (notamment, le Centre de recherche-action sur les relations raciales (CRARR), B'nai Brith Canada, le Conseil élu par les Haïtiens de Montréal (CEPHAM), le Centre culturel algérien (CCA), le Service à la famille chinoise du Grand Montréal).

La présidence du groupe de travail est désormais partagée entre le MICC et le ministère de la Sécurité publique. De nouveaux partenaires, notamment le Commissaire à la déontologie policière et l'Association des directeurs de police du Québec, se sont ajoutés.

TRAVAUX RÉALISÉS

- Définition du profilage racial.
- Introduction de la notion du profilage racial dans les programmes d'enseignement :
 - Formation en techniques policières dans les cégeps (en vigueur septembre 2005);
 - École nationale de police (en vigueur septembre 2005).
- Lancement de la Politique en matière de profilage racial et illicite par le Service de police de la Ville de Montréal (2004).

ACTIONS À VENIR

- Commissaire à la déontologie policière :
 - rencontres avec les communautés culturelles (à partir de mars 2005);
 - cueillette des cas de profilage racial soumis au commissaire (à partir d'avril 2005);
 - reddition de comptes du traitement des cas de profilage racial (prochain rapport annuel de gestion).
- Service de police de la Ville de Montréal (à partir de 2005) :
 - stratégie de sensibilisation sur l'intervention en milieu culturel;
 - identification des policiers démontrant des comportements déviants;
 - révision des méthodes et procédures afin d'éliminer les biais discriminatoires.
- Sensibilisation du grand public :
 - colloque organisé par le CRARR *Les défis de la prévention auprès des minorités visibles*, les 10 et 11 février 2005 (financement du MICC);
 - ateliers de sensibilisation et colloque organisé par la Ligue des Noirs du Québec, le 19 mars 2005 (financement du MICC).

QUESTION 37

JUSTICE

- Rencontre préalable des représentants du ministère de la Justice (9 mars 2005) afin de préparer une réunion du groupe de travail qui portera sur les points suivants :
 - actions à prendre et étude de faisabilité pour documenter les cas de profilage racial et des différents modes de cueillette de données;
 - formation de la magistrature et des substituts du Procureur général.

UN PROCESSUS CONTINU

- Sensibiliser les institutions publiques à lutter contre le profilage racial et amener celles-ci à entreprendre des actions significatives, est un processus évolutif.

Depuis un an, les travaux auront donc permis des avancées importantes (cégeps, École nationale de police, Commissaire à la déontologie policière). Par ailleurs, l'échéancier des actions que pourra entreprendre le ministère de la Justice nous sera précisé au courant de l'année 2005.

LISTE DES COMPTES RENDUS

- Compte rendu de la réunion du 27 octobre 2003
- Compte rendu de la réunion du 20 novembre 2003
- Compte rendu de la réunion du 17 décembre 2003
- Compte rendu de la réunion du 28 janvier 2004
- Compte rendu de la réunion du 15 octobre 2004
- Compte rendu de la réunion du 3 décembre 2004
- Compte rendu de la réunion du 28 janvier 2005

QUESTION 38

LISTE ET COPIE DE TOUTES LES ÉTUDES ET DE TOUS LES RAPPORTS SUR L'INTÉGRATION SOCIO-ÉCONOMIQUE DES IMMIGRANTS ET MINORITÉS VISIBLES DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET L'ENTREPRISE PRIVÉE COMMANDÉS POUR OU PAR LE MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES EN 2004-2005

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (URBANISATION, CULTURE ET SOCIÉTÉ), chercheur principal : Xavier Leloup

Les conditions de logement des ménages immigrants au Québec. Étude effectuée à partir de compilations spéciales des données des recensements de 1996 et 2001 commandées par la Société d'Habitation du Québec (SHQ). Financement conjoint par le MICC, la SHQ, la SCHL (Société canadienne d'hypothèque et de logement), la Ville de Montréal (Direction de l'habitation et des affaires interculturelles) et le centre de recherche Immigration et Métropoles de Montréal.

Copie du rapport ci-joint.

Participation du MICC : 5 457 \$ (3 000 \$ en 2003-2004, 2 457 \$ en 2004-2005).

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION 39

**PLAN D'ACTION 2005-2006 DU PROGRAMME DE PARTICIPATION DES MINORITÉS VISIBLES AU
PROCESSUS DE SÉLECTION DES CANDIDATS À LA FONCTION PUBLIQUE ET PARAPUBLIQUE**

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DEPUIS 2001 DANS LA RÉVISION DES OUTILS QUI POURRAIENT DÉSAVANTAGER LES MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES DANS LE PROCESSUS DE SÉLECTION ET DE PROMOTION DANS LA FONCTION PUBLIQUE ET DANS L'ACCESSIBILITÉ À CERTAINES SUBVENTIONS

Le SCT a rendu public en juin 2004 le « Plan de gestion des ressources humaines » dont l'objectif est d'améliorer la qualité des services aux citoyens en matière de gestion des ressources humaines. Ce plan d'action comprend un objectif et six mesures visant à favoriser la diversité dans la fonction publique. Le MICC, compte tenu de ses champs d'action et de son expertise, collabore activement avec le SCT dans la mise en œuvre de ces mesures.

Les efforts de promotion en ce qui a trait à l'inscription aux concours de la fonction publique ont porté fruit. Plus de 6 300 membres des communautés culturelles sont inscrits sur les listes de déclaration d'aptitudes, dans toutes les catégories d'emploi et dans toutes les régions du Québec.

Le MICC a collaboré avec le SCT à la validation des séances d'information sur le processus de dotation et les moyens d'évaluation qui sont offertes aux personnes qui participent à un concours. En novembre 2004, 850 personnes ont été invitées à participer à une séance d'information dans le cadre du recrutement universitaire.

Une rencontre a eu lieu avec le Comité consultatif des gestionnaires du personnel dans le but de mettre en valeur la main-d'œuvre issue des communautés culturelles. À l'issue de cette activité, des réunions de travail ont eu lieu avec des gestionnaires de différents ministères en vue de promouvoir l'embauche des membres des communautés culturelles.

QUESTION 41

DÉTAIL DE L'AVANCEMENT DES TRAVAUX ENTRE LE MICC ET LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTSECONDAIRE DES RÉGIONS POUR LA PROMOTION ET LE RECRUTEMENT DES ÉTUDIANTS ÉTRANGERS DEPUIS 2001

Débuts du projet de partenariat (juin 2002 à juin 2003) :

- Ce dossier a débuté en juin 2002. À la suite d'une tournée des régions, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) élabore et met sur pied un projet de partenariat visant à accroître le nombre d'étudiants étrangers dans les cinq régions ressources québécoises abritant une constituante de l'Université du Québec (Abitibi-Témiscamingue, Bas St-Laurent, Mauricie, Outaouais, Saguenay -Lac St-Jean).
- Dans le cadre de ce projet, un comité d'orientation et un groupe de travail sont formés réunissant des représentants du MRCI, du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), des cinq constituantes de l'Université du Québec en région et de Cégep international.
- Le MRCI embauche deux personnes qui se consacreront à la réalisation de ce projet. Elles débutent leur mandat par une tournée de formation dans les universités et cégeps partenaires.
- Le MEQ accorde au projet de partenariat une subvention non récurrente de 300 000 \$, devant servir à la réalisation de matériel promotionnel commun.

Ententes de partenariat et réalisation du matériel promotionnel (juillet à octobre 2003) :

Le partenariat entre le MRCI, le MEQ, les cinq établissements universitaires et Cégep international, au nom de 14 cégeps, se concrétise par :

- la conclusion de l'Entente relative à la mise en œuvre du Plan d'action pour accroître la présence des étudiants étrangers dans les régions. Cette entente prévoit notamment l'utilisation de la signature corporative « ÉduQuébec-Régions » pour la réalisation du matériel et des activités promotionnelles du regroupement, ce partenariat est prévu pour une durée de trois ans, se terminant en mars 2006;
- l'élaboration d'un projet d'entente expérimentale entre le MRCI, le SAIC et CIC, visant le travail hors campus des étudiants internationaux en région et d'un Protocole de mise en œuvre, lequel devra être conclu entre le MRCI et chacun des dix-neuf établissements participants;
- la préparation par le MRCI, en collaboration avec les universités du Québec en région, d'un projet d'entente de coopération en francisation avec l'Université des langues étrangères de Beijing (ULEB);
- la réalisation du matériel promotionnel : dépliant, brochure, affiches, cartes postales, site Internet, etc.

1^{ère} année de réalisation du projet ÉduQuébec – Régions (novembre 2003 à avril 2004) :

Une première série d'activités promotionnelles est réalisée par les représentantes du ministère, sous la bannière ÉduQuébec – Régions, en France, y compris à l'Île de la Réunion, et au Mexique. Elles incluent la participation à des Salons de l'éducation, des rencontres de représentants d'établissements et des séances d'information. Plusieurs établissements participent à ces activités, en y déléguant un représentant.

Signature et mise en œuvre du projet de travail hors campus (mai à août 2004) :

- Le MRCI, le SAIC et CIC signent l'Entente relative au travail hors campus des étudiants internationaux, le 21 mai 2004. Cette entente vise finalement l'ensemble des universités et cégeps publics du Québec, à l'exception des établissements dont le siège est situé dans les régions métropolitaines de recensement de Québec et de Montréal.
- Des séances de formation sont organisées par le ministère auprès des responsables des universités et cégeps visés.
- Le ministère signe également un Protocole d'entente avec chacun des 34 établissements participants.

2^e année de réalisation du projet ÉduQuébec – Régions (septembre 2004 à avril 2005) :

- Le projet ÉduQuébec-Régions se voit identifié comme mesure du Plan d'action 2004-2007 « *Des valeurs partagées, des intérêts communs* ».
- Aux diverses missions de promotion au Mexique et en France, s'ajoute une mission exploratoire en Argentine.
- Les représentantes de l'ULEB, en séjour à Toronto en octobre 2004, repartent en Chine sans avoir pu venir au Québec. Le projet d'entente avec cette université chinoise semble désormais compromis.
- Une mission de promotion et de recrutement d'étudiants à l'Île de la Réunion, organisée par le ministère, réunit 18 représentants du Bas-Saint-Laurent, de Chaudière-Appalaches, de la Gaspésie et de la Mauricie.

QUESTION 41

Prévisions pour 2005-2006 :

- La présence d'ÉduQuébec – Régions sera maintenue pour une troisième année sur les territoires déjà exploités et sera appuyée par de la promotion via du courriel marketing et certains médias traditionnels ciblés.
- Le ministère accueille depuis novembre 2004 une représentante du Conseil Régional de La Réunion et compte la soutenir dans les divers partenariats envisagés en formation technique et professionnelle avec le Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches et des commissions scolaires du Saguenay et de Charlevoix, prévoyant la venue de jeunes Réunionnais dans ces régions.
- Une prochaine mission à la Réunion, coordonnée par le ministère, est prévue à l'automne 2005 et devrait être encore plus importante que celle réalisée en 2004.
- Tel qu'annoncé par le ministre fédéral de l'immigration, le 18 avril dernier, le projet de travail hors campus sera élargi en cours année à l'ensemble du territoire, ce qui répond au consensus dégagé lors du Forum des générations et à la demande formulée par le Québec. De plus, les étudiants des régions à l'extérieur de Montréal pourront, à la fin de leurs études, travailler au Québec pour une période de deux ans plutôt qu'une seule année comme c'était le cas antérieurement.

QUESTION 42

NOMBRE DE MÉDECINS ÉTRANGERS RECRUTÉS PAR L'ÉQUIPE « RECRUTEMENT SANTÉ QUÉBEC » EN 2003-2004 ET 2004-2005 AINSI QUE LE NOMBRE DE DEMANDES TOTALES

Recrutement Santé Québec (RSQ) a été créé en novembre 2003. Depuis cette date, un bilan cumulatif des résultats obtenus depuis sa création a été effectué en avril 2004 ainsi qu'un autre en mars 2005.

Au 31 mars 2005, l'organisme indiquait que depuis ses débuts :

- 234 médecins diplômés à l'étranger étaient inscrits à RSQ. Ils étaient 211 en mars 2004.
- De ce nombre :
 - 95 médecins ont été parrainés par 36 établissements de santé dans 12 régions du Québec; En 2004, seulement 10 d'entre eux avaient été parrainés par un établissement de santé. On constate donc une augmentation de 85 parrainages en 2005.
 - Les médecins inscrits à RSQ depuis 2003 poursuivent leurs démarches pour l'obtention du permis restrictif. En 2005, 9 ont débuté leur stage d'évaluation, 8 sont en attente d'un stage et 28 ont entrepris le processus d'examens. La ventilation de ces informations n'est pas disponible pour les 10 médecins ayant fait l'objet d'un parrainage en 2004.
 - En 2005, 139 candidatures de diverses disciplines, sont actuellement disponibles pour être jumelées à un établissement. En 2004, il y avait 71 candidatures disponibles pour de tels jumelages.

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES DE SANTÉ ET MÉDECINE UNIVERSITAIRE

SUJET : Recrutement Santé Québec volet « médecins »

PROBLÉMATIQUE (Rappel des faits et enjeux)

En novembre 2003, le ministre de la Santé et des Services sociaux annonçait la mise en place d'une équipe, Recrutement Santé Québec (RSQ), qui est devenue la porte d'entrée pour la très grande majorité des médecins détenteurs d'un diplôme d'une faculté de médecine située à l'extérieur du Canada et des États-Unis qui souhaitent obtenir un permis restrictif pour exercer la médecine dans un établissement d'une région éloignée ou intermédiaire.

Depuis sa création, RSQ a réalisé 95 parrainages avec 36 établissements différents situés dans 12 régions du Québec. Parmi ces candidats, 9 ont débuté le stage d'évaluation exigé par le Collège des médecins du Québec (CMQ), 8 seraient en attente d'un stage, et 28 sont en processus d'examens. Quant aux autres candidats, leur demande d'admissibilité au permis restrictif fait actuellement l'objet d'une étude au CMQ, nous serons informés de la décision du Collège sous peu.

Par ailleurs, 139 médecins inscrits à RSQ et ayant un avis administratif favorable du CMQ demeurent disponibles. La majorité de ces candidatures sont des spécialistes (117) alors que quelques-uns sont des médecins de famille (22). Il faut se rappeler que la procédure officielle d'évaluation du candidat auprès du CMQ (demande d'admissibilité, examens et stage d'évaluation) ne peut se faire que si les candidats ont un établissement parraineur.

ÉTAPES FRANCHIES

Depuis l'annonce en novembre 2003, RSQ a demandé aux agences des régions éloignées et intermédiaires d'identifier leur recrutement souhaité sous permis restrictif par spécialité et par établissement pour l'année 2004. En fonction des besoins identifiés, RSQ a fait suivre toutes les candidatures disponibles aux responsables du recrutement en les invitant à contacter le candidat. RSQ indiquait alors la possibilité d'organiser une visioconférence afin de mieux connaître le candidat. Tel qu'indiqué plus haut, 95 parrainages ont eu lieu. Plusieurs relances verbales et écrites ont été faites aux responsables du recrutement afin de connaître leur intérêt pour ces candidats.

Une nouvelle relance écrite a été acheminée le 3 décembre dernier auprès des P.D.G. des agences. Cette relance présente l'état de situation actuelle des candidats, vérifie l'intérêt pour revoir les curriculum vitae disponibles à RSQ et demande d'identifier leurs besoins de recrutement sous permis restrictif pour l'année 2005.

ÉTAPES À VENIR

Étapes à venir avec les agences et les établissements :

- Analyse des besoins identifiés pour 2005 ;
- RSQ invitera les agences qui le souhaitent à des entrevues par visioconférence parmi les candidatures déjà inscrites actuellement.

Étapes à venir avec la FMOQ et la FMSQ :

- Réinviter les fédérations médicales à une séance d'information sur le fonctionnement de RSQ ;
- RSQ va inviter les fédérations médicales à collaborer au parrainage des candidatures ;
- RSQ invitera les associations de spécialistes à prendre exemple sur l'Association des anesthésiologistes et à participer aux choix des établissements parraineurs ;

Lorsque ces étapes seront terminées, il faudra fermer les dossiers des candidats dont la candidature n'aura pas été retenue.

Par la suite, il ne pourra y avoir qu'un recrutement parcimonieux et ciblé dans les spécialités en fonction des besoins identifiés et jugés prioritaires.

**DÉTAIL DES DÉMARCHES EFFECTUÉES AUPRÈS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS LE BUT DE RÉDUIRE
LES DÉLAIS DE TRAITEMENT DES DEMANDES D'IMMIGRATION**

**Travaux du Groupe de travail fédéral-provincial sur les délais de traitement des
demandes d'immigration pour le Québec – catégorie des immigrants indépendants
(travailleurs et gens d'affaires)**

- Le groupe de travail fédéral-provincial sur la coordination opérationnelle des missions à l'étranger s'est réuni en 2004-2005.
- Le Québec avait les objectifs suivants :
 - améliorer, de part et d'autre, la compréhension des délais encourus par le fédéral dans le traitement des dossiers d'immigration du Québec;
 - sensibiliser le fédéral à la problématique et l'amener à prendre action;
 - prendre connaissance de leur plan d'action pour améliorer la situation;
 - harmoniser les actions respectives des deux administrations.
- Les rencontres ont d'abord permis d'établir une volonté de coopération entre les deux gouvernements et une meilleure compréhension de la situation.
- Le Québec a fait état, à plusieurs reprises, qu'il jugeait ces délais trop longs et a demandé au gouvernement fédéral de prendre diverses mesures pour répondre à ses besoins.
- Le gouvernement fédéral s'est engagé à remettre au Québec, à chaque mois, un fichier informatique nominalisé contenant l'ensemble des dossiers québécois pour lesquels des visas ont été émis au cours du mois précédent, de même que l'ensemble des dossiers québécois en cours de traitement par CIC. Ce transfert de fichier vise à effectuer un suivi en continu du traitement administratif des demandes des candidats qui se destinent au Québec. L'échange de renseignements est prévu en vertu de l'Accord Canada-Québec. Les informations de 2001, 2002, 2003 et 2004 ont déjà été transmises au MICC.
- Le fédéral a mis de l'avant un plan d'action contenant des mesures afin de réduire ses délais de traitement, notamment :
 - en augmentant annuellement de 2 500 à 4 000 le nombre de dossiers québécois à traiter au Bureau des visas canadiens (BVC) de Hong Kong;
 - en obligeant les BVC à faire passer automatiquement aux étapes de la sécurité et du médical tous les dossiers acceptés par le Québec, dès leur réception.

Travaux du Groupe de travail multilatéral sur les demandeurs d'asile

- En réponse à une demande formulée par le Québec, lors de la conférence fédérale-provinciale-territoriale d'octobre 2002, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) a mis sur pied un groupe de travail dont le mandat principal est d'examiner les coûts de l'offre de services aux demandeurs d'asile.
- Trois téléconférences ont été tenues en 2003. Le Québec y a fait valoir qu'il était non seulement nécessaire de colliger des données sur les coûts, mais également sur les délais de traitement, ces délais ayant un impact sur les dépenses encourues par les provinces. Appuyé par la Colombie-Britannique, le Québec a demandé que les délais de traitement des demandes d'asile soient examinés à chacune des étapes du processus et non pas seulement les délais imputables à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR).

- Depuis 2003, les travaux n'ont pas progressé. Lors du Comité mixte du 28 janvier 2005, le Québec a demandé une reprise de ces travaux.
- Il faut noter par ailleurs que les volumes de demandeurs d'asile au Québec continuent de diminuer, passant de 10 195 en 2002, à 7 308 en 2003, à 5 651 en 2004. Au 31 mars 2005, le nombre de demandes d'asile en instance à la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) de Montréal était de 5 910, comparativement à 16 314 à la CISR de Toronto.

Interventions auprès de certains bureaux des visas

- À la fin de l'année 2004-2005, des interventions ont été faites auprès des bureaux de visas de Nairobi et d'Islamabad, afin d'examiner les pistes de collaboration qui permettraient de diminuer les délais de traitement des dossiers de parrainage collectif et d'atteindre les objectifs de réfugiés parrainés. Une mission est prévue à Islamabad à l'été 2005.

Interventions ministérielle et sous-ministérielle

- La question des délais de traitement a également été abordée par les ministres. La ministre, Mme Lise Thériault ainsi que sa prédécesseur, Mme Michelle Courchesne, ont joint leurs homologues fédéraux, soit M. Joe Volpe ainsi que son prédécesseur, Mme Judy Sgro, concernant les délais de traitement autant pour les demandeurs d'asile que pour la catégorie des gens d'affaires.

SUIVI DÉTAILLÉ DES TRAVAUX DU MICC DEPUIS 2001 POUR LA RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES ACQUISES À L'ÉTRANGER PAR LES PERSONNES IMMIGRANTES

Travaux avec le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

- En 2001, contribution du MICC à l'élaboration de la Politique et du Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue, lancés en mai 2002. Dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action, le MICC participe activement au Comité national de suivi de l'implantation, à la Table interministérielle et au Comité technique sur la reconnaissance des acquis et des compétences. Il contribue, avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS), Emploi-Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux, à la mise en place de mécanismes d'accès rapide à des formations de mise à niveau liées à l'emploi, notamment aux ordres d'enseignement collégial et universitaire. Parmi les travaux interministériels réalisés, certains ont donné lieu à des directives du MELS marquant une plus grande ouverture du réseau des commissions scolaires à l'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec, délivrée par le MICC, et à la mise en place d'un nouveau programme de formation d'appoint pour les diplômés en soins infirmiers formés à l'étranger.

À la session d'automne 2005, entrée en vigueur de nouvelles règles de financement du MELS visant les établissements d'enseignement collégial. Ces nouvelles règles permettraient de lever une difficulté liée au financement des formations d'appoint prescrites par un ordre professionnel (ou un organisme assimilé reconnu par le MELS).

Travaux avec les ordres professionnels

- Le 29 avril 2002, annonce des actions du MICC pour faciliter l'accès aux professions régies par les ordres professionnels. Ces actions se répartissent selon trois axes : mieux informer les personnes immigrantes, mieux reconnaître leur formation et leur expérience pertinentes et mieux leur assurer, dans les établissements d'enseignement collégiaux et universitaires, l'accès à la reconnaissance des acquis et à la formation d'appoint.
- Adoption du plan de travail de la Table de concertation sur l'immigration et l'admission aux ordres professionnels créée en 2001, réunissant, outre le MICC, le Conseil interprofessionnel du Québec, Emploi-Québec, et le Comité d'adaptation de la main-d'œuvre – personnes immigrantes. Dans ce contexte, un questionnaire a été transmis aux ordres afin de recueillir de l'information sur leurs pratiques et les normes appliquées. Le MICC a contribué à la réalisation de quatre sessions d'information pour les ordres professionnels dont deux sur les bonnes pratiques en reconnaissance des acquis et des titres obtenus à l'étranger et deux sur l'offre de service en contexte interculturel.
- Mise en place du Service d'information sur les professions réglementées (SIPR), le 9 septembre 2002, et inauguration officielle le 7 octobre 2002. Nombre de clients reçus et aidés par le SIPR du 1^{er} avril 2004 au 31 mars 2005 : 1 704 personnes. Depuis 2003, une mesure particulière d'accompagnement personnalisé est en place au SIPR à l'intention des médecins formés à l'étranger. Il s'agit de les soutenir dans leur démarche d'insertion professionnelle, que ce soit par l'accès à la profession de médecin ou par une aide visant l'orientation vers une profession connexe dans le domaine de la santé.
- Depuis le 4 novembre 2002, diffusion dans le site Internet du MICC des 45 fiches d'information spécifiques aux professions régies par les ordres professionnels. La brochure d'information générale « L'exercice d'une profession régie par un ordre professionnel » est disponible depuis juin 2002. La version révisée, en mars 2005, sera disponible bientôt. La fiche spécifique et la brochure générale sont acheminées au candidat à l'immigration de la catégorie des travailleurs. Des séances d'information, animées par des agents d'immigration du MICC, visent à renseigner davantage les candidats sélectionnés, notamment, sur la question de l'accès aux professions régies par les ordres.

QUESTION 44

- Depuis 2002, soutien financier du MICC à des projets pour faciliter l'accès à la profession :
 - de chimiste. Un outil d'autoévaluation est disponible dans le site Internet de l'Ordre depuis avril 2003;
 - d'infirmière et d'infirmier. Un document de formation est disponible, depuis juillet 2003, pour la préparation des candidats diplômés hors du Québec à l'examen professionnel;
 - d'orthophoniste. Un examen fiable et valide d'évaluation de la formation extrascolaire des candidats est disponible;
 - d'agronome. Un guide d'autoformation préparatoire à l'examen professionnel est disponible;
 - de médecin. Des ateliers préparatoires à la partie orale et clinique des sciences cliniques médicales du Collège des médecins du Québec ont été offerts à Montréal, au cours des étés 2003 et 2004, aux candidats admissibles à l'examen, par le Centre d'évaluation des sciences de la santé de l'université Laval. Des groupes d'étude ont aussi été mis en place à l'été 2004 sous la coordination de deux associations de médecins formés à l'étranger. Vu l'impact positif, les ateliers et les groupes d'étude seront reconduits en 2005.

Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec

- En octobre 2002, impression et diffusion dans Internet d'une nouvelle trousse *d'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec*.
- En septembre et octobre 2004, vaste consultation sur l'Évaluation comparative. L'objectif est de répondre plus adéquatement aux besoins des employeurs, des établissements d'enseignement et des organismes de réglementation dans l'exercice de leurs responsabilités. Le MICC réalise aussi une enquête afin de mesurer les attentes et la satisfaction des personnes immigrantes quant au service offert.

Les premiers résultats devraient être disponibles à l'été 2005.

- Le 23 mars 2005, annonce de l'entente entre le Conseil interprofessionnel du Québec et le MICC. L'objectif est de favoriser l'échange de renseignements factuels et d'expertise sur l'évaluation des diplômes délivrés hors du Québec. Il s'agira d'échanges entre les analystes en éducation internationale au MICC et les responsables de l'admission au sein des ordres professionnels sur les données générales qu'ils détiennent sur les différents systèmes scolaires qui existent dans le monde, sur les méthodes d'évaluation des diplômes étrangers, sur le résultat de l'évaluation de certains de ces diplômes, ainsi que sur l'authentification des documents et leur traduction.

Pour les personnes immigrantes, cette collaboration facilitera et accélérera l'étude de leur dossier en vue d'obtenir un permis d'un ordre professionnel ou l'Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec.

- Évaluations comparatives des études effectuées hors du Québec délivrées en :
 - 2001-2002 : 8 375
 - 2002-2003 : 11 872
 - 2003-2004 : 13 697
 - 2004-2005 : 14 222
- Depuis 2003, diffusion dans Internet de quatre Guides de comparaison des études portant sur la France, la Chine, le Maroc et le Chili. Dix guides seront produits et diffusés en 2005-2006, et dix autres l'année suivante.

Groupe de travail de parlementaires sur les professions et métiers réglementés

- Le 26 mars 2004, annonce de la constitution du Groupe de travail sur les professions et métiers réglementés dont le mandat est :
 - d'exposer les difficultés liées à la reconnaissance des compétences et des formations des personnes formées à l'étranger;
 - de proposer des solutions pour faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés.

Ce groupe de travail était formé de quatre députés, sous la direction de M^{me} Diane Legault, alors adjointe parlementaire de la ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration.

En s'appuyant sur les résultats d'une consultation menée auprès de la population du Québec et des intervenants touchés par la question de la reconnaissance des acquis, le Groupe de travail a produit un rapport proposant des recommandations qui se veulent réalistes et qui visent à faciliter l'accès aux professions et métiers réglementés et ainsi favoriser une insertion professionnelle plus rapide des personnes immigrantes.

M^{me} Diane Legault a déposé le rapport du Groupe de travail à la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles, M^{me} Lise Thériault, le 23 février 2005 et l'a présenté au premier ministre, M. Jean Charest, le 1^{er} mars suivant.

Travaux de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger

- Le 4 février 2005, début des travaux de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger. La formation d'une telle équipe a été annoncée lors du Forum des générations pour accélérer la concertation de tous les intervenants visés par la question de la reconnaissance des acquis. L'Équipe de travail a le mandat de proposer des moyens concrets pour mettre en œuvre les recommandations du Groupe de travail liés à l'accès aux professions régies par les ordres professionnels.

Sur la base des recommandations du Groupe de travail sur l'accès aux professions et métiers réglementés et qui concernent spécifiquement l'accès aux professions régies par les ordres professionnels, le mandat de l'Équipe de travail est le suivant :

- circonscrire les principales difficultés qui empêchent de reconnaître plus rapidement la formation et les compétences des personnes formées à l'étranger;
- déterminer les actions et les mesures incontournables pour lever ces difficultés;
- susciter l'engagement des intervenants concernés à réaliser rapidement des actions structurantes et concrètes qui auront un impact significatif.

Les moyens à privilégier pour mettre en œuvre les mesures qui touchent les autres professions et métiers réglementés seront étudiés par le MICC en collaboration avec les partenaires visés.

QUESTION 45

**TOUTE DOCUMENTATION DEPUIS 2001 (ÉTUDES, RAPPORTS, PROCÈS VERBAUX, CORRESPONDANCE)
PRODUITE PAR LA TABLE DE CONCERTATION SUR L'IMMIGRATION ET L'ADMISSION
AUX ORDRES PROFESSIONNELS**

1. Compte rendu du 16 octobre 2001
2. Compte rendu du 12 décembre 2001
3. Compte rendu du 21 février 2002
4. Compte rendu du 20 juin 2002
5. Compte rendu du 13 février 2003
6. Plan de travail révisé en avril 2003
7. Compte rendu du 2 mai 2003
8. Compte rendu du 8 juillet 2003
9. Plan de travail révisé en octobre 2003
10. Compte-rendu 29 octobre 2003
11. Plan de travail révisé en mars 2004
12. Compte-rendu 4 mai 2004

DÉTAIL DES DÉMARCHES ENTREPRISES DEPUIS 2001 AFIN DE CONSTITUER UN RÉSEAU DE PARTENAIRES ÉTRANGERS POUR L'ÉVALUATION DES CONNAISSANCES LINGUISTIQUES ET POUR L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS

ENTENTE DE FRANCISATION AVEC DES PARTENAIRES À L'ÉTRANGER

- En 2001, une collaboration s'est amorcée avec des Alliances françaises, au niveau de la promotion et de la référence pour des cours de français sur le territoire du Mexique.
- En mai 2001, le sous-ministre adjoint à l'Immigration, effectue une mission à Paris et rencontre le directeur général des Alliances françaises, M. Jean Harzic, pour lui faire part de la volonté du Québec d'établir des liens officiels de collaboration avec les organisations.
- En 2002, la collaboration s'intensifie en Amérique latine, notamment avec l'ouverture du bureau de Buenos Aires. Des liens sont établis avec différents partenaires (Alliances françaises, Centre d'éducation canadien, Université de Buenos Aires) afin de leur référer des candidats à l'immigration qui ont besoin de cours de français.
- En novembre 2002, le sous-ministre associé à l'Immigration, effectue une mission en Chine. Il rencontre les directions des Alliances françaises de Beijing, de Guangzhou et de Shanghai et de l'Université de langues étrangères de Beijing. Des discussions ont lieu avec ces différents interlocuteurs en vue d'une éventuelle collaboration pour des projets de francisation, à l'étranger, de candidats à l'immigration pour le Québec.
- En janvier 2003, un projet de francisation à l'étranger est élaboré par le MICC. Ce projet définit les paramètres d'une entente officielle de service entre le Ministère et les partenaires (Alliance française, université, centre de langue, etc.).
- En 2003, des contacts sont établis avec des Alliances françaises au Mexique, en Chine, en Argentine, en Uruguay et en Europe de l'Est.
- Des ententes officielles avec le MICC sont signées en mai 2003 au Mexique (Mexico, Puebla et Xalapa), en septembre 2003 en Chine (Beijing, Shanghai et Guangzhou), en janvier 2004 en Argentine (Buenos Aires, Cordoba), en février 2004 en Uruguay (Montevideo) et en avril 2004 en Bulgarie (Plovdiv).
- Ces ententes, toutes identiques, prévoient que, pour le moment, le partenaire évaluera le degré d'apprentissage des étudiants avec ses tests.

ÉVALUATION DU FRANÇAIS PAR UN ORGANISME EXTERNE

- En vue d'une accréditation éventuelle, des contacts ont été établis et des discussions de travail ont eu lieu en 2003 et 2004, avec des fournisseurs de service spécialisés dans l'élaboration d'instruments standardisés pour l'évaluation des compétences langagières en français :
 - la Chambre de commerce et d'Industrie de Paris (CCIP) pour le *Test d'évaluation de français* (TEF) calibré sur l'échelle du cadre commun européen;
 - le Centre international d'études pédagogiques de Paris (CIEP) pour le *Test de connaissance de français* (TCF) qui positionne également les candidats sur l'échelle du cadre européen commun de référence pour les langues.
- Des demandes ont été formulées et des travaux ont eu lieu avec ces deux organisations afin que leur offre de service soit adaptée aux besoins du Québec, notamment pour l'évaluation des compétences linguistiques des candidats aux fins de leur sélection dans la catégorie des travailleurs.
- Des travaux ont aussi été entrepris avec eux afin d'établir des correspondances entre les résultats au TCF et au TEF, les *Niveaux de compétence en français langue seconde pour les immigrants adultes* du MICC et le pointage de la grille de sélection relatif aux connaissances linguistiques.

APPRENTISSAGE DU FRANÇAIS EN LIGNE

- Le MICC a expérimenté à l'étranger et au Québec un cours en ligne de niveau intermédiaire pour l'apprentissage du français écrit visant l'intégration au milieu du travail. Cette expérimentation réalisée en 2003 a été faite en collaboration avec l'Institut d'Enseignement supérieur en langues vivantes « Juan Ramón Fernández », à Buenos Aires et avec l'Institut supérieur Almirante Guillermo Brown, à Santa Fé.

DÉTAIL DES MESURES EXISTANTES OU ENVISAGÉES DANS LE BUT DE MIEUX INTÉGRER LES FEMMES IMMIGRANTES ET ISSUES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES VICTIMES DE VIOLENCE ET D'ISOLEMENT

- Le Plan d'action 2004-2007 *Des valeurs partagées, des intérêts communs* prévoit deux mesures spécifiques visant les femmes immigrantes et des communautés culturelles. La première de ces mesures vise à remédier à l'isolement de ces personnes : cinq projets ont été réalisés en ce sens en 2004-2005 pour un montant total de 124 123 \$. La seconde mesure visait la prévention de la violence faite aux femmes immigrantes et des communautés culturelles : deux projets ont été réalisés en 2004-2005 pour un total de 59 000 \$.
- Le Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants (PANA) prévoit des projets s'adressant particulièrement à des clientèles de femmes immigrantes pour des services d'intégration socioéconomique. À cet effet, pour l'année financière 2005-2006, quatre organismes ont été subventionnés dans le PANA pour un total de 505 500 \$.
- Les personnes immigrantes participant aux cours de francisation sont en majorité des femmes. Pour la formation à temps complet, la participation féminine est supérieure à 56,9 %. La formation à temps partiel fait passer ce pourcentage à près de 59,8 %. Des mesures visant à rejoindre les femmes immigrantes, notamment celles des communautés culturelles qui participent en plus faible nombre aux services de francisation, ont été prévues au Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*. Des projets sont en cours d'élaboration (communauté indo-pakistanaise).
- L'organisme le Centre des femmes de Montréal dispense aussi des sessions de sensibilisation à la violence conjugale aux finissants en francisation sur l'île de Montréal.

**DÉTAIL DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DE LA RÉVISION DU PROGRAMME
DE PARRAINAGE COLLECTIF**

▪ **Révision de certaines exigences réglementaires**

Dans le plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, le MICC a rendu publiques ses intentions relativement à l'assouplissement de certaines règles régissant le programme de parrainage collectif des réfugiés. Elles se résument comme suit :

- composition des groupes : il est prévu de permettre à des groupes de deux à cinq personnes (plutôt que de cinq personnes seulement) de s'engager conjointement et solidairement envers des réfugiés en souscrivant un parrainage. Une formule mixte est également prévue afin de permettre à une personne morale et à un individu de souscrire conjointement un engagement;
- durée de l'engagement : il est également prévu de permettre des engagements d'une durée de trois ans (plutôt que d'un an seulement) de manière à ce que des personnes présentant de plus faibles capacités d'établissement puissent également être sélectionnées dans le cadre de ce programme.

Sous réserve de l'approbation du Conseil des ministres, ces modifications réglementaires pourraient entrer en vigueur à l'automne 2005.

▪ **Gestion des activités**

Dans le cadre du Plan de modernisation, le MICC a rapatrié à Montréal la sélection des réfugiés au sein d'une équipe dédiée à l'immigration humanitaire. Cette mesure devrait permettre au ministère de gérer plus efficacement ces candidatures et d'assurer une meilleure rétroaction auprès des partenaires.

▪ **Réduction des délais de traitement**

Les délais de traitement constituent un irritant majeur dans le programme de parrainage collectif des réfugiés. Les délais les plus importants sont liés au fait qu'il appartient au gouvernement fédéral de déterminer si la personne parrainée est un réfugié ou une personne en situation semblable.

Dans le Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*, le ministère s'est engagé à renforcer les interventions du Québec à l'étranger en matière de sélection humanitaire. Un calendrier de missions est en cours de préparation. Des missions sont prévues pour 2005-2006 à Islamabad, Nairobi et Bogota.

**DÉTAIL DE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX SUR LA RÉVISION DU PROCESSUS DE TRAITEMENT
EN VUE DE RÉDUIRE LES DÉLAIS POUR LES DEMANDES D'ENGAGEMENT
DANS LA CATÉGORIE DU REGROUPEMENT FAMILIAL**

▪ **Révision du processus de traitement**

En 2004-2005, la révision du processus de traitement des dossiers s'est poursuivie au Service aux garants (SAG) afin d'identifier les sources de délais dans le traitement des demandes d'engagement de la catégorie du regroupement familial et de réduire ces délais.

Un document d'analyse des délais de traitement aux différentes étapes du processus a été élaboré et un examen exhaustif des procédures opérationnelles et du codage informatique est en cours. Cet exercice s'inscrit dans la foulée du plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs* qui prévoit accélérer la réunification des membres de la catégorie du regroupement familial.

▪ **Révision des Guides (garant et parrainé) et des outils d'information**

Une rencontre de travail a eu lieu avec Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) région du Québec, des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, des représentants des associations d'avocats en immigration et des ONG pour identifier les besoins d'information des femmes parrainées ou en voie de l'être qui sont victimes de violence. Un document visant à outiller les intervenants auprès des personnes violentées en attente de la résidence permanente est en cours d'élaboration.

Des séances de travail ont eu lieu avec les principaux intervenants à l'interne afin d'améliorer l'instrumentation.

▪ **Échange électronique de données avec Citoyenneté et Immigration Canada (CIC)**

Dans le cadre du traitement des demandes d'engagement, le MICC et CIC doivent échanger des renseignements personnels. Cet échange est prévu à l'*Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains*.

Le projet d'échange électronique de données vise à réduire le temps de transit des renseignements entre les bureaux fédéraux et le MICC en permettant au MICC de recevoir par voie électronique, plutôt que par courrier, les renseignements inscrits sur le formulaire fédéral de parrainage dans la catégorie du regroupement familial.

Les travaux ont été suspendus en 2003, la partie fédérale devant consacrer ses efforts au Système mondial de gestion des cas (SMGC) dont l'implantation des dernières composantes devait être complétée en juin 2006. Le MICC prévoit une reprise des travaux en 2006.

QUESTION 50

COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES DANS VOTRE MINISTÈRE OU ORGANISME TEL QUE PRESCRIT PART LA LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (CHAPITRE A-2.1)

La liste de classement du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, reproduit le Plan ministériel de classification. Afin de faciliter le repérage des documents, elle comprend quatre sections :

1. Un plan de classification abrégé :
 - *Dossiers de gestion*
 - *Dossiers d'exploitation*
2. Un index alphabétique
3. Le plan de classification détaillé des dossiers de gestion
4. Le plan de classification détaillé des dossiers d'exploitation

L'ensemble forme un document de quelque 150 pages.

p.j. : Section 1 de la liste ministérielle de classement

000-099 LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION	100-199 ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET GESTION DE L'INFORMATION ET DES COMMUNICATIONS	200-299 FINANCES, VÉRIFICATION ET ÉVALUATION	300-399 RESSOURCES HUMAINES	400-499 RESSOURCES MATÉRIELLES
001 – Documents constitutifs 002 – Statuts et chartes 003 – Histoire du Ministère	110 – Politiques, directives et procédures 111 – Politiques administratives 112 – Directives, normes et procédures administratives 113 – Délégation des pouvoirs de signature 114 – Directives, normes et procédures du Ministère 115 – Guide de procédures de sélection (GPS)	210 – Gestion financière 212 – Plan de gestion financière du Ministère 213 – Structure budgétaire 214 – Programmation budgétaire	310 – Organisation et contrôle des effectifs 311 – Plan d'organisation administrative supérieure (POAS) 312 – Plan d'organisation administrative inférieure (POAI) 313 – Classification des emplois 314 – Description, analyse et évaluation des emplois 315 – Cahier des effectifs	410 – Achats et approvision- nements 411 – Réquisitions au Service des ressources matérielles 413 – Réquisitions à la Direction générale de l'approvisionnement 414 – Commandes ouvertes
020 – Mémoires 021 – Mémoires au Conseil des ministres 022 – Autres mémoires	120 – Planification 121 – Dossiers majeurs 122 – Objectifs opérationnels 123 – Planification du travail 124 – Rapport annuel 125 – Rapports d'activités	220 – Préparation du budget 221 – Revue des programmes 222 – Prévisions détaillées des crédits 223 – Étude des crédits	320 – Dotation 322 – Politique de dotation 323 – Offres de service 324 – Dotation en personnel régulier 325 – Dotation en personnel occasionnel, contractuel et autres 327 – Cartes d'identité	420 – Aménagement et utili- sation des locaux 421 – Acquisition et aménagement des locaux et des immeubles 422 – Entretien et réparation 423 – Affichage et signalisation 424 – Utilisation des locaux 425 – Stationnement 426 – Surveillance, sécurité et éva- luation 427 – Services de premiers soins
030 – Projets de loi 030A – Projets de loi présentés à l'Assemblée nationale en rapport avec la compétence du ministère 030B – Autres projets de loi qui ne sont pas directement reliés à la compétence du ministère	130 – Gestion des technolo- gies de l'information 131 – Coordination des T.I. 132 – Demandes des usagers 133 – Gestion des projets informa- tiques 134 – Doc. technique des systèmes 135 – Infrastructure technologique et réseau 136 – Exploitation des systèmes 137 – Support aux usagers 138 – Systèmes d'information aux fins de gestion	230 – Modification du budget 231 – Virements de fonds 232 – Demandes additionnelles de crédits 234 – Réaménagement budgétaire	330 – Organisation de la carrière 331 – Accueil et intégration du personnel 332 – Évaluation du rendement 333 – Permanence 334 – Avancement d'échelon 335 – Changement de grade et avancement de classe 336 – Aide aux employé(e)s 337 – Cessation d'emploi	430 – Mobilier, fournitures, matériel et équipements 431 – Approvisionnement 433 – Inventaire 434 – Entretien et réparation 436 – Prêts d'équipement 437 – Disposition et récupération des biens 438 – Plans d'équipement
040 – Lois et règlements 040A – Lois et règlements qui sont directement reliés à la compétence du ministère 040B – Autres lois et règlements qui ne sont pas directement reliés à la compétence du ministère	140 – Organisation du travail 141 – Accès à l'information 142 – Gestion des documents 143 – Gestion des formulaires 144 – Étude du fonctionnement et des méthodes de travail	240 – Suivi du budget 241 – Suivi de l'évolution du budget 242 – Gestion des engagements 243 – Gestion des paiements 244 – Gel des crédits et crédits périodiques 245 – Fonds locaux (petite caisse) 247 – Rapports SYGBEC	340 – Développement des ressources humaines 341 – Plan annuel de développ. 342 – Programmes de développ. 343 – Réalisation et suivi du plan annuel 344 – Comités de perfectionnement 345 – Fichiers des ressources	440 – Ressources documen- taires 441 – Monographies 442 – Périodiques 443 – Ouvrages de référence
050 – Ententes	150 – Statistiques, études, recherches 151 – Statistiques 152 – Études et recherches du Ministère 153 – Études et recherches externes	250 – Gestion des revenus 251 – Revenus en vertu des ententes – PNFE 252 – Revenus en vertu des ententes – Manuels scolaires 253 – Revenus en vertu des ententes – Citoyenneté 255 – Autres revenus	350 – Présence au travail 351 – Horaire de travail 352 – Fermeture des bureaux 353 – Travail à temps partiel 354 – Absence 355 – Absence pour activités syndicales 356 – Congé sans traitement à traitement différé	450 – Télécommunications 451 – Réseau téléphonique 452 – Répertoires téléphoniques 453 – Télécopieurs 454 – Abonnements à des banques de données externes 456 – Télégrammes
060 – Décrets et décisions du gouvernement 061 – Décrets du Conseil des ministres 062 – Décisions du Conseil des ministres 063 – Décrets (arrêtés) ministériels		260 – États financiers et vérification 261 – États financiers 262 – Contrôle et vérification 263 – Vérification interne 264 – Commission des engage- ments financiers 265 – Rapports aux organismes centraux	360 – Remunération, primes et allocations 361 – Administration de la paie	460 – Services des postes et de messageries 461 – Courrier interne 462 – Service gouvernemental 463 – Firmes de messagerie 464 – Postes Canada
070 – Décisions du Conseil du trésor 072 – Gestion des ressources humaines 073 – Gestion financière 074 – Gestion des ressources matérielles	170 – Communications 171 – Plans et programmes de communication 172 – Publications du Ministère 173 – Utilisation des langues 174 – Documents graphiques et audiovisuels 175 – Campagnes d'information et de publicité 176 – Relations avec les médias 177 – Événements spéciaux 178 – Campagnes de sollicitation 179 – Relations entre les unités	270 – Évaluation des pro- grammes et des services du ministère 271 – Techniques et outils d'éva- luation 272 – Plans et programmes d'éva- luation 273 – Études et rapports d'évaluation	370 – Avantages sociaux, santé et sécurité au travail 371 – Régimes d'assurance 372 – Régimes de retraite 374 – Santé et sécurité au travail 375 – Autres avantages sociaux	470 – Véhicules 471 – Spécifications 472 – Achats, échanges et loca- tions 473 – Immatriculation et assuran- ces 474 – Accidents 475 – Entretien, réparation et utilisation 476 – Cartes de crédit
080 – Matières juridiques 080A – Litiges 080B – Poursuites pénales 080C – Études juridiques 080D – Jurisprudence 080E – Commissions de commissaire à l'assermentation	180 – Affaires et relations extérieures 181 – Relations internationales 182 – Relations féd.-prov. 183 – Relations interprovinciales 184 – Relations avec les ministères et les organismes du gouv. Québec 185 – Relations avec les autres organismes 186 – Relations avec les clientèles 187 – Demandes de communica- tions ou de rectifications d'info. 188 – Relations avec les partis pol.	280 – État des dépenses 281 – Coûts reliés à l'accord Canada-Québec 282 – Coûts des services dispen- sés aux revendicateurs du statut de réfugié 283 – Coûts des produits et services 284 – Dépenses inhérentes au développement régional 285 – Dépenses inhérentes à la culture	380 – Relations du travail 381 – Conventions collectives 382 – Conditions de travail des employés non syndiqués 383 – Syndicats et associations professionnelles 384 – Comités ministériels de rela- tions professionnelles (CMRP) 385 – Griets et appels 387 – Grèves et lock-out 388 – Règles d'éthique 389 – Mesures administratives ou disciplinaires	480 – Reprographie 481 – Services de reprographie 482 – Microfilms
	190 – Comités, colloques, réunions 191 – Comités et conseils 193 – Réunions au niveau supé- rieur 194 – Autres réunions 195 – Conférences, congrès, collo- ques et séminaires 196 – Associations et autres regroupements		390 – Dossiers des employé(e)s	490 – Acquisition de biens et services 491 – Documents d'appel d'offres 494 – Contrats

Direction des affaires publiques
et des communications
Centre de gestion documentaire

6

1100	1200	1300	1400	1500
Cas de représentation	Candidats à l'immigration permanente	Candidats aux séjours temporaires	Garants	Gens d'affaires
1600	1700	1800		
Accueil et soutien	Évaluation et référence scolaire et professionnelle	Stagiaire en formation linguistique		

**ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS
EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2004-2005
AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006**

Étudiants étrangers

- Accélérer le traitement des demandes des candidats intéressants pour les régions en offrant un service personnalisé aux étudiants étrangers en région pour leurs démarches d'immigration permanente (Mesure 9).

Les Services d'immigration du Québec (SIQ) en Outaouais, en Estrie, en Mauricie et à Québec offrent un service personnalisé aux étudiants étrangers en vue de faciliter leurs démarches d'immigration permanente :

- aide pour remplir les documents;
- information sur l'état d'avancement du dossier.

Ces bureaux ont poursuivi les séances d'information sur les campus en vue d'informer les étudiants étrangers de cette mesure et ce, de façon plus soutenue en 2004-2005.

Tout comme l'an dernier, aucun budget additionnel n'est prévu en 2005-2006 pour la tenue des séances d'information qui devraient pouvoir être assumées à même les budgets de fonctionnement des Services d'immigration du Québec (SIQ) en région.

- Déployer des activités visant à augmenter le nombre d'étudiants étrangers dans les établissements de niveau post secondaire des régions (Mesure 10).

Le ministère a conclu, à l'automne 2003, une entente de partenariat promotionnel avec les universités du Québec situées en Abitibi-Témiscamingue, au Bas-Saint-Laurent, en Mauricie, en Outaouais et au Saguenay-Lac-St-Jean, ainsi qu'avec Cégep International, au nom des quatorze cégeps publics de ces mêmes régions, afin de promouvoir les programmes d'études et les établissements en région auprès des étudiants étrangers.

Cette entente prévoit la réalisation d'activités de promotion communes avec les partenaires de ce projet, sous la bannière « ÉduQuébec-Régions ».

En 2003-2004, le ministère a élaboré avec ses partenaires un concept promotionnel et produit le matériel de promotion pertinent en versions française et espagnole. Le coût de l'ensemble des outils promotionnels, y compris la conception et la réalisation d'un site Internet, a été défrayé par une subvention non récurrente de 300 000\$ du ministère de l'Éducation du Québec.

Ce projet est devenu une mesure du Plan d'action ministériel 2004-2007 *Des valeurs partagées, des intérêts communs*.

En 2004-2005, les dépenses de fonctionnement d'ÉduQuébec-Régions ont totalisé 91 548 \$ principalement pour la réalisation de six missions ventilées comme suit : trois au Mexique, une en Argentine, une en France (Paris et trois villes en région) et une à l'Île de la Réunion. Ce montant ne tient pas compte du traitement d'une professionnelle affectée exclusivement au dossier, et celui d'une secrétaire, à temps partiel. Il faut aussi noter que deux missions ont été annulées à l'automne 2004, en prévision d'éventuelles compressions budgétaires.

En 2005-2006, un total de huit missions de promotion sont prévues en Argentine, en France, au Mexique et à la Réunion, dont l'une d'elles nécessitant la présence de deux personnes. Les dépenses de fonctionnement reliées aux activités d'ÉduQuébec-Régions sont évaluées à 155 000 \$, en sus des traitements.

**ÉTAT DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS
EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2004-2005
AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2005-2006**

Travailleurs étrangers

- Accélérer le traitement des demandes des candidats intéressants pour les régions en offrant un service personnalisé aux travailleurs étrangers en région pour leurs démarches d'immigration permanente (Mesure 9).

Le MICC a continué, au cours de l'année 2004-2005, d'offrir un service personnalisé aux travailleurs étrangers dans les services d'immigration du MICC, soit en Outaouais, en Estrie, en Mauricie et dans la région de Québec. Ce service a pour objectif de faciliter les démarches d'immigration des travailleurs temporaires étrangers :

- information et conseils sur la démarche d'immigration;
 - aide pour compléter les documents;
 - entrevues au Québec, si possible.
- Amorcer les procédures pour la demande de certificat d'acceptation du Québec du travailleur temporaire recruté par l'employeur, dès la signature du contrat de travail lors de l'entrevue réalisée dans le cadre d'une mission de recrutement à l'étranger (Mesure 9).

Depuis 2001-2002, le Ministère donne ce service dans le cadre de missions de recrutement des travailleurs temporaires à l'étranger. Lors de ces missions, des conseils et de l'information sur les démarches d'immigration permanente sont également offerts aux travailleurs étrangers qui sont intéressés.

- S'entendre avec CIC sur des modalités accélérées de traitement de permis de travail pour des travailleurs temporaires se destinant en région (Mesure 9).

En 2003-2004, le ministère a convenu avec CIC que les demandes des travailleurs recrutés dans le cadre de mission de recrutement soient traitées individuellement, que ceux-ci se destinent en région ou non. Ces demandes sont préalablement identifiées et référées par le MICC aux Bureaux canadiens des visas qui ont à traiter les demandes de permis de travail pour ces travailleurs temporaires.

En 2004-2005, le MICC a entrepris la révision des modalités de sélection des candidats à l'immigration de la catégorie des travailleurs se destinant au Québec. Dans le cadre de ces changements, il est prévu de faciliter l'arrimage entre les besoins des employeurs en région et les candidats à l'immigration.

Dans cette optique, des pourparlers ont été amorcés avec CIC pour convenir de modalités de traitement accéléré de la demande de résidence permanente et aussi de la demande de permis de travail des travailleurs sélectionnés par le Québec qui sont détenteurs d'une offre d'emploi validée.

Les interventions du ministère se poursuivront en 2005-2006.

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR
L'INTÉGRATION DES IMMIGRANTS EN RÉGION**

Le ministère a entrepris les actions suivantes :

- la sélection d'immigrants aptes à occuper des emplois en région;
- la sélection d'étudiants étrangers qui fréquentent les établissements en région et qui peuvent représenter un bassin potentiel d'immigrants pour les régions;
- la sélection de travailleurs temporaires qui répondent à des besoins de main-d'œuvre spécifiques en région;
- la sélection d'immigrants investisseurs et entrepreneurs susceptibles d'effectuer des placements de capitaux dans des entreprises en région ou de créer eux-mêmes des entreprises;
- certaines ententes conclues avec des gouvernements étrangers en vue de favoriser l'établissement en région de leurs ressortissants, telle l'entente avec l'Île de la Réunion qui permet l'établissement de ressortissants réunionnais dans le Bas-Saint-Laurent et le Saguenay-Lac-Saint-Jean;
- le recrutement de médecins étrangers, d'infirmières et d'orthophonistes dans le cadre des actions menées par l'équipe « Recrutement Santé-Québec »;
- le travail des Bureaux d'immigration du Québec à l'étranger qui fournissent aux candidats potentiels de l'information sur les régions du Québec;
- certaines ententes conclues avec des régions ou des municipalités qui soutiennent des actions concrètes en matière de promotion de leur territoire auprès de candidats potentiels, telle l'entente avec la Ville de Québec qui vise plusieurs actions spécifiques en matière de promotion du territoire et de recrutement de candidats, dont certaines missions effectuées à l'étranger;
- le lancement en mai 2004 du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;
- les travaux d'élaboration avec le milieu de plans d'action régionaux adaptés aux spécificités régionales et qui prévoient plusieurs mesures pour favoriser l'intégration des immigrants en régions. Deux plans d'action ont été rendus publics soit les plans d'action de la Capitale-Nationale et de l'Estrie;
- les travaux entrepris avec les Conférences régionales des élus et les municipalités en vue de convenir d'ententes de régionalisation de l'immigration adaptées aux besoins du milieu;
- les services Immigration-Québec qui fournissent de l'information sur les régions du Québec et développent l'accompagnement personnalisé auprès des immigrants avec le concours des organismes partenaires;
- certains projets spécifiques conclus avec des organismes d'accueil et d'intégration (de Montréal et des régions) qui ciblent les immigrants présents dans la région métropolitaine de Montréal et les incitent à explorer les possibilités d'emploi et d'installation en région;
- l'amélioration des services et l'accélération du processus de francisation favorisent l'intégration des nouveaux arrivants en région. Au cours des derniers mois, les mesures mises en place sont : formation plus intensive, plus d'heures d'activités d'intégration parallèlement au cours de français, ouverture d'un centre d'auto-apprentissage à Québec, ententes avec des partenaires institutionnels et communautaires locaux afin de favoriser une meilleure intégration à la communauté, mise en ligne d'une banque d'activités d'apprentissage du français, etc.

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR
L'ACCÈS À L'EMPLOI POUR LES IMMIGRANTS EN RÉGION**

Le Ministère a entrepris les actions suivantes afin de promouvoir l'accès à l'emploi pour les immigrants en région :

- le lancement en mai 2004 du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;
- les travaux d'élaboration avec le milieu de plans d'action régionaux adaptés aux spécificités régionales et qui prévoient plusieurs mesures pour favoriser l'accès à l'emploi des immigrants. Deux plans d'action ont été rendus publics soit les plans d'action de la Capitale-Nationale et de l'Estrie;
- la réalisation d'actions concrètes dans le cadre des ententes spécifiques signées avec des régions ou avec des municipalités, comme par exemple, le projet de stages en emploi pour jeunes immigrants de la Ville de Québec;
- la signature de l'entente interministérielle MESS/MICC en mai 2004 afin d'établir le partage des responsabilités des mesures d'insertion en emploi du Plan d'action *Des valeurs partagées, des intérêts communs*;
- les travaux avec Emploi-Québec et Investissement Québec en vue de la mise en œuvre d'un programme d'aide à l'intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi (PRIIME);
- le développement d'une approche d'accompagnement personnalisé auprès des personnes immigrantes;
- les travaux du Groupe de travail sur l'accès aux professions et métiers réglementés;
- la mise en place de l'Équipe de travail sur la reconnaissance des diplômes et des compétences des personnes formées à l'étranger;
- plusieurs projets réalisés avec le concours de certains ordres professionnels pour faciliter la reconnaissance de la formation et de l'expérience;
- la délivrance de près de 14 000 *Évaluations comparatives des études effectuées hors du Québec*, une consultation sur l'évaluation comparative de même qu'une enquête pour mesurer les attentes et la satisfaction de la clientèle à l'égard de cet outil;
- la mise en place du Service-Conseil en relations interculturelles et de la ligne Info-Employeurs qui offre aux employeurs et aux directions des ressources humaines des services d'information, de référence, de consultation et de soutien en matière de diversité en emploi et de gestion interculturelle.
- l'intensification et l'accélération de l'apprentissage du français permettent aux personnes immigrantes d'intégrer mieux et plus rapidement le marché du travail. Les diverses mesures déjà mises en place à cet égard (formation plus intensive, ouverture d'un centre d'auto-apprentissage à Québec) seront notamment enrichies dans les prochains mois par : un cours visant à préparer les immigrants à l'examen de français des ordres professionnels, un cours pour les professionnels en santé, des projets de formation linguistique pour accéder et réussir une formation professionnelle dans le cadre d'une Attestation d'études collégiales (AEC), etc.

**LISTE DES ACTIONS ENTREPRISES AFIN DE PROMOUVOIR LE RAPPROCHEMENT
AVEC LA COMMUNAUTÉ JUIVE**

Participation du ministère aux activités de la communauté :

- fête de Mimouna (le 1^{er} mai 2005) Communauté sépharade unifiée du Québec.
- repas du Séder (avril 2005) Congrès juif canadien région de Québec, à Québec.
- commémoration de la libération et de l'exode des esclaves Juifs de l'Égypte des Pharaons et de la Pâque juive; activité, initiée par la Communauté palestinienne.
- repas du Séder, le 18 avril 2005 sur invitation du CJC, à Montréal.
- conférence de Jacques Attali sur le thème : *Juifs et Arabes : histoire d'une symbiose* (14 mars 2005).
- commémoration du 60^e anniversaire de la libération du camp d'Auswitch, CJC, Comité Israël-Québec, Communautés ashkénaze et sépharade (janvier 2005).
- rencontre initiée par la Communauté sépharade unifiée du Québec sur *La face cachée du 11 septembre* (novembre 2004).
- activité de rapprochement Israël-Québec en septembre 2004.
- Quinzaine sépharade (21 juin 2004).
- conférence donnée à la synagogue, par le Grand Rabbin de France, Rabbi Joseph Sitruk, le 29 juin 2004.

Rapprochement intercommunautaire :

- création d'une Table Maghreb en août 2004, par la Direction générale des relations interculturelles (DGRI). La Communauté sépharade y siège.
- formation d'un Groupe de dialogue interreligieux Juifs et Musulmans suite à une rencontre de la Table Maghreb. La Communauté sépharade unifiée du Québec y est impliquée.

À venir

- Présence de la ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles aux célébrations sur la commémoration de la Shoah à l'Oratoire Saint-Joseph, le 15 mai 2005.

Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles (PARCI) 2004-2005

La Communauté sépharade unifiée du Québec a obtenu un financement dans le cadre de la Semaine québécoise des rencontres interculturelles (SQRI).